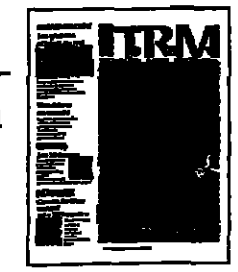
هكذا من الاصل

Le Monde

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA

■ Le culte de Diana
■ Chiapas : l'art de la guerre sur Internet



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16663 – 7,50 F - 1,13 EURO — DIMANCHE 23 - LUNDI 24 AOÛT 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La crise financière gagne l'Amérique latine

● Après la dévaluation du rouble, les devises latino-américaines attaquées à leur tour ● Forte chute des marchés, vendredi ● Début de panique sur les Bourses de Sao Paulo, Mexico, Francfort et Madrid ● La Russie, l'épuisement des ressources du FMI et le terrorisme alimentent l'inquiétude

APRÈS LA DÉVALUATION du rouble, lundi 17 août, la semaine s'est terminée, vendredi 21, par une chute générale des marchés et une *spéculation sur plusieurs* monnaies latino-américaines. Au plus fort de ce qui s'est apparenté à un mouvement de panique, la Bourse de Madrid perdait plus de 7 %, Francfort abandonnait près de 6 %, Paris près de 4 %, New York plus de 3 %, Sao Paulo 10 % et Mexico plus de 7 %. La reprise en fin de journée de Wall Street, qui a finalement perdu en clôture seulement 0,9 %, a permis de limiter les dégâts. La journée se solde tout de même par des chutes de 3,5 % à Paris, 5,4 % à Francfort et 5,8 % à Madrid.

Partie d'Asie, il y a plus d'un an, ayant fini par gagner la Russie et continuant de menacer la Chine, la crise financière a donc atteint l'Amérique latine. *Les tensions* internationales après les bombardements américains au Soudan et en Afghanistan ont augmenté l'inquiétude des investisseurs. Ces



derniers s'alarment de l'épuisement des ressources du Fonds monétaire international qui, après avoir organisé, ces derniers mois, *des prêts sans précédents* à la Corée du Sud, à l'Indonésie, à la Thaïlande et à la Russie, ne serait plus en mesure de se porter au secours d'un autre « marché émergent » en difficulté.

Depuis jeudi, les rumeurs d'une dévaluation imminente au Venezuela se multiplient. Par un effet d'entraînement, d'autres pays de la région, comme le Brésil, pourraient à leur tour être forcés de dévaluer. Le choc pour l'économie mondiale, déjà affaiblie par la récession en Asie et les difficultés à l'est de l'Europe, serait considérable. Vendredi, le Venezuela a annoncé qu'il maintiendrait son système de changes, mais permettrait au bolivar de fluctuer plus *librement dans* une *marge* déterminée.

Lire pages 12 et 13 et notre éditorial page 11

L'Angola envoie des troupes au secours du président Kabila

DES TROUPES angolaises sont entrées à l'ouest de la République démocratique du Congo, samedi matin 22 août, a annoncé l'entourage de Laurent-Désiré Kabila. Les Angolais seront au contact des rebelles qui, soutenus par le Rwanda, ont conquis l'est du pays, le littoral et le sud-ouest, d'où ils menacent la capitale, Kinshasa. C'est le second succès militaro-diplomatique de M. Kabila en trois jours. Jeudi, des soldats et des avions zimbabwéens étaient arrivés à Kinshasa. Face à l'internationalisation du conflit, le président sud-africain Nelson Mandela devait réunir samedi un sommet d'urgence. La venue des chefs d'Etat du Rwanda et de l'Ouganda à *Prétoria était confirmée*, celle des présidents de la RDC et du Zimbabwe très incertaine.

Lire page 5

Les frappes américaines

■ Washington n'exclut pas de nouveaux bombardements

■ Le ressentiment anti-américain s'accroît dans le monde musulman

■ Les réserves de la France

■ Pendant ce temps, l'affaire Lewinsky suit son cours

Lire pages 2 et 3



ALAIN POTIGNON

■ Leur France

Fin de nos regards d'écrivains étrangers sur le pays où ils ont choisi de vivre, avec le Djiboutien Abdourahman A. *Waberi*. p. 10

et notre grand jeu-concours p. 20

■ Saint-Bernard, deux ans après

Une seconde circulaire du ministère de l'intérieur assouplit les critères de régularisation des sans-papiers, tandis que les militants fêtent le deuxième anniversaire d'un symbole. p. 8

■ Grogne au PC

Lors de la première université d'été du Parti communiste, nombre de militants ont contesté la ligne de M. Hue. p. 7

■ Les Britanniques, rois du sprint

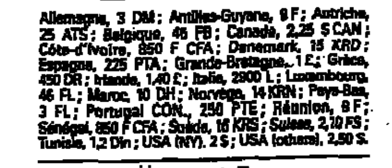
Les Anglais ont remporté les 100, 200 et 400 mètres messieurs des championnats d'Europe d'athlétisme. p. 14

■ Petite voiture, grande descendance

Commercialisée en 1957, la Fiat 500 peut être considérée comme la mère *de toutes les voitures urbaines*. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 823 - 7,50 F



La « première fois » des jeunes sociaux-démocrates suédois

STOCKHOLM
de notre correspondant

Le sexe vient de faire irruption dans la campagne électorale suédoise pour les législatives du 20 septembre. Quelque 120 000 personnes, âgées de dix-huit à vingt et un ans, ont reçu cette semaine, par la poste, une mystérieuse cassette vidéo. Les premières images, en noir et blanc, sont sans équivoque : deux jeunes, un homme et une femme, s'embrassent et se caressent avant *d'onduler sous un drap*. Un flou artistique enveloppe habilement cette séquence de quinze secondes à laquelle succèdent des témoignages de jeunes sur leur « première fois ». Qu'ils ont fait l'amour ? Non, c'est là où réside toute l'ambiguïté de la vidéo. On s'aperçoit peu après que les témoins en question évoquent, en fait, la première fois qu'ils ont voté. Appuyé par une musique techno, le message devient clair : *c'est bon, c'est excitant, d'aller aux urnes*.

Après l'apparition à l'image de l'ancienne vice-premier ministre, Mona Sahlin, les destinataires de la cassette comprennent enfin qu'elle leur a été adressée par le Parti social-démocrate, au pouvoir. Par sa fédération de jeunes (SSU), plus exactement, dont les coordonnées surgissent à l'écran au tout dernier plan. *« C'est une façon amusante d'aborder la politique et de susciter l'attention »*, explique le président de la SSU, Niklas Nordström, sourire en coin. Cette année, 380 000 jeunes Suédois vont pouvoir, pour la première fois, exercer leur droit de vote. Or cette catégorie d'électeurs a tendance à davantage s'abstenir *que les autres : 18 %, contre 14 % pour la* moyenne nationale lors du scrutin législatif de 1994. Des taux que l'on envierait dans d'autres pays européens mais qui, en Suède, inquiètent. La multiplication d'« affaires » impliquant des élus a contribué à alimenter l'indifférence croissante des jeunes vis-à-vis de la politique.

Fallait-il pour autant user d'une méthode racoleuse pour les convaincre d'aller voter ? *Car la vidéo a aussi choqué. A la vision des* premières images, *« j'ai eu très peur et j'ai failli téléphoner à la police »*, raconte Therese Tagesson, vingt et un ans. La section jeunesse des Modérés (conservateurs), principal parti d'opposition, réclame l'arrêt de la campagne. *« Ceux qui considèrent la vidéo comme de la pornographie doivent mener une vie bien triste... »*, rétorque Niklas Nordström. D'autres, comme le quotidien *Dagens Nyheter*, rappellent qu'à la veille de la présentation de la cassette à la presse le premier ministre social-démocrate, Göran Persson déclarait redouter que la vie privée et le sexe n'en viennent, comme aux Etats-Unis, à jouer un *rôle trop important dans la politique suédoise*.

Il aurait tout aussi bien pu s'alarmer des conclusions d'une récente enquête sur le manque de connaissances des Suédois de seize à soixante-quatorze ans sur leur système politique. Près de 52 % d'entre eux ignorent combien de partis composent le gouvernement et 45 % que c'est le Parlement qui légifère. Mais pourquoi le sauraient-ils ? *La politique n'est-elle pas, comme le dit le* dirigeant de la SSU, *« souvent très grise et triste »* ?

Antoine Jacob

L'« école Joxe » au cœur de l'Etat

LES ANCIENS collaborateurs de Pierre Joxe à la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale comme au ministère de l'intérieur, puis à celui de la défense, sont aujourd'hui nombreux au cœur de la machine *gouvernementale. Présents dans* dix ministères sur vingt-neuf, directeurs ou chefs de cabinet pour huit d'entre eux, ils ne forment pas un « réseau » au sens habituel du terme, mais sont restés proches de leur mentor. Auprès de l'actuel premier président de la Cour des comptes, ils disent tous avoir été formés à une *« école de la rigueur », mélange de conviction et de savoir*-faire où domine une vision républicaine du service de l'Etat.

Lire page 6

Mondial de foot et Mondial de la foi

IL Y A UN AN, sur l'hippodrome de Longchamp, un million de jeunes de cent quarante pays se rassemblaient autour du pape venu à Paris, du 19 au 24 août 1997, pour les Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ). Un million pour chanter, prier, rire et pleurer, célébrer et communier. Un million pour *symboliser* une sorte d'utopie de fraternité universelle, exprimer les besoins d'une génération dite « morale » (pas forcément nostalgique), sans héritage, lasse de payer – par des ruptures affectives, des violences, la drogue et des suicides – la défaillance des systèmes de transmission éducative, familiale, religieuse ou médiatique. Au-delà des différences de conviction, presque tous les observateurs avaient noté le succès et la qualité de ces rassemblements.

La tentation est grande, un an après, de dire que le soufflé est retombé, que la « chaîne de fraternité », nouée par des centaines de milliers de jeunes sur les boulevards ceinturant Paris, ou les grands-messes du Champ-de-Mars, haut lieu de la République, ne sont plus que les images pieuses d'un album de souvenirs déjà jaunis. Les plus aigris ajouteront que les églises restent désertées par les jeunes ou que leur message est tombé à plat. Le pessimisme n'est pourtant pas de rigueur, si on compare – toutes proportions gardées – ce Mondial de la foi d'il y a un an avec le dernier Mondial de foot, également en France. Les deux événements ont révélé des formes de recomposition de la société qui dépassent largement le sport et la religion.

Dans les deux cas, la mobilisation fut plus grande que prévu. Le doute était resté tenace sur la capacité d'accueil et d'organisation de la France, ainsi que sur le charisme des acteurs, Aimé Jacquet *faisant les frais de la critique* comme, dans sa sphère, un pape vieillissant, star démodée que personne n'osait imaginer, à Paris, face à de telles masses de jeunes. Les pronostics sombres ne se sont vérifiés ni en 1997 ni en 1998. Grâce à des milliers de volontaires bénévoles – comme lors des JMJ –, les villes de la Coupe du monde se sont parfaitement acquittées de leur tâche d'accueil des joueurs et des supporteurs étrangers.

Henri Tincq

Lire la suite page 11

Photographe de l'urgence



MARC PATAUT

IL DIT : *« On peut éviter l'œil et prendre des photos avec son ventre. »* Marc Pataut est un photographe loin des sentiments mièvres, de la « dimension socioculturelle » que d'autres adoptent quand ils abordent le chômage, la misère, l'oubli, l'urgence sociale. Pataut, lui, met les luttes en forme sur des banderoles, des tracts... Le fruit d'un an de son travail avec des jeunes d'Aulnay-sous-Bois est exposé à Tulle.

Lire page 17

REPRÉSAILLES Le monde musulman a accueilli avec colère les frappes militaires américaines de jeudi contre les cibles terroristes présumées au Soudan et en Afghanistan. Au Pakistan, où des manifestations ont eu lieu vendredi 21 août, des *fatwas* ont circulé autorisant les musulmans à *« tuer les Américains à travers le monde »*. ● LE BILAN des tirs de missiles s'élèverait à un mort et sept blessés à Khartoum et vingt-sept morts et une quarantaine de blessés en Afghanistan. ● LE MILLIONNAIRE Oussama Ben Laden, qui a échappé à l'attaque, a menacé les Etats-Unis de représailles. Le Soudan a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies. ● LES ETATS-UNIS se disent prêts à lancer de nouvelles frappes. Les milieux politiques américains se sont solidarisés avec la décision du président Clinton. ● LA FRANCE manifeste sa distance, mais fait connaître sa compréhension envers le geste américain.

Le ressentiment antiaméricain s'accroît dans le monde musulman

Alors que la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, qualifie l'affrontement avec les groupes terroristes de « guerre du futur », les appels islamistes à des représailles contre les Etats-Unis se multiplient. La classe politique, à Washington, s'est ressoudée autour du président Clinton

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

« Mort à l'Amérique ! L'Amérique est le pire ennemi des musulmans ! Nous continuerons la guerre sainte jusqu'à la destruction de l'Amérique ! » Entendus à Islamabad, lors des nombreuses manifestations de protestations, vendredi 21 août, contre les raids américains sur l'Afghanistan et le Soudan, ces slogans ont été repris dans quasiment tout le monde musulman, de nouveau uni contre l'*« arrogance »* américaine. Depuis la dénonciation du *« Grand Satan américain »* dans les rues de Téhéran en 1979, l'antiaméricanisme, qui tend à devenir de plus en plus l'antioccidentalisme, n'a fait que progresser dans le monde musulman, parallèlement à la radicalisation des mouvements islamistes. Si ceux-ci sont loin de faire l'unanimité, il ne fait pas de doute que le type d'opérations comme celle entreprise contre l'Afghanistan et le Soudan conforte leur sentiment qu'il n'y a rien à espérer sans combats. A l'inverse, cette perception place les modérés dans une situation délicate et c'est dans ce contexte que s'explique la très ferme réaction du gouvernement pakistanais.

Dans une déclaration préparée lors d'une réunion au plus haut niveau des responsables politiques et militaires, le ministre des affaires étrangères, M. Sartai Aziz, a affirmé : *« Le gouvernement pakistanais exprime son indignation devant les frappes américaines en Afghanistan et au Soudan. Au-delà des motifs* [de cette action], *la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ces pays islamiques ne peut qu'entraîner une grave inquiétude du peuple pakistanais qui se sent justement outragé »*, a-t-il dit. Tout en réitérant la condamnation du terrorisme par le Pakistan, M. Aziz a ajouté qu'Islamabad *« ne peut que s'inquiéter de l'emploi unilatéral de la force par les Etats-Unis contre des pays souverains en violation des principes et des normes reconnus »*.

M. Aziz a d'autre part précisé que le Pakistan n'avait pas prêté assistance aux Etats-Unis et qu'il ne le ferait pas. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a, lui, *« condamné »* les raids américains au cours d'une conversation téléphonique qu'il a eue, vendredi soir, avec le président Bill Clinton.

Le gouvernement pakistanais est dans une position d'autant plus difficile qu'il a été largement pris à partie lors des manifestations des mouvements islamistes, de nombreux participants dénonçant sa *« collusion »* avec Washington. *« Nawaz Sharif, ami des Américains »*, scandaient ainsi à Islamabad les supporters du Jamiat-e-Islami. Si les manifestations à Islamabad n'ont donné lieu à aucun incident, il n'en a pas été de même à Peshawar, où la police a tiré pour disperser des milliers d'Afghans qui se dirigeaient vers le consulat américain. La tension reste très forte à Peshawar, et la plupart des expatriés membres des organisations non gouvernementales qui y étaient installés ont été évacués vers Islamabad sous escorte de la police pakistanaise.

Des *fatwas* ont circulé à Islamabad comme à Peshawar autorisant les musulmans à *« tuer les Américains à travers le monde et tous ceux qui les ont aidés »*. Le gouvernement pakistanais avait, dès vendredi, demandé aux touristes voyageant dans le nord du pays de se regrouper dans les hôtels gouvernementaux pour pouvoir assurer leur protection avant de les ramener à Islamabad.

Des manifestations ont aussi eu lieu en Afghanistan, en particulier à Kaboul, Kandahar et Jalalabad. Dans cette dernière ville, les bureaux abritant les antennes du Programme alimentaire mondial et d'une agence humanitaire ont été détruits. A Kaboul, une foule d'environ cinq mille personnes haranguée par des responsables talibans s'est assemblée devant les bâtiments désertés de l'ambassade américaine. Après les tirs contre un bus des Nations unies qui ont blessé, vendredi matin, deux représentants de la Mission spéciale des Nations unies sur l'Afghanistan, l'ONU a réduit sa présence à cinq expatriés et envisage de les rapatrier.

UNE AURA QUI SE CONFIRME

Les quelques étrangers qui se trouvaient encore, samedi, dans la capitale afghane – notamment dix-sept expatriés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – restaient cloîtrés chez eux en attendant de voir l'évolution de la situation.

Selon des sources afghanes et pakistanaises, les raids américains ont fait vingt-sept morts et une quarantaine de blessés. Six Pakistanais qui appartenaient à des mouvements islamistes de guérilla au Cachemire, et qui se trouvaient en Afghanistan pour recevoir un entraînement militaire, ont été tués. Parmi les morts figurent aussi une dizaine d'Arabes. Ceux-ci ont été enterrés, vendredi, en Afghanistan.

La principale cible visée par ces raids, le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden est, pour sa part, bien en vie. Il l'a fait savoir, vendredi, en déclarant par l'intermédiaire de son porte-parole égyptien, Ayman Al Zawahiri : *« La guerre a juste commencé. Les Américains doivent attendre la réponse. »* M. Al-Zawahiri a ajouté : *« Dites aux Américains que nous n'avons pas peur des bombardements, des menaces et des actes d'agression. Nous avons subi et survécu à dix ans de bombardements soviétiques en Afghanistan et nous sommes prêts à plus de sacrifices. »*

Ces raids ont, en tout cas, encore accru – au Pakistan notamment, mais sans doute bien au-delà – l'aura d'Oussama Ben Laden, symbole de la résistance à la *« toute-puissance »* américaine.

« Nous sommes tous des Ben Laden. Les talibans sont notre identité », scandaient, vendredi, les manifestants au Pakistan. Des cris qui rappellent ceux entendus en Palestine après la mort d'Yéhya Ayache, le *« technicien »* des attentats suicides en Israël, ou au Liban, martelés par les combattants du Hezbollah.

Françoise Chipaux

Réunions du Conseil de sécurité de l'ONU et du conseil de la Ligue arabe

Les quinze membres du Conseil de sécurité sont d'accord pour discuter lundi 24 août de la plainte du Soudan après la frappe américaine de jeudi, a déclaré la présidence du Conseil. *« Il y a un consensus parmi les quatorze autres membres du Conseil que lundi serait le mieux »* pour discuter de cette question, a dit un diplomate slovène, Samuel Zbogar, dont le pays préside le Conseil. Khartoum a demandé au Conseil d'envoyer une mission d'enquête pour prouver que l'usine pharmaceutique El Chifa, bombardée par les Etats-Unis, ne fabriquait pas d'armes chimiques comme l'en accuse Washington. La demande est appuyée par le groupe des pays arabes de l'ONU.

D'autre part, à la demande du Soudan également, le conseil ministériel de la Ligue arabe tiendra, lundi, une réunion d'urgence au niveau des délégués permanents. Cette réunion des vingt-deux membres de l'organisation devrait proclamer *« le soutien arabe au Soudan »*, a précisé le secrétaire général de la Ligue, Ahmad Ben Heeli, vendredi au Caire. – *(AFP.)*

Les Etats-Unis sont prêts à lancer de nouvelles frappes

NEW YORK
de notre correspondante

L'administration américaine a émis la possibilité, vendredi 21 août, de mener de nouvelles attaques contre des cibles terroristes, au lendemain de tirs de missiles de croisière qui ont détruit une usine accusée de fabriquer des composantes d'armes chimiques au Soudan et infligé des dégâts encore difficiles à évaluer à des camps d'entraînement en Afghanistan, utilisés par le réseau de l'extrémiste islamiste Oussama Ben Laden.

Un journal arabe publié à Londres, *Al-Qods al-Arabi*, a déclaré avoir reçu un appel téléphonique du porte-parole de Ben Laden avertissant le président Clinton qu'il n'avait encore rien vu : *« La bataille n'a pas encore commencé*, aurait-il dit. *La riposte se fera par des actes, pas par des mots. »*

Les frappes ont été menées à l'aide de soixante-quinze missiles Tomahawk, tirés depuis des navires croisant en mer Rouge et en mer d'Oman. Les responsables américains ont indiqué qu'ils n'avaient pas cherché à tuer Oussama Ben Laden mais à *« neutraliser son infrastructure »*. Il leur a toutefois été impossible de dire, vendredi, avec quel degré de succès ils y étaient parvenus, la couverture nuageuse ayant empêché les satellites espions de prendre les photos des dégâts infligés à la base de Khost, en Afghanistan, qualifiés en attendant *« de modérés à graves »* par le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, Sandy Berger.

Cette *« université du terrorisme »*, selon l'expression du secrétaire à la défense, William Cohen, *« ne sera plus capable de fonctionner comme camp d'entraînement à la fois à cause de nos attaques et à cause de sa vulnérabilité, que notre raid a mis en lumière »*, a précisé Sandy Berger. Les autorités américaines n'ont pas non plus été en mesure de dire si les frappes sur ces six sites en Afghanistan avaient fait des victimes, ni si la réunion de chefs de file terroristes, prévue sur cette base le 20 août, et qui avait incité les Etats-Unis à frapper à cette date, avait finalement eu lieu ou pas.

RALLIEMENT DU CONGRÈS

Le Pakistan a retiré une première information selon laquelle un missile perdu avait tué cinq personnes au Pakistan, précisant qu'elle était erronée.

Aux Etats-Unis, la sécurité a été renforcée de manière visible, vendredi, dans plusieurs grands aéroports et dans certains endroits sensibles pour prévenir d'éventuels attentats de représailles. Parallèlement, le secrétaire à la défense a averti que la possibilité de nouvelles frappes *« existait toujours. Il se peut qu'il y en ait davantage »*, a dit M. Cohen devant la presse.

Le ralliement des membres du Congrès à la décision du président Clinton de procéder aux frappes, jeudi, est resté très solide vendredi, et les deux sénateurs qui avaient émis des doutes sur les véritables motivations de M. Clinton ont nuancé leur jugement après avoir été informés des circonstances de la décision. De même, les sondages ont révélé un confortable soutien de l'opinion publique : 66 % des Américains, selon un sondage CNN-*USA Today*, ont approuvé les raids, comme c'est généralement le cas lors d'opérations militaires à l'étranger.

Les événements de ces deux dernières semaines, avec les attentats à la bombe contre deux ambassades américaines en Afrique orientale et les représailles de jeudi ont ouvert un débat dans les médias sur le point de savoir si les Etats-Unis disposaient d'une stratégie face à ce que la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a baptisé *« la guerre du futur »* mais qui paraît déjà présente aux Américains, et si la population y était préparée.

Certains experts ont émis des doutes sur l'efficacité de frappes du type de celles qui ont été menées jeudi, craignant qu'en renforçant la mobilisation des terroristes, elles n'aboutissent au résultat inverse du but recherché. Mais pour l'ensemble des experts l'heure est venue pour les Américains de se pencher très sérieusement sur la menace terroriste non étatique et sur les moyens d'y faire face : un important effort sur les activités de renseignement, considéré comme essentiel dans la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'un effort diplomatique pour obtenir le soutien de la communauté internationale dans cette lutte, ont été parmi les mesures le plus souvent recommandées, vendredi.

S. K.

Les missiles Tomahawk auraient été équipés de bombes à fragmentation

Les missiles de croisière Tomahawk lancés des navires de la marine américaine, jeudi 20 août, sur des bases présumées terroristes en Afghanistan étaient vraisemblablement équipés d'ogives à fragmentation, selon des responsables militaires américains. Ces ogives, en explosant, libèrent sur une vaste surface des mini-bombes qui explosent à leur tour. Cette arme est destinée à causer un maximum de victimes et de dégâts aux infrastructures légères.

Les navires ayant participé à l'attaque appartiennent à la Ve Flotte, forte de 15 bâtiments emmenés par le porte-avions *Abraham-Lincoln*. Ils ont tiré au total quelque 75 missiles Tomahawk. Cinq vaisseaux ont lancé leurs missiles sur l'Afghanistan à partir de la mer d'Oman et deux autres, qui croisaient dans la mer Rouge, ont visé le Soudan. – *(AFP.)*

Pendant ce temps, l'affaire Lewinsky continue

NEW YORK
de notre correspondante

Temporairement reléguée au second rang des préoccupations des médias américains par les opérations militaires en Afghanistan et au Soudan, Monica Lewinsky n'en reste pas moins une formidable épine dans la présidence Clinton, comme en témoigne sa deuxième convocation, jeudi 20 août, devant le grand jury par le procureur indépendant Kenneth Starr.

Selon la presse citant l'entourage de la jeune femme, l'ex-stagiaire de la Maison Blanche a livré cette fois davantage de détails concrets sur sa liaison avec le président, dont elle a contredit le témoignage sur certains points : M. Clinton avait refusé, lundi, de préciser la nature des actes sexuels auxquels ils s'étaient livrés, elle a été plus descriptive, attribuant au président un rôle plus actif qu'il n'aurait voulu le laisser paraître ; M. Clinton a évalué à une demi-douzaine le nombre de leurs rencontres intimes alors que Mlle Lewinsky en a recensé au moins le double ; enfin, Monica Lewinsky affirme qu'elle s'était entendue avec Bill Clinton pour qu'elle remette les cadeaux qu'il lui avait faits à sa secrétaire au cas où le procureur exigerait qu'elle les livre à la justice comme pièces à conviction, ce dont le président n'a pas souvenir.

A travers ce nouvel interrogatoire, il est clair que M. Starr et son équipe, loin de se contenter des aveux présidentiels de lundi, cherchent à prouver que le président Clinton s'est rendu coupable de parjure, d'incitation à faux témoignage ou d'obstruction de la justice. M. Starr a rejeté, jeudi, une question d'un journaliste qui lui demandait s'il s'acharnait ainsi par désir de vengeance : non, a-t-il répondu, *« il s'agit ici d'un processus purement judiciaire »*.

LA HÂTE DE « RECONSTRUIRE SA VIE »

Signe que la Maison Blanche n'a pas renoncé à se battre, ses avocats ont annoncé, vendredi, qu'ils avaient fait appel devant la Cour suprême de la décision contraignant l'un des plus proches conseillers du président, Bruce Lindsey, à témoigner devant le grand jury malgré sa qualité d'avocat ; la Maison Blanche considère que bien que M. Lindsey ne soit pas l'avocat privé de Bill Clinton, leurs conversations doivent être protégées par la règle de confidentialité qui s'applique en droit américain aux relations entre les avocats et leurs clients.

A l'issue de ce qui devrait être sa dernière déposition devant le grand jury, Monica Lewinsky, vingt-cinq ans, a fait déclarer par sa porte-parole qu'elle *« avait désormais hâte de commencer à reconstruire sa vie »*. De l'avis général, la jeune femme, dont seulement 10 % des Américains ont une opinion favorable, devra attendre encore quelque temps avant d'espérer pouvoir le faire : contrainte de se tenir à la disposition du procureur jusqu'à la fin de l'enquête, elle va rester prisonnière dans son appartement du Watergate, traquée par les médias, et vivant dans la hantise d'une décision du Congrès de convoquer – si le rapport de M. Starr se révèle accablant pour le président – des auditions qui la contraindraient à raconter les mêmes détails non plus dans le huis clos d'une salle de tribunal mais, cette fois, devant les caméras de télévision et toute l'Amérique.

Une perspective qui ne réjouit pas davantage la Maison Blanche mais qui reste, pour l'instant, purement hypothétique. Soit par désir de marquer une pause, soit par manque de munitions, soit parce que les frappes antiterroristes l'ont détournée de l'affaire Lewinsky, la virulence de la presse américaine à l'égard du président s'est très nettement atténuée vendredi.

Un sondage publié par le *Los Angeles Times*, réalisé après la confession de Bill Clinton mais avant les frappes militaires, confirme l'ambivalence de l'opinion publique : 62 % des Américains sont toujours satisfaits des performances professionnelles de leur président, mais 47 % ont moins d'estime qu'avant pour sa personne. Malgré la piètre opinion qu'ils ont de Monica Lewinsky, 38 % seraient prêts à croire sa version plutôt que celle de M. Clinton, contre 35 % qui croiraient plus volontiers le président.

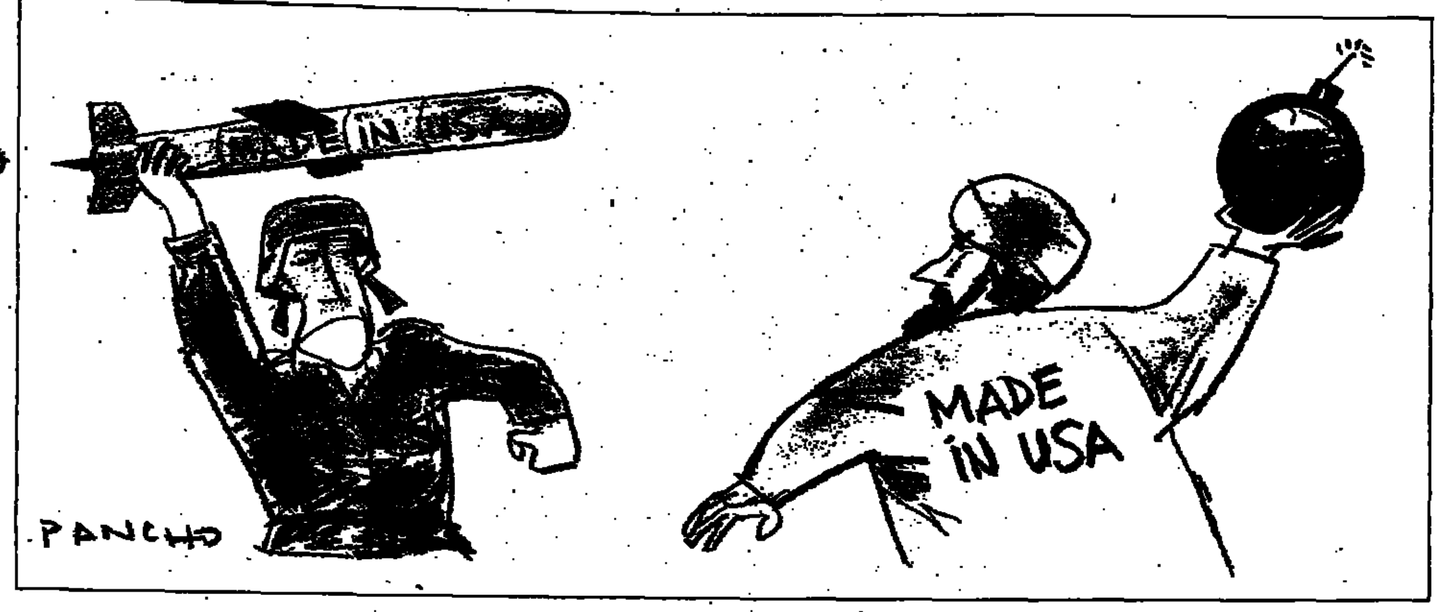
Ce qui est clair, c'est que pour les trois quarts des Américains, l'enquête de Kenneth Starr a duré trop longtemps et a détourné l'attention de problèmes importants ; à une majorité de 61 %, ils demandent même son abandon pur et simple.

Sylvie Kauffmann



هكذا من الأصل





La France « comprend », mais fait des réserves

SI ELLE NE DIT PAS qu'elle approuve, la France dit qu'elle *« comprend »* les bombardements américains en Afghanistan et au Soudan et ne jure pas que, placée dans des circonstances identiques, elle n'aurait pas réagi de la même manière que les Etats-Unis. Mais elle a tenu à manifester sa « distance » à la fois par souci de préserver *« un maximum de passerelles entre l'Occident et le monde musulman »* et parce qu'elle n'avait pas été prévenue. Telles sont les explications que l'on pouvait entendre dans les milieux officiels français à Paris et dans l'entourage du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, en visite officielle à Téhéran.

La lutte contre le terrorisme et, plus particulièrement, les raids américains ont tenu une bonne place dans l'entretien que le premier ministre, Lionel Jospin, a eu, vendredi 21 août, à Cintegabelle (Haute-Garonne) avec son homologue britannique, Tony Blair, en vacances dans le sud-ouest de la France. A l'issue de cette conversation, M. Jospin a déclaré *« comprendre que des grandes nations frappées dans leur chair ne puissent pas rester insensibles »*. S'il faut *« donner des réponses déterminées et fermes contre les terrorismes d'où qu'ils frappent »*, a poursuivi M. Jospin, la France veut aussi que *« le terrorisme soit combattu selon les règles du droit international parce que c'est ainsi que l'on sera, à terme, le plus efficace »*.

Dans la matinée, un communiqué *« des autorités françaises »* – minutieusement mis au point entre l'Elysée, Matignon et le Quai d'Orsay – s'était borné à *« prendre acte de la décision des autorités américaines »* de procéder à des bombardements *« en invoquant le droit à la légitime défense reconnu par le droit international »*. Le communiqué était à la fois en retard et en retrait, par rapport aux autres réactions de soutien aux Etats-Unis enregistrées en Europe de l'Ouest. Interrogé sur cette différence de ton, notamment entre les commentaires britanniques et français, M. Jospin a répondu : *« Cela s'appelle la libre expression, elle existe pour la presse et elle existe pour les nations. »*

Contrairement à la Grande-Bretagne, la France – apparemment pas plus que l'Allemagne – n'a pas été prévenue des frappes américaines. Les Etats-Unis ont fait porter une lettre au président Jacques Chirac – et au chancelier Helmut Kohl – dans la matinée de vendredi. D'où le temps pris par les autorités françaises pour réagir, d'où l'expression *« prend acte »* dans leur communiqué et, en privé, la manifestation d'agacement certain devant *« le manque de confiance »* ainsi manifesté à l'égard de la France par les Etats-Unis. Washington avait, cependant, fait savoir à l'avance à ses alliés occidentaux qu'ils seraient bien avisés d'évacuer leurs ressortissants d'Afghanistan.

UNE LETTRE À M. CHIRAC

Dans l'entourage de M. Védrine à Téhéran, le ton était le même qu'à l'Elysée ou à Matignon. La France *« comprend »* la réaction américaine *« qui a l'air d'être un acte de légitimes représailles »*, disait-on. Paris ne veut pas condamner *« ni se désolidariser »* des Etats-Unis même si la France considère *« idéalement »*, dans l'intérêt de la communauté internationale, qu'un pays ne doit pas s'arroger le droit de mener des ripostes unilatérales à des actions dirigées contre lui.

Pour autant, on ne jure pas que, placée dans la même situation que les Etats-Unis, la France n'aurait pas réagi de la même façon. En 1983, le président François Mitterrand avait ordonné le bombardement d'une base du Hezbollah (extrémistes chiites) dans la plaine de la Bekaa, au Liban, après un attentat qui avait visé le poste de commandement du contingent français de la Force multinationale à Beyrouth. Le bombardement français avait tué un âne et démoli un pan de mur. Dans l'entourage du ministre des affaires étrangères, on rappelle que François Mitterrand avait ordonné d'autres actions de représailles en d'autres lieux et dans d'autres circonstances.

La France assume le risque d'être critiquée aux Etats-Unis pour la lenteur et le caractère réservé de sa réaction. Mais les mêmes sources avancent qu'il est nécessaire de ne pas heurter de front le monde arabo-islamique, nécessaire de maintenir *« un maximum de passerelles entre l'Occident et le monde musulman, surtout dans la période de spasmes actuels »*. A condition, ajoute-t-on, qu'en face, c'est-à-dire dans le monde musulman, *« il y ait du répondant »*...

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils précisément choisi pour cible le Soudan et ce qu'ils affirment être une base islamiste en Afghanistan, le long de la frontière avec le Pakistan ? Parce que la piste Oussama Ben Laden est tout à fait plausible – pour expliquer les attentats du 7 août à Nairobi et Dar es-Salaam –, juge-t-on à Paris. Et sans doute parce que Washington cherchait depuis longtemps l'occasion d'asséner une leçon au Soudan, accusé d'être une base de soutien au terrorisme international. La volonté d'isoler le régime islamiste de Khartoum explique largement la politique de Washington dans l'Afrique des Grands Lacs.

LE MAL À LA RACINE

Les diplomates français jugent, toutefois, que les Etats-Unis se trompent depuis des années sur le fondamentalisme musulman. Ils ont exagéré l'importance stratégique de l'Afghanistan dans les années 80, du fait de l'invasion soviétique dans ce pays. Après les avoir appuyés, armés et financés dans leur lutte contre Moscou, Washington a, selon cette analyse, surestimé la capacité des moudjahidines à gouverner un pays. Les Etats-Unis se retrouvent aujourd'hui empêtrés dans leurs contradictions au Pakistan et en Afghanistan.

Dans ces conditions, ajoute-t-on de même source, peut-être leur semble-t-il plus aisé de mener des actions ponctuelles contre le terrorisme que d'essayer d'éradiquer le mal à la racine. On concède, cependant, que de telles actions ont le mérite *« d'intimider et de dissuader les terroristes »*.

Mouna Naïm et Alain Frachon

L'ONU et la légitime défense

Voici le texte de l'article 51 de la Charte de l'ONU, invoqué par l'ambassadeur américain, William Richardson, dans la lettre qu'il a adressée au président en exercice du Conseil de sécurité au sujet des bombardements sur le Soudan et l'Afghanistan.

« Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil de sécurité, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

La campagne électorale est lancée en Allemagne

BONN. A cinq semaines des élections législatives, les chrétiens-démocrates (CDU) de Helmut Kohl et les sociaux-démocrates (SPD) emmenés par Gerhard Schröder ont officiellement lancé leur campagne ce week-end. Le SPD organisait, samedi 22 août, trois manifestations à Berlin, Munich et Bonn, tandis que le parti de Helmut Kohl devait rassembler, dimanche 23, quelque 17 000 sympathisants à Dortmund dans la Ruhr.

Gerhard Schröder est toujours donné gagnant contre M. Kohl. Selon un sondage de l'institut Emnid publié le 21 août, le SPD recueillerait 42 % des voix, les partisans de M. Kohl 39 %, les Verts 6 % et le Parti libéral 5 %. Les autres instituts donnent un écart plus important. Mais le nombre des électeurs indécis est, selon Emnid, de 52 %. Pour relancer sa campagne, le chancelier a fait appel à Lothar Späth, soixante ans, ancien ministre-président CDU de Bade Wurtemberg, qui jouit d'une forte crédibilité économique, notamment à l'est de l'Allemagne. – *(Corresp.)*

L'opposition birmane veut défier la junte

RANGOUN. L'opposition birmane, qui avait donné jusqu'à vendredi 21 août à la junte au pouvoir pour convoquer le Parlement issu des élections pluralistes de 1990, a annoncé son intention de réunir elle-même cette assemblée. La Ligue nationale pour la démocratie (LND), principal parti d'opposition, *« convoquera prochainement un parlement »*, a annoncé dans un communiqué le parti de M[me] Aung San Suu Kyi, sans préciser ni où ni quand le Parlement serait réuni.

La LND avait remporté les élections de 1990 mais les militaires avaient refusé de reconnaître sa victoire et le Parlement n'a jamais siégé. Dans le même temps, M[me] Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, continue de défier le pouvoir militaire : elle reste bloquée par les forces de l'ordre, pour le dixième jour, sur un pont des environs de la capitale. – *(AFP.)*

Un nouveau gouvernement de technocrates au Nigeria

LAGOS. Annoncé, jeudi 20 août, par le chef d'Etat, le général Abdulsalam Abubakar, pour conduire le pays à des élections démocratiques en 1999, le nouveau cabinet nigérian est composé de technocrates, d'universitaires et de nombreux visages nouveaux mais ne comprend pas d'opposants, illustrant les difficultés à constituer un gouvernement élargi. L'équipe de trente et une personnes comprend neuf membres de l'administration précédente mais apporte des changements aux ministères-clefs.

Disparaissent ainsi les ministres des finances, Anthony Ani et des affaires étrangères, Tom Ikimi. Ce dernier était considéré comme responsable du statut de paria du Nigeria sur la scène internationale sous le régime Abacha. M. Ani était, pour sa part, accusé d'avoir contribué à détourner les ressources du pays. Le rôle de ce gouvernement de transition est important bien que l'instance suprême du pouvoir nigérian reste un organe militaire, le Conseil provisoire de gouvernement. – *(AFP.)*

Le mufti du Daghestan tué dans un attentat

MOSCOU. Le mufti de la république caucasienne russe du Daghestan, Said Mouhammed Aboubakarov, et son frère ont été tués, vendredi 21 août, par l'explosion d'une bombe à Makhatchkala, la capitale daghestanaise, selon les agences russes. Le mufti, principal dignitaire religieux de la république, était connu pour ses prises de position critiques contre les fondamentalistes islamiques wahhabites qui sont présents dans la république russe. Il avait accusé les fondamentalistes de diversion idéologique lors d'une réunion du gouvernement local le 19 août.

Plusieurs incidents impliquant des wahhabites se sont produits récemment au Daghestan, république frontalière de la Tchétchénie indépendantiste. Le président tchétchène, Aslan Maskhadov, a récemment pris des mesures contre ce mouvement fondamentaliste, qu'il a accusé de déstabiliser la Tchétchénie. – *(AFP.)*

M. Nétanyahou appelle l'Autorité palestinienne à imiter les Etats-Unis

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a appelé, vendredi 21 août, l'Autorité palestinienne à suivre l'exemple des Etats-Unis dans la lutte antiterroriste. *« Nous avons nous-mêmes été visés par une opération terroriste et nous comprenons l'importance de ce que font les Etats-Unis et nous croyons que le président Bill Clinton a fait exactement ce qu'il faut »*, a déclaré Benyamin Nétanyahou lors d'une réunion de presse à Jérusalem.

Le premier ministre israélien faisait allusion au meurtre, jeudi soir, d'un colon israélien poignardé à mort à Hébron, en Cisjordanie, et aux frappes aériennes américaines, jeudi, contre des sites présumés terroristes en Afghanistan et au Soudan. *« Nous souhaitons que l'Autorité palestinienne combatte les terroristes et c'est pourquoi nous appuyons les Etats-Unis lorsqu'ils agissent contre le terrorisme »*, a ajouté le premier ministre qui s'est entretenu, vendredi, avec le président Bill Clinton pour lui exprimer son soutien aux frappes aériennes, a-t-on indiqué de sources officielles israéliennes. – *(AFP.)*

Communistes et Verts condamnent l'initiative américaine

LA RIPOSTE militaire des Etats-Unis aux attentats de Nairobi et Dar-es-Salaam du 7 août a suscité peu de réactions politiques en France, tant à gauche qu'à droite. Le socialiste **Jack Lang**, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a fait exception en étant l'un des premiers à réagir, pour expliquer : *« Je comprends et partage la colère et l'indignation »* américaines *« à la suite des monstrueux actes terroristes contre leurs ambassades »* (...) *« la légalité internationale de la riposte américaine ne me paraît pas contestable ; elle s'inscrit dans le cadre de la Charte de l'ONU au titre des actes de légitime défense. » « Nous devons être solidaires des Américains dans le combat contre le terrorisme »*, a-t-il poursuivi.

Le ministre de l'intérieur, **Jean-Pierre Chevènement**, a estimé que les Etats-Unis se trouvent *« confrontés au risque des attentats du fait de leur soutien à certains pays islamistes »*. Président du Mouvement des citoyens, une des composantes du gouvernement, il a ajouté : *« Il est clair que les talibans, notamment, ont été financés par les Etats-Unis ; cela devrait aider* [Washington] *à concevoir une politique étrangère plus cohérente à l'avenir. »*

Deux partis de la majorité, le PCF et les Verts (écologistes), ont exprimé leur indignation. **Robert Hue**, secrétaire national du Parti communiste, a *« condamné »*, soulignant que le Conseil de sécurité de l'ONU doit être saisi *« sans tarder »*. *« Autant je suis partisan de renforcer la coopération internationale pour éradiquer le terrorisme, autant je ne peux que condamner ces bombardements inefficaces contre les terroristes et qui ne peuvent qu'alimenter un engrenage de la violence »*, a dit M. Hue, dont le parti avait aussi condamné les attentats de Nairobi et Dar-es-Salaam. Même réaction chez les **Verts**, où l'on estime que *« les USA ne doivent pas se faire justice eux-mêmes »*. Cette formation, également représentée au gouvernement, *« réprouve le principe de frappe de vengeance de la riposte américaine en Afghanistan et au Soudan »*.

A l'extrême gauche, la **Ligue communiste révolutionnaire** dénonce *« une agression militaire contre deux pays indépendants »*. *« Après la guerre du Golfe, les USA manifestent à nouveau leur arrogance impérialiste »*, poursuit l'organisation trotskiste qui *« attend de la gauche française, une condamnation totale de cette provocation »*.

Dans l'opposition, l'ancien ministre des affaires étrangères **Hervé de Charette** souhaite que la France *« ne ménage pas sa sympathie et son soutien au peuple américain dans cette épreuve »*. *« Les Etats-Unis sont fondés à prendre des initiatives y compris par la force en représailles aux attentats »* dont ils ont été la cible, a déclaré au *Monde* le président du Parti populaire pour la démocratie française (UDF-PPDF). *« Le terrorisme est inqualifiable, injustifiable. On ne peut pas ne pas comprendre l'initiative des Etats-Unis. Les moyens qu'ils ont employés sont-ils d'une grande efficacité ? C'est une autre question. Mais je crois que la communauté internationale ne peut que manifester son soutien. »*, a ajouté M. de Charette, en souhaitant, l'organisation d'une *« conférence internationale contre le terrorisme, dont l'objectif serait de rendre des actions concrètes possibles »*.

Ancien ministre des affaires européennes, **Michel Barnier (RPR)** nous a indiqué qu'il approuve la position exprimée par la France. *« Nous n'avons pas été associés à la décision des Etats-Unis, ce qui explique qu'il n'y ait ni approbation ni désapprobation de la France »*, souligne M. Barnier, ajoutant qu'il y a une condamnation *« sans ambiguïté »* du terrorisme. Autre ancien ministre de droite, **Dominique Perben**, secrétaire national du RPR, chargé des affaires étrangères, déclare qu'*« on peut comprendre la volonté américaine de réagir »*, tout en questionnant à la fois l'efficacité de ce genre de frappe dans la lutte antiterroriste et les motivations de M. Clinton.



La Douma demande à Boris Eltsine de « démissionner volontairement »

L'aggravation de la crise financière russe suscite de nouveaux remous politiques à Moscou. La monnaie a franchi la barre des 7 roubles pour 1 dollar. L'opposition cherche, pour l'instant en vain, un successeur au président

La Russie n'est qu'*« au début de la crise financière »*, a averti le premier ministre russe, Sergueï Kirienko, vendredi 21 août, lors d'une session extraordinaire de la Douma consacrée à la crise. *« Il faudra prendre d'autres décisions difficiles (...). Nous ne pouvons nous payer le luxe d'être un gouvernement populaire »*, a-t-il averti. Les députés ont adopté une résolution (par 245 voix contre 32) demandant à Boris Eltsine, qui assistait le même jour à des manœuvres navales de la flotte du Nord, de *« démissionner volontairement »* de son mandat présidentiel. Si elle n'a aucune chance d'être suivie d'effet, cette résolution a contribué, vendredi, à une nouvelle chute des titres russes, qui ont perdu 5,56 %. Le rouble a franchi la barre des 7 roubles pour 1 dollar, perdant 10 % de sa valeur depuis l'abaissement de son cours plancher. Les valeurs russes ont perdu 29 % depuis lundi, lorsque le gouvernement a lâché le rouble sous la pression des marchés, et 80 % depuis le début de l'année. *(Lire également page 12.)*

MOSCOU
de notre correspondante

Réunis pour la première fois, vendredi 21 août, cinq jours après le début de la débâcle financière de leur pays, les députés russes ont réclamé la démission de Boris Eltsine et du gouvernement, malgré les mises en garde lancées par le premier ministre. La crise en Russie *« ne fait que commencer »* et d'autres *« mesures difficiles »* sont inévitables, a affirmé Sergueï Kirienko, venu se justifier devant la Douma, la Chambre basse du Parlement. Mais si les marchés mondiaux ont vivement réagi à cette déclaration, les députés de la Douma, convoqués en réunion extraordinaire, ont poursuivi leurs jeux habituels. Tout en stigmatisant *« l'échec patent de sept ans de réformes conduites sous les ordres du FMI »*, *« la volonté de stabiliser la misère du peuple »* ou celle de *« vouloir lever des impôts dans un pays où plus de 70 % des transactions se font en troc ou en pseudo-monnaie »*.

Les députés ont certes, pour la première fois, voté une résolution qui *« recommande »* à Boris Eltsine de démissionner, l'accusant par son inaction de mettre en péril *« l'intégrité territoriale, l'indépendance et la sécurité »* de la Russie. Le président, ignorant une invitation à se présenter devant la Douma, a préféré se trouver le même jour dans le Grand Nord, où il a assisté à des manœuvres navales en mer de Barents. Interrogé sur le vote de la Chambre basse devant les caméras de télévision, il ne put qu'appeler les députés à *« ne pas oublier qu'il existe un président »* en Russie. Pitoyable, mais vrai : la Constitution le rend pratiquement « indéboulonnable ». Les communistes ont lancé une procédure de destitution, mais elle traîne depuis des mois sans aucune chance d'aboutir.

La nouveauté est que les anciens alliés du président à la Douma, le parti Notre maison la Russie de l'ex-premier ministre Viktor Tchernomyrdine, se sont placés, vendredi, dans l'opposition, permettant à la résolution anti-Eltsine de passer avec 245 voix contre 32. Mais l'enjeu était ailleurs. Depuis des mois, les ténors de la vie politique – oligarques, barons régionaux et membres de l'administration présidentielle – cherchent un « héritier » capable, à leurs yeux, de dépasser l'impasse politique. Un tel homme pourrait être nommé premier ministre, qui assure l'intérim en cas de vacance du pouvoir. Les conciliabules autour du président consistent donc à le convaincre de nommer un autre chef de gouvernement *« capable d'entraîner la nation »*.

Mais ce sauveur n'est pas apparu, vendredi, malgré une première rencontre à Moscou entre M. Tchernomyrdine, pour lequel plusieurs médias font maintenant ouvertement campagne, et Alexandre Lebed, le général-gouverneur de Krasnoïarsk. La promotion à la tête du gouvernement de Iouri Loujkov, à la condition extravagante qu'il *« reste maire de Moscou »*, fut aussi proposée. Mais rien n'a abouti, et c'est avec réserve que la Douma a accueilli la proposition faite par le chef du parti communiste, Guennadi Ziouganov, de mettre aux voix un vote de défiance envers le premier ministre. Les députés ont approuvé à une écrasante majorité une résolution jugeant son travail *« non satisfaisant »*, mais ont reporté à la semaine prochaine tout vote d'une motion de censure.

Sergueï Kirienko a donc eu beau jeu d'affirmer que, certes, il ne jouit d'aucun soutien politique, mais qu'il n'existe *« aucune force aujourd'hui en Russie capable de prendre les responsabilités »* qu'exige la situation. La réunion de la Douma avait été demandée en juillet par le gouvernement dans l'espoir qu'elle adopte les lois fiscales exigées par le FMI comme condition à la poursuite de son programme d'aide.

La Douma a, au contraire, voté une résolution qui réclame tout et son contraire : stabiliser la monnaie et augmenter l'émission de roubles, relancer l'industrie et arrêter les privatisations *« tant que le capital national ne sera pas assez fort »*.

L'IMPASSE POLITIQUE

M. Kirienko a conclu son exposé en affirmant que le gouvernement est désormais *« obligé d'agir seul, sans attendre la Douma »*. Boris Eltsine et le cabinet peuvent certes continuer à gouverner par décrets, mais ceux-ci ont d'autant moins de chances de voir un jour un début d'application. Des députés de toutes tendances demandent déjà à la Cour constitutionnelle d'annuler des décrets fiscaux ainsi que plusieurs des décisions dramatiques annoncées le 17 août, jour de la dévaluation. Dont celle de geler certaines transactions bancaires qui contredisent le Code civil...

L'impasse politique est donc totale, au moment où la crise financière *« ne fait que commencer »*. L'indice RTS de la Bourse russe, qui avait atteint un niveau supérieur à 400 à ses heures de gloire en 1997, est tombé, vendredi, à 81, un « record » historique. La monnaie a continué de glisser, franchissant la barre des 7 roubles pour 1 dollar, et se vendait aux alentours de 8 chez ceux des changeurs moscovites qui continuaient à en offrir. Dans le pays, le dollar était souvent inaccessible ou se vendait 9, 10 roubles ou plus encore. Les réserves de la Banque Centrale de Russie (BCR), tombées le 14 août à 15,1 milliards de dollars, continuent de fondre. Même si elle ne soutient plus le rouble au niveau de la semaine précédant la dévaluation, quand 2 milliards de dollars furent dépensés en une semaine, dont 500 millions le 14 août.

Autre signe de la débâcle : le président de la BCR a reconnu qu'il cherchait à gager ses métaux précieux contre de nouveaux crédits. Son problème est d'éviter une faillite de l'ensemble du système bancaire, dont les seules dettes aux étrangers s'élèvent à 19 milliards de dollars (16 milliards sur moins d'un an), a précisé un vice-président de la BCR. *« Il ne s'agit cependant pas de sauver les banques individuellement »*, a affirmé, vendredi, Anatoli Tchoubaïs.

Une promesse qui ne peut tenir : dans l'entourage du responsable russe aux relations avec les créditeurs étrangers, on a déjà avoué qu'une des principales banques russes ayant un réseau de crédit aux particuliers, la *SBS-Agro*, n'a obtenu des crédits Lombards de la BCR qu'en échange d'un dépôt en gage de 76 % de ses actions à la Banque centrale. Une « nationalisation » de fait en puissance, dont beaucoup voudraient profiter, mais que la Russie ne peut assumer, malgré les voeux des députés. L'espoir ténu étant qu'elle parvienne déjà à sauver la *Sberbank*, la grande banque étatique qui détient 70 % des dépôts des particuliers.

Sophie Shihab

Irlande du Nord : deux femmes à la pointe du radicalisme républicain

LONDRES
de notre correspondant

Les photos sont à peine jaunies. C'était hier, il y a dix-sept ans lors des funérailles de Bobby Sands, le député-militant de l'IRA mort après une grève de la faim de soixante-six jours. Derrière le cercueil recouvert du drapeau tricolore irlandais sur lequel avaient été posés un béret et une paire de gants noirs, serrant sa mère par l'épaule, on aperçoit la frêle silhouette de sa jeune sœur. Depuis le carnage d'Omagh, revendiqué le 18 août par l'« IRA-véritable », tous les projecteurs sont braqués sur Bernadette Sands-McKevitt, trente-deux ans, chef de file du « mouvement pour la souveraineté des trente-deux comtés », le bras politique de cette dissidence des « provos ».

« Dure », « activiste », « petit soldat », « tenace » : les rares portraits de cette jeune femme aux cheveux courts disent la militante. Son compagnon, Michael McKevitt, propriétaire avec Bernadette d'une boutique d'impression et photocopie à Dundalk, de l'autre côté de la frontière, en République d'Irlande, serait l'ancien artificier en chef de l'IRA. Il a démissionné en octobre pour protester contre le soutien de l'organisation clandestine à l'accord de Stormont de partage du pouvoir entre catholiques et protestants. Depuis l'attentat – qui a fait vingt-huit morts et des centaines de blessés –, M. McKevitt est introuvable et Bernadette a dû fermer la boutique de Dundalk, de peur de représailles.

RÉUNIFIER L'ÎLE VERTE

Le même parcours familial se retrouve chez Roisin McAliskey, vingt-six ans, fille de l'ancienne députée nationaliste Bernadette Devlin. Libérée de prison en février, par le ministère britannique de l'intérieur qui avait refusé une demande d'extradition allemande en liaison avec un attentat en 1996 contre la base britannique d'Osnabrück, elle avait envisagé un moment de se présenter comme indépendante à la députation.

Mais devant l'opposition du Sinn Fein, le pôle politique du mouvement républicain, et les menaces de représailles de l'IRA à son encontre, l'activiste avait été contrainte de retirer sa candidature improvisée. Comme sa mère, Mme McAliskey, elle considère les accords du Stormont comme une trahison de l'objectif poursuivi par les républicains : la réunification de l'île Verte.

Si elle a souvent fait appel à l'aide de femmes pour des missions de logistique ou de surveillance, au cours du conflit, l'IRA a eu tendance à recruter des « volontaires » masculins pour mener ses coups de main contre les forces de sécurité. Aujourd'hui, ses effectifs comprennent une poignée de femmes.

L'élection en 1990 de Mary Robinson à la présidence irlandaise, l'affaiblissement de l'église catholique au sud et le lancement du processus de paix ont entraîné une timide féminisation de la vie politique au Nord. Ainsi, le président du Sinn Fein, Gerry Adams, prend toujours soin d'apparaître devant les caméras entouré de collaboratrices.

Marc Roche

L'hommage aux victimes d'Omagh

Les habitants du nord et du sud de l'Irlande devaient communier ensemble, samedi, pour rendre hommage aux victimes du carnage d'Omagh. Les dirigeants des quatre Eglises – catholique, anglicane, presbytérienne et méthodiste – ont joint leurs voix pour appeler les habitants *« de l'ensemble de l'île »* à respecter une minute de silence à 15 h 10 (14 h 10 GMT). Le recueillement doit coïncider avec une immense cérémonie religieuse à Omagh : de 20 000 à 40 000 personnes devraient y participer. Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, et le président de la République d'Irlande, *Mary McAleese*, participeront au service religieux œcuménique célébré en plein air à Omagh. – *(AFP.)*

Piscine et sauna privés pour les vedettes de la presse turque

ISTANBUL
de notre envoyée spéciale

REPORTAGE
Malgré l'apparente liberté de ton, les médias turcs sont sous contrôle

Né en 1920, avant l'avènement de la République, *Cumhurriyet* (73 939 exemplaires), qui fut dans les années 70 le journal de référence de la gauche libérale, est le plus vieux quotidien de Turquie. Un de ses éditorialistes, Aydin Engin, dit être *« un bon exemple du pouvoir de l'autocensure »*. *« Quand je suis rentré de mon asile politique en Allemagne en 1992, j'ai fait un sixième de la peine à laquelle j'avais été condamné en 1980. Je viens, récemment, d'être condamné à 18 mois dans le cadre d'une autre affaire, mais toujours pour opinions. Si la procédure d'appel est rejetée, je devrai purger, en plus des 18 mois, les cinq sixièmes restants. Et mon cas est loin d'être unique ! »* A ce pouvoir de l'autocensure s'ajoute, explique-t-il, *« la censure de facto »* qui s'applique dès que sont abordés, en dehors de la ligne officielle, les sujets tabous : les opérations de l'armée dans les régions du Sud-Est à majorité kurde, l'islam politique, les minorités...

Le poids de la censure économique n'est pas négligeable : le papier est un monopole d'Etat, et les aides du gouvernement vont systématiquement aux deux grands groupes de presse – Dogan (groupe *Hürriyet/Milliyet*) et Bilgin (groupe *Sabah*) – qui concentrent 76 % des titres et détiennent le monopole de la distribution (98 %). *« Etre journaliste aujourd'hui, c'est être du côté du pouvoir, ce n'est pas forcément négatif »*, affirme Gürsel Göncü, jeune rédacteur en chef du quotidien *Yeni Yüzyil* (groupe *Sabah*).

APPEL AU MEURTRE

Contrastant avec l'immeuble vétuste du centre-ville qui abrite *Cumhurriyet* depuis des lustres, les empires *Sabah* et *Hürriyet/Milliyet* se sont installés, il y a cinq ans, non loin de l'aéroport, à 25 kilomètres d'Istanbul. Le territoire occupé par *Sabah* dans la nouvelle zone industrielle comprend une piste pour des hélicoptères et des immeubles modernes, de métal de verre et de béton, qui abritent les rédactions des 8 quotidiens, des 5 magazines et la chaîne de télévision du groupe.

Des rotatives flambant neuves tournent au fond d'un puits de lumière, sans que le bruit, amorti par la paroi de verre, ne trouble le travail des rédactions disposées autour. Dans les étages, coursiers, garçons de café, photographes et journalistes s'affairent. Au sous-sol une piscine et un sauna sont réservés aux rédacteurs en chef et aux grandes plumes du groupe, tout comme la climatisation et le droit de fumer à l'intérieur des locaux. N'entre pas ici qui veut : des portillons électroniques distillent les arrivants, et une plaisanterie dit qu'un journaliste peut se considérer congédié le jour où son passe magnétique est rejeté par la machine...

Ce n'est pas tout à fait ce qui est arrivé à Mehmet Ali Birand, cinquante-huit ans, chroniqueur vedette du quotidien *Sabah* (« Matin », tirage : 500 822 exemplaires), mais presque. Vedette des médias, Mehmet Ali Birand avait fait jadis des reportages peu au goût des militaires. Dans le collimateur de ces derniers – en mars, il fut interdit d'accès aux casernes pour avoir spéculé sur les futures rotations dans l'armée –, il semblait pourtant intouchable. Car les grandes « divas » de ce journalisme dit « d'opinion », courtisées par l'institution – l'armée, le gouvernement, la classe politique – sont généralement à l'abri des turpitudes – procès à répétition, fréquents stages en prison – que connaissent la plupart de leurs collègues (67 journalistes en prison en mars 1998, selon la Fédération internationale des droits de l'homme).

Début avril, les hommes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani, qui contrôle le nord de l'Irak) ont « vendu » à l'armée turque un cadre du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste, en guerre contre l'armée régulière depuis 1984), Semdin Şakik, lâché par les siens. Quelques jours après le transfert de ce dernier aux mains de la sécurité militaire turque, les quotidiens *Sabah* et *Hürriyet* publiaient ses *« confessions »*, où figuraient les noms de personnalités connues, présentées comme *« payées par le PKK »*. Parmi les noms reproduits à la « une » de *Sabah*, figuraient ceux de deux des collaborateurs du journal : Mehmet Ali Birand et Cengiz Candar ! Figurait aussi le nom du militant des droits de l'homme Akin Birdal, victime, peu après cette publication – véritable appel au meurtre – d'un attentat qui faillit lui coûter la vie.

Le jour de la publication des *« confessions »*, Mehmet Ali Birand fut remercié, tandis que Cengiz Candar était invité à prendre un congé. Réalisateur, depuis quatorze ans, d'une des émissions les plus populaires de Turquie (*Le 32e jour*, sur la chaîne Show TV), Mehmet Ali Birand perdit son temps d'antenne et ne dut son retour à la scène télévisuelle qu'à une intervention de diplomates étrangers auprès de l'état-major de l'armée. Pourtant, une dizaine de jours après le scandale, le quotidien *Radikal* (groupe Dogan) publia ce qu'il présenta comme les *« vrais »* procès-verbaux des interrogatoires de Semdin Sakik, où aucun des noms cités précédemment n'était mentionné.

Depuis, la presse fait silence : *« Tout le monde a compris d'où le coup était parti. C'était un avertissement des généraux à la presse : "Ne volez pas de vos propres ailes !" »*, explique un journaliste peu enclin à décliner son identité.

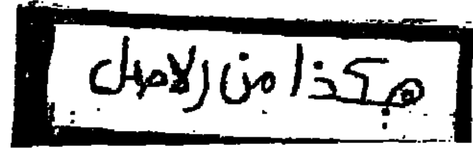
Marie Jégo

De l'« exercice difficile » du métier de journaliste

***« Etre journaliste en Turquie a toujours été un exercice difficile »* : Aydin Engin, la cinquantaine, qui écrit pour *Cumhurriyet*, en sait quelque chose. En 1980, avant le coup d'Etat, rédacteur en chef du quotidien *Politika*, il a été emprisonné pour ses prises de position. Libéré, le 8 septembre 1980, à la faveur d'une *« méprise bureaucratique »*, il va directement à l'aéroport et s'envole pour l'Allemagne. Quatre jours après, les militaires prennent le pouvoir. Exilé pendant douze ans, il devient chauffeur de taxi à Francfort.**

A l'annonce d'une amnistie partielle en 1992, il décide de rentrer. Mais il *« doit »* à l'Etat turc cent dix-huit jours de prison. Sa femme, qui l'avait rejoint, en doit trente-six. A cause des enfants, ils purgent leur peine à tour de rôle : *« Mon fils, qui avait dix ans à l'époque, était interloqué. Il demandait s'il devait lui aussi aller en prison, persuadé qu'il s'agissait d'un rituel accompagnant le retour au pays natal. »*





Congo : Laurent-Désiré Kabila remporte de nouveaux succès diplomatiques

Après le Zimbabwe, l'Angola se range militairement aux côtés du président de la RDC

La position de M. Kabila s'est renforcée au cours des dernières 48 heures. Au lendemain de l'arrivée de soldats zimbabwéens à Kinshasa, la présidence congolaise a annoncé, samedi 22 août, que des troupes angolaises sont entrées dans le *sud-ouest de la République démocratique du* Congo, une région tenue par la rébellion. Nelson Mandela a invité les chefs d'Etat impliqués dans le conflit à se rencontrer samedi en Afrique du Sud.

L'ANGOLA a décidé d'apporter son soutien au président congolais Laurent-Désiré Kabila, dont on ignore toujours où il se trouve. Selon l'entourage du président congolais, des forces spéciales angolaises ont pénétré en République démocratique du Congo à partir de l'enclave de Cabinda (située entre les deux Congo, Kinshasa et Brazzaville). Ils sont dans une zone à l'ouest de la RDC aux mains de la rébellion. Celle-ci affirmait vendredi 21 août, poursuivre sa progression vers Kinshasa, toujours privée d'électricité, mais où la situation était calme. Le gouvernement de M. Kabila continue de démentir la *chute de Mbanza Ngungu*, à 130 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Les forces gouvernementales s'étaient concentrées autour de cette localité que les rebelles affirment avoir prise, sans qu'il soit possible d'obtenir une confirmation indépendante de l'une ou *l'autre version*.

KIGALI DURCIT LE TON

Par ailleurs, selon des sources diplomatiques à Harare, le Zimbabwe *aurait maintenant dépêché 600* hommes et quatre avions de chasse à Kinshasa; et la Tanzanie pourrait également envoyer des renforts aux forces gouvernementales.

Ce *renforcement* des capacités militaires de M. Kabila devrait lui permettre d'aborder en meilleure position les négociations prévues ce week-end en Afrique du Sud. Le président Nelson Mandela a en effet invité les présidents Kabila, Robert Mugabe du Zimbabwe, Pasteur Bizimungu du Rwanda et Yoweri Museveni de l'Ouganda à se rencontrer samedi à Pretoria. La participation des deux premiers, désormais alliés contre la rébellion, reste incertaine. Victor Mpoyo, le ministre d'Etat à la présidence congolaise, a accusé Pretoria de fournir des armes à la rébellion, et M. Mugabe a très vivement critiqué la décision sud-africaine de ne pas intervenir militairement dans le conflit.

Le Rwanda, pour sa part, a durci le ton. Tout en continuant à démentir son implication dans les combats en cours, Kigali a affirmé que *« le Rwanda se réserve le droit d'intervenir et d'aider le peuple congolais dans sa recherche d'une solution durable »*. Le même communiqué, diffusé par la présidence rwandaise, condamne l'implication militaire du Zimbabwe dans le conflit en estimant que l'intervention de *« certains Etats membres de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe ne va pas en direction d'une solution pacifique du conflit »*. Kigali rappelle que son territoire reste menacé par la présence au Congo *« d'anciens soldats rwandais et de miliciens interhamwes »*, qui participèrent au génocide des Tutsis et des Hutus modérés en 1994, et continuent de lancer des opérations meurtrières au Rwanda.

En revanche, l'Ouganda, autre parrain supposé de la rébellion contre M. Kabila, semble adopter une position plus conciliante. Le président ougandais Yoweri Museveni a fait parvenir à son homologue angolais un message dans lequel il se défend de toute intervention dans le conflit en cours. – *(AFP, Reuters.)*

Goma conquise, mais pas séduite par les rebelles

GOMA (Nord-Kivu)
de notre envoyé spécial

La méfiance à l'égard de la rébellion règne à Goma. La capitale du Nord-Kivu fut, certes, la première ville congolaise à passer sous le contrôle des combattants anti-Kabila, sans qu'un coup de feu soit tiré. Cela ne signifie toutefois pas que la population se soit ralliée à la cause rebelle, même si chacun, ou presque, admet que Laurent-Désiré Kabila n'est pas le président idéal pour une République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) tout juste libérée de l'emprise du mobutisme.

REPORTAGE

« Les Banyamulenges ne veulent pas s'intégrer au peuple congolais : ils cherchent à le dominer »

« Togolongola Kabila ! » chantent des soldats (*« On va chasser Kabila ! »*). Ils sont jeunes. Enthousiastes. *« La victoire ne fait aucun doute »*, clame un rebelle. *« Kabila, c'est le tribalisme, la dictature. Nous refusons le tribalisme. Nous voulons une armée nationale, unie... »* Il arrête de parler puis, songeur, ajoute : *« Et nous voulons nos salaires. Avec Kabila, l'argent n'arrive jamais. Ce Kabila ne tient aucune promesse. »*

L'armée est à la pointe de la guerre contre Laurent-Désiré Kabila, qui s'était proclamé *président du Congo-Kinshasa en mai* 1997. Ce qui fait dire à certains Congolais que Kinshasa fait face à *« un putsch militaire »*. Un putsch auquel il faut ajouter *« une invasion étrangère »* de l'Ouganda et du Rwanda, selon M. Kabila. Si l'invasion étrangère n'est pas officielle, le mouvement rebelle s'apparente effectivement à un putsch militaire. A Goma, il n'a *rien à voir avec une insurrection* populaire.

Aucune terreur ne règne sur la ville, mais le passage des convois militaires rebelles, avec leurs combattants exubérants, engendre la crainte. Aucun cas d'emprisonnement d'un opposant à la rébellion n'est connu, mais les critiques s'expriment en chuchotant, dans le creux de l'oreille.

MÉFIANCE

« Le peuple a accueilli chaleureusement la rébellion quand il a vu que les soldats n'étaient pas seuls et qu'un homme comme Arthur Z'Ahidi Ngoma prenait la tête du mouvement, affirme un journaliste congolais. *Puis de nouveaux visages sont apparus sur le devant de la scène. Le peuple se méfie de gens comme Bizima Karaha. »* M. Z'Ahidi Ngoma a été un opposant au maréchal Mobutu Sese Seko puis à Laurent-Désiré Kabila, *tandis que M. Karaha*, l'autre tête d'affiche du comité politique de la rébellion, était, jusqu'au mois dernier, le ministre des affaires étrangères du pouvoir de Kinshasa et est perçu, à cause de *son origine tutsie, comme un* « homme du Rwanda ».

Les Banyamulenges, ces Tutsis qui ont émigré du Rwanda dans le Kivu au cours du siècle, sont les mal-aimés de la région. *« Les Banyamulenges ne veulent pas s'intégrer au peuple congolais, ils cherchent à le dominer. Ils ont un esprit* "Ôte-toi de là que je m'y mette". *C'est inacceptable »*, accuse le journaliste, qui ajoute : *« Le peuple veut avoir à la tête du Congo un fils du pays, un homme qui n'est pas de nationalité douteuse. »*

« Nationalité douteuse » : le mot est lancé. Il illustre parfaitement la méfiance – voire le racisme – des ex-Zaïrois à l'égard des Banyamulenges. Ces derniers furent déjà le fer de lance de la lutte menée par Laurent-Désiré Kabila contre Mobutu en 1996-1997. A l'époque, le soutien du Rwanda aux rebelles était affiché. Il est aujourd'hui *formellement démenti*, même si nul n'a d'illusions sur la capacité des mutins congolais de mener, seuls, une opération militaire d'une telle envergure. A l'université du Nord-Kivu, les étudiants *sont divisés. Certains ont* défilé dans les rues de Goma en chantant, comme les soldats, *« Togolongola Kabila ! »* D'autres ne partagent guère cet engouement. *« Nous n'aimons pas tous Kabila, mais nous ne pensons pas que les déclarations des rebelles expriment leurs véritables motivations*, raconte un étudiant. *Nous pensons que si Kabila doit partir, c'est parce qu'il ne sert pas suffisamment les intérêts de ceux d'à-côté. » « Ceux d'à-côté »* : les Rwandais, encore une fois pointés d'un doigt accusateur.

ÉCHEC CUISANT

Le « rassemblement populaire » organisé par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) à Goma, jeudi 20 août, a été un échec cuisant. Environ 2 000 personnes ont été forcées par la police à converger devant la tribune des chefs rebelles. Des responsables politiques ont été hués, comme le leader banyamulenge Bizima Karaha, d'autres ont *déclenché l'hilarité de la foule*, comme le professeur Wamba dia Wamba, inconnu des Congolais et président provisoire du RCD.

Le slogan *« Congolais, essuie tes larmes : la libération est arrivée ! »* a laissé de marbre les habitants de Goma. Les banderoles à la gloire de la rébellion et du *« timonier Wamba dia Wamba »* ont été ébrandies sur ordre des chefs de quartier, sous des applaudissements aussi discrets que possible. Et, dix minutes après la fin d'un « rassemblement populaire » très impopulaire, la police militaire arrêtait un homme qui, interrogé *par un journaliste britannique*, avait critiqué la rébellion...

Rémy Ourdan

Un pont aérien efficace

Le commandant Ondekane continue de prétendre que *« Kinshasa tombera avant la fin du mois »*, voire *« dans trois jours »*. Face aux inquiétudes qui surgissent dans les rangs politiques, les soldats rebelles ont la décontraction des combattants qui croient en une victoire inéluctable. Six ou sept appareils ont été réquisitionnés par les rebelles pour alimenter le pont aérien entre l'est du pays et les fronts. Les pilotes, souvent des étrangers travaillant pour des compagnies privées, n'ont pas le choix : un soldat les accompagne dans la cabine à chaque voyage, et son kalachnikov les dissuade de changer de cap. La 10e brigade ravitaille les fronts sud, vers Kisangani, et ouest, vers Kinshasa. Troupes fraîches, armes, munitions : le pont aérien improvisé fonctionne. Une action logistique efficace qui incite un peu plus encore à voir la main rwandaise derrière la rébellion congolaise.

La crise asiatique au secours des forêts des îles Salomon

HONIARA (îles Salomon)
de notre envoyée spéciale

Aux îles Salomon, archipel de vingt et une îles *montagneuses* et d'innombrables îlots parsemés de cocotiers situé à l'ouest du Pacifique, juste en dessous de l'équateur, on apprécierait davantage le soleil couchant s'il n'indiquait pas l'heure de l'attaque en règle *des moustiques*. Fléau national, la malaria cause plus de 300 morts par an dans un pays qui compte environ 390 000 habitants.

Ouvert sans passion sur le *reste du monde* (mal connu en l'absence de toute télévision nationale), l'Etat des îles Salomon cherche doucement de nouvelles ressources. Très doucement même. *« Cela fait vingt ans que nous sommes en charge de notre propre pays. Il est temps de s'y mettre sérieusement »*, expliquait récemment le ministre du plan, Fred Fono. Le tourisme, embryonnaire pour le moment avec quelque 1 400 visiteurs par an, y a un avenir incontestable. Outre des sites exceptionnels et une vie de tribu intacte touchant encore 85 % de la population, les Salomon sont aussi un étonnant musée de la guerre à ciel ouvert. Fin 1942, l'une des plus féroces batailles de la seconde guerre mondiale s'y déroula. Outre les bunkers, tour de contrôle, canons et autres munitions qui traînent ici et là sur l'île de Guadalcanal, on peut aussi plonger à la rencontre d'incroyables vestiges : ici, la vaisselle en porcelaine des officiers du destroyer américain *Aaron Ward*, là, la chambre des moteurs d'un sous-marin japonais, plus loin un hydravion et, plus profond encore, l'épave imposante du cargo japonais *Azumassan Maru*, posée à plat sur le sable et n'ayant plus pour équipage régulier que des thons, des requins ou des barracudas. Au total, 55 épaves de guerre, noyées dans ces eaux chaudes et limpides, ont été répertoriées au large de Guadalcanal.

Iles Salomon

Autre source *future de revenus* : le pays s'est récemment découvert plusieurs mines, d'or et de *diamants. La première* mine d'or doit ouvrir incessamment. Comme si l'histoire donnait enfin raison au navigateur espagnol Alvaro de Mendaña qui, en 1568, fut convaincu, sans en avoir jamais la preuve, d'avoir *découvert le site des trésors* plutôt que les mines du roi Salomon...

Les îles Salomon fêtent leurs vingt ans d'indépendance avec modestie. Le pays est pauvre. Les écoles sont rares, démunies et *facultatives. Les routes sont trouées et poussiéreuses*. La baisse du taux de mortalité infantile a favorisé une démographie galopante (+ 3,5 % par an), nouvelle menace pour l'avenir du pays. Le gouvernement de coalition *élu il y a un an* et *mené par le premier* ministre Bartholomew Ulufa'alu doit en outre affronter les conséquences de la crise asiatique qui a fait chuter les cours et ralenti le commerce du bois, première source de revenus du pays jusqu'à *l'an dernier. Si* cette chute est inquiétante dans l'immédiat, elle devrait être bénéfique à terme. Car ce commerce fructueux avait provoqué, en quelques années, une dramatique déforestation des îles de l'archipel au profit d'avides exploitants forestiers asiatiques, en particulier malais.

Florence de Changy

L'Indonésie peine à tourner la page Suharto

Le nouveau président, B. J. Habibie, fait face à une forte récession et semble hésiter à rompre avec les pratiques du passé

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

B. J. Habibie éprouve encore du mal à convaincre. *Trois mois* après son accession à la présidence, le successeur de Suharto affiche un bilan certes satisfaisant : le calme règne, y compris sur les campus *universitaires* ; un quatrième accord avec le Fonds monétaire international (FMI) a été passé dès juillet ; le chef de l'Etat a pris en main le Golkar, parti gouvernemental, *qui* domine l'Assemblée ; et un échéancier politique a été établi avec une session parlementaire prévue en novembre et chargée de voter des lois permettant la tenue d'élections générales, sans doute en mai 1999, et présidentielles le 22 décembre de la même année.

Pourtant, l'espoir ne revient pas et la page de l'« ordre nouveau » du régime de Suharto, n'est qu'à moitié tournée. La *« rhétorique »* du nouveau président, notamment dans son message à la nation du 15 août, lui vaut des louanges même parmi ses adversaires. *« Mais l'intention et les moyens sont deux choses différentes »*, estime Kwik Kian Gie, un économiste proche de la célèbre opposante Megawati Sukarnoputri.

Première mission : la lutte officielle contre *« le népotisme, la collusion et la corruption »*. Les étudiants du « mai de Djakarta » le réclamaient. Or la récente remise par le président de décorations *prestigieuses* à *son épouse et* à son frère, un homme d'affaires, a provoqué une certaine surprise. M. Habibie, ancien ingénieur aéronautique, continue également de faire l'éloge d'IPTN, entreprise publique qu'il a créée et dont il a été l'administrateur pendant deux décennies. IPTN, qui fabrique ou assemble des avions, a coûté des milliards de francs à l'Etat avant que le FMI obtienne la cessation de ces subventions.

Deuxième mission : la sécurité. Si le calme prévaut dans l'ensemble de l'archipel, des planteurs et des éleveurs commencent à *engager des gardes de sécurité* pour protéger leurs installations. Début août, à Java-Oriental, la police a dispersé une foule en train de piller une plantation de café. Les habitants de Pluit, quartier résidentiel chinois de Djakarta-Nord, continuent d'organiser eux-mêmes la protection de leurs familles et de leurs biens.

60 % D'INFLATION

Au crédit de la nouvelle administration doivent être portées la libération progressive de détenus politiques, l'amorce de la négociation de la question timoraise, *la libéralisation de la vie politique* avec l'enregistrement provisoire de pas moins de 57 partis, et l'ouverture d'enquêtes sur l'assassinat d'étudiants, des enlèvements *ou des disparitions d'opposants* pendant les derniers mois du règne de Suharto.

Troisième mission : rénover l'appareil du pouvoir. Vingt, sur *les trente-six membres du gouvernement* sont d'anciens collaborateurs de l'ancien président. Il ne semble pas question de détacher la fonction publique et les *forces armées du Golkar, ce qui* donne à ce parti un avantage considérable sur l'échiquier politique. Autre exemple d'une culture politique issue du *précédent régime : avant d'y renoncer* sous la pression de Megawati Sukarnoputri, le président Habibie avait annoncé qu'il prononcerait, le 26 août, le discours *inaugural lors du prochain congrès de* la faction Surjadi du Parti démocratique indonésien (PDI). En 1996, Megawati Sukarnoputri, la très populaire fille aînée de feu Sukarno, avait été *limogée* de la présidence du PDI lors d'une cabale montée par l'armée et Suharto. Elle réclame, aujourd'hui, qu'on lui rende son bien, Surjadi ayant lui-même reconnu, fin juillet, qu'il avait été installé à la présidence du PDI par le ministre de l'intérieur de l'époque.

Le plus redoutable, pour le pouvoir en quête de crédibilité, demeure les effets sociaux de la crise économique. Les chiffres *officiels sont connus : une contraction* de 15 % en 1998, un taux de chômage de 17 % attendu à la fin de l'année, un taux actuel d'inflation de 60 %, un secteur bancaire *en ruine*, une *dette privée extérieure* de 80 milliards de dollars (et de 53 milliards pour la dette publique).

Déjà, un enfant sur trois ne *s'est pas présenté à la rentrée* scolaire de juillet et près de la moitié des Indonésiens vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté. Les bidonvilles enflent et les paysans sans terre tentent de récupérer des terrains de golf aménagés sur leurs anciens champs en plantant, ici et là, du maïs. Si des stocks sont assurés par les autorités, les gens n'ont parfois plus les moyens d'acheter des produits de première nécessité.

B. J. Habibie s'est souvent présenté comme un visionnaire. Inaugurant, le 11 août, une série de ponts entre les îles de l'archipel de Riau, il a émis le vœu de *relier la grande île de Sumatra* à celle de Java par un édifice routier et ferroviaire s'appuyant sur des îlots et qui franchirait ainsi le détroit de Sunda, dont le passage le *plus étroit est tout de même long* de 32 kilomètres. Rendez-vous en l'*« an 2006 »*, a-t-il dit. Il n'a pas indiqué quel en serait le prix et qui paierait.

Jean-Claude Pomonti

La peur persiste dans la communauté chinoise

Dans la très active communauté *chinoise d'Indonésie* (environ 3 % de la population), la confiance n'est pas revenue. A la veille de la fête de l'indépendance du 17 août, des rumeurs – non fondées – d'émeutes ont circulé : de nombreux Chinois ont alors passé le week-end dans les grands hôtels de Djakarta, quand ils n'ont pas pris l'avion pour Singapour ou Bali. Le président Habibie avait qualifié de *« barbares »* les crimes perpétrés lors des émeutes des 14 et 15 mai 1998. Selon des organisations humanitaires, des Chinoises ont alors été victimes, dans la capitale, de viols perpétrés par des groupes. Aucun responsable de ces forfaits n'a encore été arrêté. Les Indonésiens sont assez indifférents à l'égard des Chinois, présents depuis plusieurs générations et qui n'ont souvent plus d'attaches ailleurs. Mais les émeutes de mai ont renforcé le clan de ceux qui réclament le transfert des circuits de distribution, encore dominés par la communauté chinoise, à des commerçants *pribumi*, ou indonésiens de souche. – *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

APPAREIL D'ÉTAT Pierre Joxe n'a jamais voulu prendre la tête d'un courant au sein du Parti socialiste ni même apparaître comme un chef de clan. Il n'a pas souhaité que ceux qui ont travaillé avec lui, à l'Assemblée nationale ou aux ministères de l'intérieur et de la défense, constituent un réseau. ● SES ANCIENS collaborateurs sont restés proches d'un homme qui leur a appris la rigueur, qui continue à suivre leur carrière et à leur donner, si nécessaire, un coup de pouce. ● LE GOUVERNEMENT a largement fait appel à *eux. Ils sont présents* dans dix ministères sur vingt-neuf. Huit sont directeurs ou chefs de cabinet *d'un ministre* ou d'un secrétaire d'Etat. Les principaux conseillers de Lionel Jospin en matière de défense sont passés par l'« école Joxe », alors que les rapports entre ces deux anciens proches de François Mitterrand ne sont pas bons.

Les anciens de l'« école Joxe » essaiment dans le gouvernement Jospin

L'actuel premier président de la Cour des comptes a toujours choisi avec soin les militants et les hauts fonctionnaires dont il s'entourait. Aujourd'hui, ils ne forment pas un réseau, mais tous sont restés fidèles à celui qui leur a inculqué l'exigence de la rigueur

COMME chaque avant-dernier dimanche d'août, la fédération socialiste de *Saône-et-Loire* organise, le 23 août, à Frangy-en-Bresse, sa Fête de la rose, encore appelée « fête de Pierre Joxe ». C'est, en effet, l'actuel premier président de la Cour des comptes qui, lorsqu'il préparait son implantation politique *dans le département*, en 1972, a créé cet événement dans la commune où il a acquis une résidence secondaire, devenu un des grands rendez-vous de la rentrée politique. Ministres et premier secrétaire du PS s'y succèdent. *Dimanche*, ce sera le tour de François Hollande, l'actuel patron du Parti socialiste.

Paradoxalement, le fondateur de la fête sera absent, pour la seconde année consécutive : l'an dernier, il était en vacances. Cette fois, au titre d'ancien ministre de l'intérieur ayant élaboré le statut de la Corse, il participera à un colloque sur les particularismes insulaires, en Finlande. Cette absence est révélatrice du personnage : bien qu'il dispose d'une influence importante, il s'est toujours interdit d'apparaître comme un chef de clan, refusant de créer son propre courant. S'il cultive avec soin ses *relations dans tous* les milieux, s'il garde un contact avec ses anciens collaborateurs, il n'a jamais envisagé de constituer un réseau qui travaillerait dans l'ombre pour lui, comme le font nombre de dirigeants politiques.

Comme pour la plupart des anciens ministres de François Mitterrand, les portes du gouvernement de Lionel Jospin ne se sont pas ouvertes devant lui. Il en a quelques regrets. Sa conception de l'Etat et de la morale en politique aurait pu, pourtant, lui permettre de figurer au nombre des exceptions, mais il y a, entre l'actuel chef du gouvernement et lui, trop de contentieux et de non-dits pour qu'ils puissent collaborer franchement. Aujourd'hui encore, il lui arrive de maugréer parce qu'il n'est pas consulté. Malgré cela, son influence dans le fonctionnement de l'appareil de l'Etat est grande. Par sa *fonction de premier président* de la Cour des comptes, certes, mais aussi, et surtout, par le rôle que jouent bien des hauts fonctionnaires passés par l'« école de formation » qu'ont été les cabinets de M. Joxe, à l'intérieur comme à *la défense*.

M. Joxe avoue facilement qu'il a gardé un excellent souvenir du temps où il était maître de conférence à Sciences-Po. Le ministre a voulu être aussi un formateur. Ceux qui ont travaillé pour lui sont tous d'accord pour dire qu'ils ont été à l'*« école de la rigueur »*. Non seulement parce qu'il faisait *preuve d'exigence intellectuelle*, mais aussi parce qu'il se montrait excellent pédagogue, expliquant à chacun pourquoi tel travail n'allait pas et devait être refait. Ceux qu'il a formés lui en sont reconnaissants, même s'ils ont souffert de son caractère pour le moins difficile. Ce « maître » a d'ailleurs donné leur chance à beaucoup de jeunes gens, dont il estimait qu'ils avaient l'intelligence et la capacité de travail nécessaires pour se mettre au fait des dossiers. *« Celui-là, il est bien, il faut qu'il apprenne »*, disait-il quand il les repérait. Ceux qui ont résisté à la ru*desse de la formation ont fait de* belles carrières, grâce, parfois aux coups de pouce qu'il a donnés.

Haut fonctionnaire lui-même – il a intégré la Cour des comptes à la sortie de l'ENA –, M. Joxe a certes donné leur chance à des jeunes, mais il a pris comme directeur de cabinet de solides techniciens, engagés à gauche ou simplement grands serviteurs de l'Etat, qui, depuis, ont fait carrière dans l'administration. Le premier d'entre eux, Jean-Marie Coussirou, a terminé son parcours comme directeur de l'Ecole nationale d'administration. François Roussely, recruté par Gaston Defferre pour mettre en œuvre les lois de décentralisation, et gardé par M. Joxe, est aujourd'hui président d'EDF, après avoir été la cheville ouvrière *du groupe socialiste de l'Assem*blée nationale lors de la première cohabitation et avoir servi, comme secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense, des ministres aussi différents que M. Joxe, François Léotard et Charles Millon.

TUTORAT ET ADOUBEMENT

Christian Vigouroux était maître des requêtes au Conseil d'Etat lorsqu'il a dirigé le cabinet de Pierre Joxe, en 1990 et 1991. Il est aujourd'hui directeur de celui d'Elisabeth Guigou, à la justice. Sa compétence est ainsi reconnue, *malgré son limogeage, au début* de 1992, lors de l'affaire Georges Habache – dirigeant palestinien du FPLP hospitalisé en France –, limogeage que M. Joxe a jugé scandaleux, les ministres, à ses yeux, ne devant pas se servir des hauts fonctionnaires comme fusibles.

La sollicitude ne leur est pas réservée. S'il n'a pas de « clients » *parmi les élus socialistes, il y a des* amis. Surtout, il s'est aussi voulu formateur pour ceux de son département. Refusant pour lui-même le rôle de notable, il a aidé un certain nombre de personnalités de Saône-et-Loire à faire carrière, en même temps qu'il revivifiait une circonscription moribonde. Didier Mathus, maire de Montceau-les-Mines, qui fut son suppléant avant d'être élu député, *François Rebsamen, chef de* file de la gauche au conseil régional de Bourgogne, ou André Billardon, maire du Creusot, qui lui succéda en 1982 à la présidence du conseil régional de Bourgogne, lui doivent beaucoup.

Arnaud Montebourg n'est pas une recrue de M. Joxe. C'est la fédération de Saône-et-Loire qui, en mai 1997, a choisi le jeune avocat pour affronter René Beaumont (UDF), président du conseil général depuis douze ans, et sortant UDF dans une circonscription qui comprenait un secteur rural ayant *appartenu à M. Joxe jusqu'en 1986.* Quand Pierre Joxe a appris que le défenseur de l'Association des contribuables parisiens dans l'affaire de l'appartement de la Ville de Paris loué à Alain Juppé serait candidat sur ses terres, il l'a convoqué et, au dire de M. Montebourg, lui a d'abord *« passé un savon » : « Pourquoi n'êtes-vous pas venu me demander conseil ? »*, s'est-il indigné. Mais, aussitôt, il s'est mis à lui *« raconter la Bresse »*, plusieurs heures durant. Après sa victoire, M. Joxe lui a offert son ancienne écharpe de député. Ainsi adoubé, le jeune parlementaire pouvait s'attaquer à la corruption des tribunaux de commerce, déjà pointée par les magistrats de la rue Cambon.

Le « maître d'école » parie ainsi sur l'avenir. Commme tous ceux qui ont un jour travaillé avec Pierre Joxe, M. Montebourg doit savoir que sa carrière sera suivie attentivement, qu'il recevra parfois un coup de téléphone, peut-*être un petit mot après des mois* de silence, mais que jamais il ne participera à une réunion des « anciens élèves ». Il n'y en pas.

Rafaële Rivais

Une longue carrière

● **1960-1962 :** élève à l'ENA (promotion Albert-Camus) ;
● **octobre 1968 :** membre du bureau politique de la Convention des institutions républicaines, dont il devient secrétaire général adjoint en 1970 ;
● **1971-1993 :** membre du comité directeur du Parti socialiste ;
● **mars 1973 :** élu député (UGSD) de Saône-et-Loire. Il sera réélu, sous l'étiquette PS, en 1978, 1981, 1986, et 1988 ;
● **1978 :** vice-président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale ;
● **juin 1981-juillet 1984 :** président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale ;
● **juillet 1984-mars 1986 :** ministre de l'intérieur et de la décentralisation de Laurent Fabius ;
● **mars 1986-mai 1988 :** à nouveau président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale ;
● **mai 1988-janvier 1991 :** ministre de l'intérieur de Michel Rocard ;
● **1989 :** conseiller (PS) de Paris (12e arrondissement) ;
● **29 janvier 1991-mars 1993 :** ministre de la défense de Michel Rocard, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy ;
● **mars 1992 :** conseiller régional (PS) d'Ile-de-France ;
● **mars 1993 :** premier président de la Cour des comptes.

Des collaborateurs choisis au-delà des cercles proches

Soucieux de rassurer le corps préfectoral, qui craignait d'avoir affaire à un coupeur de têtes, Pierre Joxe a, par deux fois, choisi comme directeur de cabinet au ministère de l'intérieur des hauts fonctionnaires qui étaient loin d'avoir une sensibilité de gauche. Lorsqu'en août 1984, sur le conseil d'Olivier Philip, représentant de l'Etat dans la région Rhône-Alpes, il choisit le préfet Jean-Marie Coussirou, en poste à Nancy, celui-ci s'écrie : *« Mais je ne suis pas au Parti socialiste ! »* M. Joxe lui répond : *« Justement ! »*

En juin 1989, après qu'il se fut séparé du fidèle François Roussely en le nommant directeur général de la police, M. Joxe a besoin d'un nouveau directeur de cabinet. Il fait appel à Gilbert Carrère, dont l'engagement auprès de la droite est pourtant notoire puisqu'il a été chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République sous Charles de Gaulle et Georges Pompidou. M. Carrère terminera sa carrière à la Cour des comptes.

Des recrues puisées dans différents viviers

LES « ANCIENS de l'école Joxe » sont issus de familles diverses. Nombre d'entre eux ont été puisés dans le vivier du Parti socialiste, tel Henry Pradeaux, aujourd'hui chef du cabinet de Lionel Jospin : lorsqu'en 1972 le jeune étudiant en droit rencontre Pierre Joxe, celui-ci, secrétaire national *chargé de la formation, lui de*mande de l'aider à faire campagne en Saône-et-Loire. Henry Pradeaux tape des « mailings » ciblés par profession et organise des réunions avec les élus. Il deviendra l'assistant parlementaire du député, avant de seconder Louis Mermaz, secrétaire national chargé des fédérations, et de travailler à nouveau avec Pierre Joxe, à la trésorerie du PS, en 1979. Quand la gauche gagne les élections de 1981, Lionel Jospin, devenu premier secrétaire du parti, a besoin de quelqu'un qui *« connaisse la boutique »*, selon M. Pradeaux : il fait donc appel à lui. Cette collaboration conduira le jeune homme à Matignon.

C'est encore le militantisme qui réunit Pierre Joxe et Jean-Pierre Bonin-Moulins, professeur d'histoire et fin connaisseur de la carte électorale, qui fera partie des cabinets de M. Joxe au ministère de l'intérieur, avant d'être nommé conseiller à la Cour des comptes au tour extérieur. C'est aussi au PS que Pierre Joxe rencontre, en 1975, un universitaire spécialiste des questions de défense qui deviendra l'un de ses proches, Jean-François Bureau, aujourd'hui directeur de la délégation à l'information et à la communication de la défense. Il le nommera sous-préfet au tour extérieur en 1985, et le chargera de sa communication à l'intérieur, à la défense ainsi qu'à la Cour des *comptes*.

> Il fait aussi venir des jeunes gens formés à l'école de François Mitterrand

Au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Pierre Joxe, qui en est devenu le président en 1981, trouve plusieurs attachés recrutés par son prédécesseur, Gaston Defferre : Marie-Pierre de La Gontrie, qui a conduit la liste de gauche à Paris lors des régionales du printemps 1998 ; Françoise Toubol-Fischer, autre avocate, qui deviendra une fidèle de Robert Badinter ; ou Claude Morel, aujourd'hui sous-directeur au *ministère de l'inté*rieur, après qu'il l'eut nommé sous-préfet au tour extérieur.

Mais le ministre qu'a été Pierre Joxe a aussi fait appel à des hauts fonctionnaires pour animer ses cabinets. Il a trouvé des préfets qui *avaient une sensibilité de gauche*, pour le servir, tels Bernard Boucault, aujourd'hui préfet de Seine-Saint-Denis, ou Georges Peyronne, aujourd'hui préfet de la région Aquitaine.

Lorsqu'il succède de nouveau à Gaston Defferre, cette fois au ministère de l'intérieur et de la décentralisation, Pierre Joxe de*mande à garder certains de ses* collaborateurs. Il découvre François Roussely, inépuisable travailleur, auquel il demande de l'accompagner jusqu'en 1989 et avec lequel il entretient toujours des relations de très grande confiance. Il conserve aussi Pierre-René Lemas, conseiller chargé de la décentralisation, qu'il nommera plus tard directeur général des collectivités locales. Chantal Jourdan, conseillère technique, devient son chef de cabinet pendant plusieurs années. Il la fait nommer sous-préfet au tour extérieur en février 1986.

Pierre Joxe fait aussi venir des jeunes gens formés à une autre école; celle de François Mitterrand. Christian Paul, aujourd'hui député de la Nièvre, a été recruté en 1990, alors qu'il venait de passer une année comme sous-préfet à Château-Chinon, arrondissement cher à l'ancien chef de l'Etat. Gaëtan Gorce, lui aussi député de la Nièvre depuis 1997, et ancien condisciple de Christian Paul à l'ENA, a été appelé au cabinet de Pierre Joxe en 1989, après avoir été envoyé par Béatrice Marre, chef du cabinet du président de la République, à Libourne, faire un au*dit pour le compte du maire*, Gilbert Mitterrand. Gaëtan Gorce et Christian Paul sont des amis d'Arnaud Montebourg, élu député en Saône-et-Loire en 1997.

Au ministère de la défense, en 1991, Pierre Joxe emmène nombre *de collaborateurs qu'il a déjà* testés à l'intérieur, comme François Nicoullaud, son directeur de cabinet, Pierre Pouessel, aujourd'hui délégué interministériel aux restructurations, ou Jean-Claude Mallet, aujourd'hui secrétaire gé*néral de la défense* nationale. Auprès de lui, veille constamment Guy Perrimond, ancien rédacteur en chef de *L'Unité*, l'hebdomadaire du PS, directeur, depuis 1986, du *Pli*, lettre confidentielle d'informations politiques, économiques et régionales, et depuis 1993, de *TTU* (« très, très urgent », dans le code utilisé par les armées), lettre d'in*formations stratégiques. Dans la* lumière ou dans l'ombre, il fut l'un des recruteurs des futurs élèves. Pierre Joxe peut toujours compter sur cet ami de trente ans.

R. Rs

Une forte présence dans l'organigramme gouvernemental

QU'ILS SOIENT directeurs ou chefs de cabinet, conseillers techniques ou placés à des postes sensibles de l'administration, les anciens collaborateurs de Pierre Joxe ont tissé leur petite toile d'araignée bien au-delà des murs des ministères de l'intérieur et de la défense. Sans que l'on puisse *parler de nébuleuse*, ils se retrouvent aujourd'hui bien placés dans l'organigramme du gouvernement Jospin, présents dans dix ministères sur vingt-neuf. Huit sont actuellement directeurs ou chefs de cabinet. Le chef de cabinet du premier ministre, Henry Pradeaux, a été, de 1973 à 1978, assistant parlementaire de Pierre Joxe lorsque ce dernier était député de la Saône-et-Loire. Le chef du cabinet militaire du premier ministre (depuis le 1er août 1998), le contre-amiral Alain Dumontet, est passé par le cabinet de M. Joxe au ministère de la *défense, où il dirigeait la* cellule « relations internationales » chargée de la coopération militaire. Le directeur de cabinet d'Elisabeth Guigou au ministère de la justice, Christian Vigouroux, a également été directeur de cabinet au minis*tère de l'intérieur de 1989 à 1991* lorsque M. Joxe en était titulaire.

Les deux ministères les plus marqués du sceau de Pierre Joxe sont, logiquement, ceux de la défense et de l'intérieur. Lorsque Alain Richard a pris en charge le premier, en juin 1997, ce rocardien n'a pu que prendre comme directeur de cabinet un joxiste de premier rang, François Roussely, aujourd'hui président d'EDF. Philippe Lamy, conseiller pour les affaires stratégiques, a été attaché parlementaire au cabinet du ministre de la défense de 1992 à 1993. Pierre Baylé, journaliste, *diplômé d'études appliquées de* défense, conseiller pour la communication au ministère de la défense, a également conseillé Pierre Joxe quand il était aux commandes de la défense. Premier civil à se voir confier la communication du ministère de la défense, Jean-François Bureau dirigea le service d'informations et de relations publiques au ministère de l'intérieur, de 1990 à 1991. Il a aussi été chef du service de la communication, de la documentation et des archives auprès de M. Joxe, à la Cour des comptes, de 1995 à 1998. *Jean-Raphaël Alventosa, directeur* des services financiers au ministère de la défense, a été conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur de 1989 à 1990.

POSTES SENSIBLES

D'autres anciens collaborateurs de M. Joxe à la défense conseillent aujourd'hui le premier ministre sur les questions *militaires*. C'est le cas de Louis Gautier et de Laurent Giovachini, ingénieur de l'armement, qui sont tous deux au cabinet de Matignon. Le nouveau secrétaire général de la défense nationale, Jean-Claude Mallet, *nommé le 8 juillet, a été* conseiller technique au cabinet de M. Joxe, de 1991 à 1992.

Place Beauvau, le directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement, Charles Barbeau, ainsi que le directeur adjoint, Patrice Bergougnoux, ont croisé la route de M. Joxe au cours de leur carrière. Le premier, avant d'être directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, de décembre 1984 à juin 1986, a été chargé de mission auprès du ministre de l'intérieur. M. Bergougnoux a été en poste au cabinet du ministre de l'intérieur d'août 1984 à mars 1986, puis de mai 1988 à février 1992.

Autre directeur de cabinet à avoir travaillé un jour ou l'autre pour M. Joxe : Marc Abadie, au cabinet du ministre de la fonction publique, a été conseiller tech*nique au cabi*net du ministre de l'intérieur de 1989 à 1990, parallèlement à ses fonctions de directeur de cabinet de Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales. Au secrétariat d'Etat au budget, Fabienne Costa, chef du cabinet de Christian Sautter, a été attachée parlementaire au cabinet du ministre de l'intérieur Pierre Joxe de 1990 à 1991, et l'a suivi au ministère de la défense, toujours dans les mêmes fonctions, de 1991 à 1992.

L'« école Joxe » a donné d'autres conseillers, mais aussi des *hauts fonctionnaires, placés à des* postes non politiques, en marge des cabinets ministériels, mais sensibles. Au ministère de l'emploi et de la solidarité, Christophe Lannelongue, ancien conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur de 1984 à 1986, puis à nouveau de mai à octobre 1988, est directeur de l'administration *générale du personnel*. Au ministère de l'équipement, Pierre-René Lemas, directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, a été conseiller technique au cabinet de M. Joxe, ministre de l'intérieur, de 1984 à 1986, puis à nouveau de 1988 à 1989. Au ministère des affaires étrangères, François Nicoullaud, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques, a travaillé cinq ans pour Pierre Joxe en tant que conseiller pour les affaires internationales au ministère de l'intérieur, de 1988 à 1991, puis comme directeur du *cabinet civil* et militaire au ministère de la défense, de 1991 à 1993.

Hélène de Virieu



Les militants du PCF se plaignent de ne pas être écoutés par leur direction

L'aval donné par les ministres communistes aux privatisations est mal accepté

La direction du Parti communiste français organise, pour la première fois, une université d'été. Lors de la première soirée, vendredi 21 août, Charles Hoareau, le dirigeant du comité des chômeurs CGT de Marseille, a vivement contesté la ligne de la direction. Il a été soutenu par nombre de militants présents qui s'en sont pris, sans le nommer, à Jean-Claude Gayssot, mais qui ont applaudi le nom de Marie-George Buffet.

LA SEYNE-SUR-MER
de notre envoyée spéciale

Pour parfaire leur écoute et leur apprentissage de la *« mutation »*, ils sont deux cents à avoir fait le voyage à la villa Tamaris, sur les hauteurs de La Seyne-sur-Mer (Var), où se tient la première université d'été du Parti communiste français. Secrétaires de section ou élus locaux, *« animateurs du parti »* et militants étaient invités à débattre, vendredi 21 août, de la *« crise de la politique »* et, face à elle, des *« défis au PCF »*. Pierre Blotin, numéro deux du parti et organisateur de cette manifestation, avait invité Charles Hoareau, leader des comités de chômeurs CGT de Marseille, vivement applaudi, et deux sondeurs habitués à travailler avec la Place du Colonel-Fabien, Stéphane Rozès (CSA) et Philippe Méchet (Sofres).

Les deux spécialistes de l'opinion publique se sont voulus rassurants. *« 91 % des sympathisants communistes approuvent la participation des ministres au gouvernement »*, explique ainsi M. Méchet. Il note toutefois que *« la moitié des sympathisants considèrent que le Parti communiste s'aligne trop sur la politique du gouvernement »*. La réponse ne se fait pas attendre. Un militant de Créteil attrape le micro baladeur et lance, ironique : *« D'entendre ça, ça me rassure. Parce qu'avec nos réunions de cellules désertiques et nos camarades qui n'osent plus militer c'est pas tout à fait ce que j'entends et ce que je rencontre. »* Et d'ajouter : *« Le parti n'est pas capable, ne souhaite pas donner une perspective de lutte et d'espoir. En foot comme en politique, il y a des fondamentaux. Si on perd ces fondamentaux, on perd son jeu. Alors, au lieu de consulter les sondeurs... »*

« JE NE VOIS RIEN VENIR »

Aux *« sondagistes »*, comme dit Mario, d'Aix-en-Provence, les militants préfèrent M. Hoareau. Le héros des chômeurs marseillais de l'hiver 1997 n'est d'ailleurs pas en reste. *« Mille francs de prime de Noël en moins sur votre feuille de paie, vous vous rendez compte ?*, rappelle-t-il aux militants. *Eh bien, il y a même des élus communistes qui ont ri. Même un ministre communiste qui a écrit à Nicole Notat : Il faut la supprimer"*, accuse-t-il. *Quelquefois, il m'est arrivé de me demander si on était un parti de lutte ou un parti d'élus. Le parti me dit toujours : "Tu as raison, tu as raison", mais je ne vois rien venir. On ne peut pas avoir un discours sur l'antiracisme sans avoir des Arabes à la tête du parti, ou sur la pauvreté sans avoir de chômeurs. »* Puis, se penchant vers son voisin, Pierre Zarka, directeur de *L'Humanité*, le leader des chômeurs se plaint encore : *« Quatre pages sur la mort de Frank Sinatra, qui a à moitié tué un Noir dans les années 50, et pas un mot sur la marche des chômeurs dans votre journal, ça fait mal ! »*

« C'est vrai que la base n'est pas écoutée dans le parti, renchérit la jeune Sandra, une militante de la Drôme. *On nous consulte de moins en moins. Récemment, Robert a changé d'avis sur l'Europe. Il a dit que, finalement, l'euro, c'était pas si mal. Moi, pardon, je n'ai pas changé d'avis. »*

La privation a été trop grande pendant trop longtemps. Chacun veut y aller de son petit discours, chacun attend le micro. Jean-Claude Gayssot n'est pas nommé, mais il fait parler de lui. *« Un ministre qui parle d'ouverture du capital alors qu'il y a quelques années, quand on évoquait des titres participatifs, on criait à la privatisation rampante... Il ne faut pas en vouloir aux camarades à qui ça hérisse le poil »*, lance Michel, venu de Gironde. *« Cet été, on a privatisé Thomson dans le silence*, surenchérit Mario. *J'ai fait une petite collection d'articles de* L'Huma, montre-t-il. *A chaque fois, industrie de défense, Superphénix, aéronautique, on nous dit : il faut un grand débat... »* Une jeune étudiante parisienne de l'UNEF se lève alors : *« Il n'y a qu'une ministre qui est complètement révolutionnaire, c'est Marie-George Buffet ! »* Avec le nom de Bernard Thibault, futur secrétaire général de la CGT, celui de la ministre de la jeunesse et des sports a provoqué un tonnerre d'applaudissements.

Au fond de la salle, détendu, serein, M. Blotin confie : *« On montre le parti comme il est. Le parti, c'est ça »*, explique-t-il, en montrant la salle de la main. Ce qu'approuve à sa manière M. Hoareau, depuis la tribune : *« Aujourd'hui, on peut dire des choses comme ça sans que le lendemain on vous colle une pancarte dans le dos avec écrit : c'est un gauchiste. »*

Ariane Chemin

La fédération du Nord offre un « plus » aux exclus des vacances

Retenu en sa mairie, Alain Bocquet était absent

MALO-LES-BAINS
de notre envoyée spéciale

Sale temps, petite pluie fine, Malo-les-Bains se remplit doucement. Les six mille participants à la traditionnelle *« journée d'action et de détente »*, organisée par la fédération communiste du Nord pour les *« exclus des vacances »*, arpentent la ville à la queue leu leu : des familles, pique-nique à portée de main et autocollant *« Malo 98 »* sur l'anorak. La fanfare des Anges de Roubaix chauffe le public à la salle des fêtes. Le temps que Michelle Demessine, la secrétaire d'Etat au tourisme, native du Nord, prenne le micro. Cette journée *« festive et conviviale »* veut offrir un contenu politique.

Mme Demessine parle du *« léger mieux »* que connaît la société, du *« droit aux vacances »* pour lequel elle se bat, des parlementaires communistes, *« pôle social de la majorité »*. Pas d'*« appel à la lucidité et à l'action »*, comme il était indiqué sur l'invitation. On peut signer la pétition en faveur des mesures d'urgence sociale (*Le Monde* du 22 août). De toute façon, Mme Demessine a beau s'échiner à donner de la voix, l'attention de l'auditoire se fait désirer.

Annick Mattighello, secrétaire de la fédération du Nord, regrette de n'avoir pu descendre à La Seyne-sur-Mer *(lire ci-contre)*, mais elle a préféré rester du côté de cette mer-là : *« Les universités d'été sont indispensables. » « C'est une initiative parmi d'autres*, explique Pascal Lenglet, un des responsable de la fédération. *La journée à Malo ne vise pas le même public. »*

Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), est finalement absent, *« retenu par des obligations dans sa municipalité »*.

Tout à coup, *« le petit plus de cette année »* fait son apparition devant une salle ébahie : trois danseuses brésiliennes en tenue légère, plumes sur la tête et fesses à l'air, entament une danse ondulante. Les communistes du Nord fêtent leur rentrée autrement.

Hélène de Virieu

L'histoire des universités d'été des débuts giscardiens à nos jours

CERTES, ils ont choisi La Seyne-sur-Mer. Non loin de Toulon, où la gauche veut, une nouvelle fois, faire échec au Front national. C'est vrai, ils ont choisi pour décor ces chantiers navals d'où est parti, à l'hiver 1997, le mouvement des chômeurs. N'empêche, il s'agit d'une université d'été – la première du Parti communiste français. Longtemps, la fête de *L'Humanité* a marqué, début septembre, la fin de l'été des communistes. Cette année, la Place du Colonel-Fabien fait sa rentrée comme tout le monde. Le PCF succombe à cette pratique lancée par la droite au milieu des années 70 et reprise à gauche dix ans plus tard.

L'idée, en effet, est giscardienne. Celle d'un parti de cadres, où la formation est jugée nécessaire. Celle d'un parti tout à l'euphorie de sa victoire à l'élection présidentielle de 1974. Pour fêter l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, les jeunes de Génération sociale et libérale organisent, cet été-là, une grande *« tournée des plages »*.

En 1975, Jean-Pierre Raffarin, Dominique Bussereau, Jean-Pierre Soisson, Hugues Dewavrin et quelques autres se retrouvent pour réfléchir : *« On s'est dit qu'il fallait quand même faire plus chic. Alors on a copié les universités du troisième âge. »* Ils veulent *« entretenir la flamme de la victoire, former les nouveaux arrivants, occuper les médias. Pour les journalistes, nous n'étions que du deuxième ou troisième choix : là, on occupait le tapis pendant un mois »*, se souvient Hugues Dewavrin.

A Montpellier, le succès de ces premières universités est foudroyant. Pour les étudiants, la formule est idéale : on vient au soleil, pour pas cher – Willy Diméglio fournit, à Montpellier, salles et dortoirs – et... *« assez volontiers en célibataire »*, sourit Hugues Dewavrin. *« Mais on avait aussi compris quelques techniques de base pour éviter la concurrence trop forte : ne pas s'installer au bord de la mer, éviter les villes qui comptent plus d'une boîte de nuit. »*

Dès 1976, le président du CDS, Jean Lecanuet, se rend sur l'île varoise de Port-Cros, avec les Jeunes démocrates sociaux. Le RPR s'y met en 1982. Les partis de gauche ricanent. Dix ans plus tard, l'idée franchit pourtant le Rubicon, *via*... Jacques Delors, Michel Rocard et leurs clubs. Les mots se cherchent un peu – *« rencontres d'été »*, *« campus »* –, avant d'abandonner toute hypocrisie. En 1985, les « transcourants » socialistes, Démocratie 2000, puis Echanges et Projets vont prendre l'air en Bretagne, tandis que les jeunes rocardiens se retrouvent dans la station savoyarde des Arcs, au moment même où se tient l'université d'été officielle du Mouvement de la jeunesse socialiste, à Montpellier.

Fabusiens, poperénistes... A l'aube du congrès de Rennes, chacun y va de son université. A Lorient, chez Jean-Yves le Drian, la grand-messe deloriste devient un *must*. Aux Arcs, Manuel Valls et Stéphane Fouks savent créer l'événement autour de Michel Rocard. En 1988, Pierre Mauroy organise la première université d'été du PS, *« pour ne pas laisser le privilège de la rentrée aux différents courants »*, se souvient Alain Bergounioux.

PLONGÉE SOUS-MARINE

Au fil des années, les rites s'installent. Entre partis, la diplomatie aoûtienne devient presque aussi subtile que celle des congrès d'hiver. En 1996, à Sanguinet (Landes), autour d'une table, Lionel Jospin et Robert Hue avaient accepté l'invitation des Verts : les photographes étaient devant la tribune, la gauche « plurielle » était née...

Course de vitesse et concurrence obligent, la rentrée se fait de plus en plus tôt. D'année en année, la carte des universités d'été se met d'ailleurs à ressembler furieusement à celle des plages françaises : cette année, Ramatuelle pour les radicaux de gauche, Perpignan pour le Mouvement des citoyens, et, pour la cinquième année consécutive, La Rochelle pour les socialistes. A peine si la gauche critique résiste, quelque part à la campagne ou sur sur les cimes : les Alpes pour la Ligue communiste révolutionnaire, le Jura pour les écologistes, Niort pour la Gauche socialiste, ou encore... Semur-en-Auxois pour les républicains de la fondation Marc-Bloch.

« C'est l'histoire du Club Med. D'abord, on dort sous la tente, et puis ça se transforme en une hôtellerie quatre étoiles. Le concept s'est usé », affirme Hugues Dewavrin. L'université d'été s'est, en tout cas, ritualisée. Signe des temps ? Alain Madelin avait songé, avant l'été et ses tourments, à confier l'organisation de l'université d'été de Démocratie libérale à Gilles Pélisson, PDG de Disney, tandis que, à La Seyne-sur-Mer, le PCF a ménagé, pendant ses quarante-huit heures de rassemblement, un atelier... « plongée sous-marine ».

Ar. Ch.



SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 23 - LUNDI 24 AOÛT 1998

IMMIGRATION Les sans-papiers de l'église Saint-Bernard fêteront, dimanche 23 août, le deuxième anniversaire de l'évacuation musclée de l'été 1996. Sur les 316 personnes qui avaient occupé l'église, 288 ont été officiellement régularisées et les autres devraient l'être prochainement. Trois dossiers ont été écartés. ● SUR LES 142 000 DEMANDES déposées dans les préfectures, 75 000 régularisations ont été accordées. Les rejets ont donné lieu à plus de 20 000 recours gracieux et 28 000 recours hiérarchiques. ● LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a diffusé, mercredi 19 août, une seconde circulaire destinée à assouplir les critères de régularisation définis en 1997. ● CES AMÉNAGEMENTS proposés par la commission consultative présidée par Jean-Michel Galabert devraient permettre de régulariser 10 000 à 15 000 personnes supplémentaires.

Les « Saint-Bernard » fêtent le deuxième anniversaire de leur mouvement

Pour les sans-papiers, les 316 Africains qui avaient occupé l'église parisienne pendant l'été 1996 avant d'en être violemment délogés par la police sont devenus un symbole. Deux ans plus tard, la quasi-totalité d'entre eux ont été régularisés

LE TEMPS d'un anniversaire, ils vont tenter d'oublier leurs divisions. Pour célébrer les deux ans de l'évacuation de l'église Saint-Bernard, occupée par un peu plus de trois cents Africains pendant l'été 1996, tous les comités de sans-papiers ainsi que les associations, partis et syndicats qui les soutiennent se réuniront, dimanche 23 août, devant le parvis de l'église du 18e arrondissement, à Paris. Tous ensemble, jurent-ils. Ou plutôt, chacun à leur manière. Certains exalteront le rôle de ceux que l'on nomme aujourd'hui *« les Saint-Bernard »*, leur attribueront tous les bénéfices obtenus depuis *ce fameux 23 août où les haches* des CRS enfonçaient les portes de l'édifice religieux. D'autres salueront le combat *« fondateur »* des anciens, manière polie d'affirmer que, depuis longtemps, ils auraient dû passer la main à la tête du mouvement (*Le Monde* daté 16-17 août).

Pourtant, derrière les tiraillements internes, les divergences de fond ou les querelles de personnes, chacun s'accorde à voir dans le destin de ce groupe d'hommes et de femmes un caractère édifiant. Tel responsable associatif dénonce l'attitude *« sectaire »* des amis de Madjiguène Cissé, éternelle porte-*parole du groupe, tel délégué d'un* autre collectif s'emporte contre leur *« arrogance »*, mais tous l'affirment sans hésiter : plus encore qu'un symbole, l'histoire des « Saint-Bernard » représente un exemple.

Dimanche, en effet, à l'heure des discours et des déhanchements endiablés, *la quasi-totalité des an*ciens occupants de l'église auront réalisé leur rêve : obtenir des papiers. Jeunes, vieux, mariés ou célibataires, l'écrasante majorité d'entre eux sont désormais en situation régulière sur le sol français. Sur les 316 adultes qui réclamaient leur régularisation en juin 1996, 288 l'ont officiellement obtenue. Frappés d'une interdiction du territoire, douze sont assignés à résidence mais se déplacent sans difficultés. Enfin, le collectif affirme avoir reçu l'assurance que treize des seize dernières personnes officiellement écartées de la régularisation – car elles sont jugées trop éloignées des critères fixés par le gouvernement – seront également repêchées. En dehors des interdictions du territoire, dont la levée relève des tribunaux ou de la grâce présidentielle, *« il nous reste donc trois dossiers »*, résume Madjiguène Cissé. *« Trois de trop »*, gronde-t-elle, avant d'éclater de rire.

« LES DROITS ET LA LUTTE »

Pour la figure de proue du mouvement, ce résultat témoigne d'une réalité simple : *« Quand on se bagarre, que l'on prouve que l'on veut vraiment rester ici, l'administration n'a pas d'autre solution que de régulariser. »* Les débats sur l'exercice de la souveraineté nationale, le contrôle des équilibres sociaux, la capacité du pays à intégrer les nouveaux arrivants ou encore l'état de l'opinion la font sourire. Un long soupir accompagné d'un regard vers le ciel accueille l'évocation de toute idée de *« compromis »*. Elle ne veut connaître que *« les droits »* et *« la lutte »*.

Difficile, il est vrai, de ne pas admettre que ces régularisations ont été arrachées par les « Saint-Bernard ». Quatre mois d'occupations successives et d'errance à travers Paris, de l'église Saint-Ambroise aux entrepôts de la SNCF en passant par le gymnase Japy, la Cartoucherie de Vincennes et divers locaux syndicaux, ont été nécessaires *pour obtenir les vingt-deux* premières. C'était le 26 juin 1996, sous le gouvernement d'Alain Juppé. A l'heure où les personnalités réunies au sein du collège des médiateurs étaient reçues chez le premier ministre, Jean-Louis Debré, le ministre de l'intérieur annonçait cette première faveur. Trois jours plus tard, les sans-papiers occupaient l'église Saint-Bernard, puis lançaient leur grève de la faim. Pas question d'aller plus loin, assurait-on alors au ministère de l'intérieur, pas de prime aux activistes. On connaît la suite : le 23 août, les sans-papiers étaient évacués et, dans les mois qui suivaient, vingt-cinq d'entre eux étaient reconduits à la frontière. Dans le même temps, cent quatre autres, pères et mères de famille pour la plupart, étaient régularisés par les services de Jean-Louis Debré.

PAS DE TRAITEMENT COLLECTIF

En 1997, le mouvement pétitionnaire né autour des cinéastes et les élections législatives organisées au lendemain de la dissolution bouleversent la donne. Le nouveau premier ministre, Lionel Jospin, affirme vouloir *« mettre fin à certaines situations intolérables et inextricables »*. Le 26 juin 1997, son ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, publie une circulaire précisant les critères de régularisation des sans-papiers. Fer de lance d'une lutte à laquelle le PS s'était finalement joint, les « Saint-Bernard » seront tous régularisés, pense-t-on alors. On se trompe. Parce qu'il refuse toute idée de traitement collectif, M. Chevènement fait procéder à *« un examen bienveillant, mais tenant compte de la réalité »*, explique-t-on dans son entourage. Résultat : en novembre et décembre 1997, alors que la plupart des anciens occupants sont convoqués à la préfecture pour retirer leur carte, seize d'entre eux reçoivent une invitation à quitter la France sous trente jours. Ce sont ces seize qui, après l'occupation pendant une semaine, du 1er au 8 août, de la Nonciature apostolique, à Paris, ont été ramenés à trois.

Djoroko Coulibaly fait partie de ces trois « Saint-Bernard » qui ont été recalés. Agé de trente ans, célibataire, il est arrivé en France en 1995. *« C'est trop tard pour les critères qui exigent sept ans de présence en France »*, expliquent les animateurs du collectif. Lui ne dit rien. Ou seulement une chose : *« Je ne peux pas rentrer en Mauritanie, c'est trop dangereux, mon frère est réfugié politique ici. »* Et si on le renvoie ? *« Je reviendrai »*, répond-il.

Comme est revenu Camara Sema, l'un des dix grévistes de la faim de l'été 1996. Lorsque commence l'occupation de l'église Saint-Bernard, ce jeune Malien originaire de la région de Kayes, arrivé en France en 1992, a déjà été reconduit deux fois. Aussi, à l'heure de la grève de la faim, il n'hésite pas. Célibataire, chargé d'envoyer de l'argent à ses parents et ses huit frères et sœurs restés au village, il n'a *« rien à perdre »*. Il sera donc des dix. Cinquante et un jours plus tard, il est évacué par la police.

Son état de santé lui vaut sept mois de répit. Mais le 17 mars 1997, il est interpellé. Expédié vers Bamako, il est renvoyé à Paris par les Maliens qui ne le reconnaissent pas comme un des leurs. La procédure recommence. Et deux jours plus tard, il se retrouve à nouveau dans son pays d'origine. Il y restera six mois. Le temps de décrocher un visa suisse. Le 19 septembre 1997, à 16 heures, il atterrit à Zurich. Train jusqu'à Lausanne, bus jusqu'à Bellegarde, dans l'Ain, train jusqu'à Paris. *« A 23 h 30, j'étais à la gare de Lyon »*, sourit-il. Juste à temps pour reprendre le train des régularisations. En son absence, son dossier a été examiné par la préfecture de police. Quinze jours plus tard, il se voit remettre la carte de séjour après laquelle il courait.

Ce destin préfigure-t-il celui de tous les sans-papiers qui ont demandé leur régularisation ? Eux-même et tous ceux qui les soutiennent en sont convaincus. Les partis de l'opposition le pensent également, mais pour le déplorer. Au ministère de l'intérieur, on assure qu'il n'en est rien et que les « Saint-Bernard » ont bénéficié d'un traitement *« particulièrement bienveillant »*. Et pour les autres ? *« La circulaire, rien que la circulaire mais toute la circulaire »*, résume-t-on laconiquement place Beauvau.

Nathaniel Herzberg

M. Chevènement : « Raisonner en flux et non en stock »

Interrogé lors de l'inauguration d'une station de stockage pour les bombardiers d'eau, vendredi 21 août à Cahors (Lot), le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a estimé qu'il fallait, en matière d'immigration, *« raisonner en termes de flux, et non de stock »*. *« Je pense que chacun comprend que les flux migratoires doivent être maîtrisés,* a encore déclaré M. Chevènement. *Nous avons 300 000 étrangers qui arrivent en France tous les jours. Si nous donnons un signal disant que quiconque rentrant sur le territoire pourra être régularisé, cela n'a pas de sens. »* Le ministre de l'intérieur a ajouté que la France avait *« le droit de proportionner l'admission au séjour à sa capacité d'intégration »* et a conclu, en visant les mouvements de soutien aux sans-papiers : *« Il y a une petite minorité qui fait beaucoup de bruit, tandis que le discours majoritaire passe à la trappe. »*

Manifestation et concerts dans le 18e arrondissement

La célébration, dimanche 23 août, du deuxième anniversaire de l'évacuation de l'église est organisée par le collectif Saint-Bernard ainsi que par les partis, les syndicats et les associations qui les soutiennent, notamment le PCF, les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, la CGT, la FSU, SUD, la CDFT-cheminots, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, SOS-Racisme et Droits devant ! !.

Des stands ont été prévus, sur la place et autour de l'église Saint-Bernard, dans le 18e arrondissement, à Paris. Une manifestation partira vers 14 h 30 de l'église pour le *quartier de la Goutte-d'Or*. Suivront ensuite diverses prises de parole. La deuxième partie de l'après-midi sera plus festive. Plusieurs groupes de rap, de percussions et de musique africaine se produiront jusqu'à la tombée du jour. Enfin, vers 21 heures, *Partir les mains vides*, un film sur les sans-papiers réalisé par Camille de Vitry, sera projeté sur un écran en plein air.

45 % des dossiers ont été rejetés

● **Critères.** La circulaire du 26 juin 1997 prévoyait la régularisation de plusieurs catégories de sans-papiers :
– les conjoints de Français, d'étrangers en situation régulière ou de réfugiés statutaires ;
– les familles étrangères *« constituées de longue date en France »* ;
– les parents d'enfants de moins de seize ans nés en France ;
– les jeunes entrés en France hors regroupement familial ;
– les étrangers *« bien insérés dans la société française »* ;
– les personnes *« courant des risques vitaux en cas de retour dans leur pays d'origine »* ;
– les étrangers souffrant d'une pathologie grave ;
– les étudiants à qui un titre de séjour avait été refusé.

● **Régularisations.** A la date du 31 juillet, sur les 142 000 demandes déposées dans les préfectures, 75 076 régularisations ont été accordées, selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

● **Rejets.** À cette même date, 63 593 décisions négatives avaient été prises. Certaines réponses, concernant notamment les personnes qui estiment courir un risque vital en cas de retour dans leur pays d'origine, n'ont pas encore été rendues.

● **Recours.** À la suite des rejets, un peu plus de 20 000 recours gracieux ont été déposés auprès des préfectures. Le ministère de l'intérieur, de son côté, a reçu environ 28 000 recours hiérarchiques.
En cas de refus de l'un, puis de l'autre, les étrangers peuvent saisir le tribunal administratif pour un recours contentieux, mais cette procédure ne suspend pas l'exécution éventuelle d'une reconduite à la frontière.

La Place Beauvau publie une seconde circulaire assouplissant les critères de régularisation

LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a transmis aux préfets, mercredi 19 août, une seconde circulaire destinée à assouplir les critères de régularisation. Une première série d'instructions transmises le 10 août précisait le mode d'examen des quelque 20 000 recours gracieux et 28 000 recours hiérarchiques déposés par des étrangers déboutés de leur demande de réexamen de leur situation (*Le Monde* daté 16-17 août). Suivant les recommandations de la commission consultative installée début juillet et présidée par le conseiller d'Etat, Jean-Michel Galabert, elle assouplissait cinq des dix critères de régularisation : la durée de présence en France, l'existence d'une *« période régulière »*, la nature des preuves, le respect des obligations fiscales et la situation des couples sans enfant.

Dans cette seconde circulaire, M. Chevènement s'attaque cette fois à la définition des cinq derniers critères, qui concernent les étrangers malades, les conjoints de Français, les jeunes entrés hors du regroupement familial, les parents d'enfants nés après l'entrée en vigueur de la circulaire du 26 juin 1997 et les personnes frappées d'interdictions du territoire. Le ministère de l'intérieur s'est refusé, vendredi 21 août, à chiffrer les conséquences de ces assouplissements, mais, selon un spécialiste du dossier, ils pourraient permettre le repêchage de 10 000 à 15 000 des quelque 63 000 étrangers déboutés.

Le premier assouplissement concerne les étrangers malades. La circulaire publiée au *Journal officiel* du 26 juin 1997 demandait aux préfectures de vérifier, auprès du médecin-conseil, si l'étranger était gravement malade et s'il pouvait suivre son traitement dans son pays d'origine. Le médecin devait également se prononcer sur la capacité de l'étranger à travailler en France. Or la loi Chevènement du 11 mai 1998 accorde automatiquement le droit au travail à tous ces malades graves. Hiérarchie des textes oblige, le ministre recommande aux préfets de s'aligner sur le nouveau texte législatif.

La seconde précision touche les mariages mixtes. La circulaire d'origine excluait de la régularisation les conjoints de Français entrés irrégulièrement et mariés depuis moins d'un an. Le nouveau texte souligne toutefois qu'il convient, pour apprécier cette ancienneté, de se placer non plus à la date de publication de la circulaire, le 26 juin 1997, mais à la date – plus tardive – *« à laquelle il est statué sur le recours gracieux »*. Il recommande cependant de ne pas prendre en compte les mariages célébrés après le 31 octobre 1997, date de clôture du dépôt des demandes de régularisation. Arithmétique toujours, les jeunes entrés hors de la procédure du regroupement familial ou les jeunes appartenant à une *« famille constituée »* pourront être régularisés jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, et non plus seulement jusqu'à l'âge de dix-huit ans, comme l'avaient décidé certaines préfectures à la suite d'une lecture scrupuleuse des instructions de juin 1997.

TROISIÈME VOIE PLUS FAVORABLE

Chaque année, voire chaque mois compte, comme le montre le quatrième assouplissement annoncé. La circulaire de juin 1997 avait accordé un sort assez favorables aux parents d'enfants nés en France. Mais nés quand ? Avant la publication de la circulaire, le 26 juin 1997 ? Ou avant la clôture des dépôts de demandes, quatre mois plus tard ? Le ministre choisit une troisième voie, plus favorable encore. *« Je vous invite à prendre en considération les enfants dont la date de conception peut être présumée antérieure à l'entrée en vigueur de la circulaire du 24 juin, c'est-à-dire nés au plus tard le 31 mars 1998 »*, écrit-il.

Enfin dernier allègement, l'assignation à résidence des étrangers condamnés à une peine d'interdiction du territoire. La circulaire initiale prévoyait cette faculté pour les condamnations prononcées à titre secondaire, avec une peine de prison. Ainsi, les étrangers pouvaient-ils réclamer un relèvement de cette peine auprès du tribunal. Mais certains d'entre eux, punis de cette peine *« à titre principal »*, c'est-à-dire sans emprisonnement, ne peuvent échapper à l'éloignement que par une grâce présidentielle. En attendant la réponse, ils demeuraient sans statut. Dorénavant, ils pourront, eux aussi, se voir assignés à résidence, trouvant ainsi une situation légale provisoire.

Le ministre de l'intérieur assortit ces cinq nouveaux allègements d'une précision importante. Estimant que cette procédure devait être *« circonscrite dans le temps »*, il invite les préfectures à prévoir une date-butoir. A compter du 15 septembre, explique-t-il, ne seront pris en compte que les recours exercés *« contre des refus de séjour notifiés dans les deux mois précédents »*. A compter de cette date, les demandes de régularisation seront examinées dans le cadre de la nouvelle loi.

N. H.

A Toulon, les après-midi de rapines d'une bande d'adolescentes

TOULON
de notre correspondant

« Elle faisait sa belle... » Interrogé par les policiers, Fathia, dix-sept ans, a répété ces mots à plusieurs reprises, comme pour justifier les agressions qu'elle organisait méthodiquement avec six copines d'errance – toutes mineures – et un garçon de dix-sept ans qui n'intervenait apparemment qu'en cas d'urgence. Depuis plus d'un an, à raison de quatre à six exactions par semaine, Fathia donnait rendez-vous en début d'après-midi à ses comparses sur la place du Mûrier, un lieu proche du centre commercial Mayol, au cœur de Toulon.

Convergeant depuis la vieille ville ou les cités périphériques défavorisées, Fathia retrouvait là des amies âgées de onze à quinze ans : une écolière, trois collégiennes, une adolescente sans espoir d'emploi et une gamine échappée d'un foyer. Abordée sous le prétexte de lui demander du feu, puis encerclée, malmenée, parfois brûlée à la cigarette, la victime était dépouillée de son argent, de sa carte téléphonique, de ses tickets de bus et, parfois, de certains de ses vêtements. Très vite, le groupe s'éclipsait en disant : *« Si tu parles, on sait où te retrouver. »* Aucune des victimes n'a parlé, même si les vigiles de Mayol ont eu, un jour, à intervenir pour refouler la bande hors des murs du centre commercial.

Trouvant sans doute de l'assurance au fil du temps, l'équipe, qui se retrouvait au Zoom, une boîte de la haute ville organisant des après-midi dansants pour les jeunes, a élargi le terrain de ses agressions aux bus, aux plages et au quartier *« trop bourge »* du Mourillon avant de s'attaquer aux personnes âgées. Un jour, l'une des victimes en a parlé à son père gendarme. Grâce aux efforts conjugués de la brigade de recherche départementale de la gendarmerie et des services de police nationale, trois membres de la bande ont été arrêtés.

Crachats, insultes, bureaux renversés : au début de leur interrogatoire, les gendarmes ont eu du mal à faire parler ces adolescents qui disent ignorer le nombre de leurs victimes : une cinquantaine, une centaine, peut-être plus. Etonnés qu'on leur demande le motif de leur geste, ils n'ont pas donné plus d'explications aux enquêteurs qu'à la juge Michèle Cutajar qui, le 20 août, a fait écrouer la chef de bande et le garçon, laissant les autres mineures en liberté avec une mesure éducative d'encadrement.

Hormis l'une des collégiennes, présentée comme une bonne élève, sociable et aimant le sport, les autres adolescentes étaient déjà connues des services de police pour de petits vols sans violence. *« Ces gamines semblent évoluer dans un autre monde, sans code et sans repères,* explique l'un des policiers. *Aucune n'a exprimé le moindre regret, s'étonnant même qu'on trouve leur conduite surprenante. »*

Issues de familles éclatées, avec des parents au chômage – incarcéré pour l'un d'entre eux, déchus de leurs droits parentaux pour d'autres –, ces adolescentes passaient le plus clair de leur temps dans la rue, fuyant leurs appartements de la vieille ville, des cités du Jonquet ou des Œillets, pour déambuler d'une place à un parking, d'une plage à un banc des quartiers plus favorisés vers lesquels elles étaient attirées. Les plus jeunes de la bande semblent, selon les policiers, avoir vieilli avant l'âge. Elles semblent loin, aujourd'hui, des préoccupations de la rentrée scolaire.

José Lenzini



هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Leandre Cristofol

Un assembleur d'objets hétérogènes

LE SCULPTEUR catalan Leandre Cristofol est mort mercredi *19 août à Lerida. Il* avait quatre-vingt-dix ans. Bien que depuis longtemps à l'écart de la scène artistique, il *était considéré comme* un avant-gardiste : faisant partie des pionniers de la sculpture surréaliste en Espagne, il était apprécié par les nouvelles générations pour la liberté avec laquelle il avait conduit son œuvre.

Né en 1908 dans une famille paysanne à Os de Balaguer, près de Lerida, Leandre Cristofol avait été apprenti charpentier et ébéniste. Parallèlement, il avait pris l'habitude de dessiner et de sculpter pour lui. Au début des années 30, il fréquentait les noyaux avant-gardistes de Barcelone et plongeait dans l'univers surréaliste, comme en témoigne sa série de dessins oniriques, *Morphologies (1934-1935). C'est* à cette époque que, grâce à Benjamin Péret, il avait été introduit dans le groupe surréaliste de Paris, avec qui il exposa plusieurs fois.

Après la guerre, coupé des mouvements d'avant-garde, Cristofol vécut dans l'isolement, d'abord à Barcelone, puis à Lerida. Délaissant toute allusion figurative, il entreprenait alors d'assembler des objets hétérogènes dans un esprit plus proche de Duchamp, de Calder et de Tinguely, que du surréalisme. Il puisait ses matériaux dans le quotidien le plus banal, ramassait des fils de fer qu'il tordait, enfilait des tiges et des morceaux de tuyaux, clouait des volants, accrochait des rayons, collait des débris de verre et de porcelaine. Pauvres d'aspect et de modestes formats, ses pièces entretiennent un équilibre fragile, de porte-à-faux, et l'idée d'un mouvement potentiel. De fait, elles font penser à un dérapage de l'esthétique constructiviste, à du rêve ramené à la réalité, à un élan cosmique qui s'achève en faux pas de danseur. L'univers désenchanté de l'artiste ne manque ni de grâce ni de poésie.

L'œuvre de Cristofol, qui est très peu connue, sinon inconnue en France, est représentée dans plusieurs musées espagnols, notamment au Reina Sofia de Madrid et au Musée d'art moderne de Barcelone. En 1990, la rétrospective de son œuvre, organisée par le Musée d'art moderne de Valence, lui rendait un hommage justifié.

Geneviève Breerette

René Bonnet

Le père de Fripounet et Marisette

RENÉ BONNET, père de *Fripounet et Marisette*, célèbre bande dessinée de l'après-guerre, est mort le 1er août à Vincennes (Val-de-Marne). Il était âgé de quatre-vingt-douze ans.

Né à Paris le 20 septembre 1905, René Bonnet a d'abord étudié le dessin à l'école Palissy, avant d'être céramiste puis de se lancer dans l'illustration pour la mode et la publicité. En 1943, un prêtre responsable d'une lettre destinée à la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), l'abbé Marchand, lui demande de la rendre attrayante en dessinant pour elle. René Bonnet, qui signera sous le pseudonyme de Herboné, crée donc le personnage de Fripounet, un jeune paysan espiègle et courageux, auquel il adjoint deux ans plus tard Marisette. Les deux enfants grandissent à la campagne dans la ferme de leur tante Camille et de leur oncle Luculas. Ils y vivent de multiples aventures au milieu de personnages caractéristiques du monde rural des années 40-50 : le curé, le facteur, le tambour, le cousin de la ville, etc.

Le succès de ces deux personnages, servi par un graphisme très clair, proche de celui d'Hergé et fondé sur une riche documentation, est bâti aussi sur des péripéties mêlant à la fois le fantastique, l'aventure, les découvertes et le voyage. Il lui arrive ainsi de mettre en scène des paysages et des personnages appartenant alors à ce qui était l'Empire colonial français. Cela incite Fleurus, groupe de presse catholique, à créer en 1945 un journal qui s'en inspire directement et qui s'intitule d'ailleurs *Fripounet et Marisette*. L'après-guerre est une époque faste pour les journaux de BD destinés à la jeunesse : paraissent *Coq Hardi*, *Vaillant* (soutenu par le PCF), puis *Tintin*, tandis que *Spirou* ressort. *Fripounet et Marisette* atteint des records de diffusion, dépassant les 250 000 exemplaires. *Il paraît jusqu'en 1969, puis* sera édité sous le titre de *Fripounet* avant de fusionner avec *Triolo* pour devenir *Infos-Junior*. René Bonnet, auteur prolifique, s'est occupé presque uniquement de ses deux personnages, Fripounet et Marisette. Poussé à quitter Fleurus en 1968, il se consacre ensuite à la peinture.

Méconnu du grand public car cantonné à la presse confessionnelle, René Bonnet fait pourtant figure de monument de la BD des années d'après-guerre. Il reçoit en 1986 le prix RTL Grand public pour l'ensemble de son œuvre et pour son album *Le Secret de la Goule rouge*. Ce sont les éditions du Triomphe qui possèdent l'exclusivité des œuvres de René Bonnet (*La Crête d'or*, *Le Piolet brisé*, etc.). Elles ont publié en 1993 un ouvrage sur lui, *Le Secret d'Herboné*.

Yves-Marie Labé

■ **LAMBERTO GARDELLI**, chef d'orchestre suédois d'origine italienne, est mort à Munich le 17 juillet. Né à Venise le 8 novembre 1915, Lamberto Gardelli *s'était spécialisé dans* le répertoire lyrique italien, et plus particulièrement dans les opéras de jeunesse *de Verdi, qu'il fit redécouvrir* en les enregistrant pour Philips avec, parmi les interprètes, Placido Domingo, José Carreras, Katia Ricciarelli, Jessye Norman, Montserrat Caballé. Lamberto Gardelli avait commencé comme assistant de Tullio Serafin à Rome, où il fit ses débuts en dirigeant *La Traviata* en 1944. Sa carrière s'est poursuivie essentiellement en dehors de son pays natal : Stockholm (1946-1955), Copenhague (1955-1961), Budapest (1961-1965), avant de se produire dans la plupart des grandes capitales lyriques, dont New York et Londres.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 19 août sont publiés :

● **Pharmacie** : un décret modificatif relatif aux études spécialisées *du troisième* cycle de pharmacie ; un décret modificatif relatif au concours de l'internat de pharmacie ; *un décret* modificatif fixant les conditions d'accès aux formations spécialisées du troisième cycle des études pharmaceutiques pour les pharmaciens étrangers autres que les ressortissants d'Etats appartenant aux communautées européennes ou de la principauté d'Andorre.

● **Calamités** : un décret portant application de l'article 11 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : est autorisé sur 1998 l'ordonnancement, sur le budget des *dépenses* accidentelles du budget des charges communes, d'une *somme de 4,5 millions de francs*, au profit du compte spécial du Trésor fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités.

Au *Journal officiel* du jeudi 20 août sont publiés :

● **Législatives partielles** : un décret convoquant les électeurs de trois circonscriptions pour des législatives partielles les dimanche 20 et 27 septembre (*Le Monde* du 21 août).

● **Education** : un arrêté relatif à la création d'un Centre national des concours d'internat en médecine, en pharmacie et en odontologie.

Au *Journal officiel* du vendredi 21 août sont publiés :

● **Allocation de rentrée** : un décret relatif à une majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire au titre de l'année 1998. Majorée de 1 176,13 francs, cette allocation est maintenue à 1 600 francs comme en 1997 (*Le Monde* du 30 juillet).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Lubin (Pologne). Argenteuil (France).

Hanna et Jan MILUCH,
Claudine et Michel LEFÈVRE
se réjouissent de la naissance de leur petite-fille,

Anna,

le jeudi 13 août 1998,
chez
Kasia et Pascal LEFÈVRE.

Anniversaires de naissance

– Fleurigné, 24 août 1973 - 24 août 1998.

Bon anniversaire,

Damien !

Et vive les fourchettes sur les chaises.

Georges, Denise, Guillaume, Marie-José, Luis, Clara et Bidou.

– Le 24 août.

Paul-Laurent,

Heureux anniversaire.

Ta famille qui t'aime.

Anne-Marie, David, Anna-Deborah et Elsa.

Décès

– M. et Mme Yves Baraquin
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Chastenet de Gery
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond BARAQUIN,
capitaine de frégate (e.r.),
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le 19 août 1998.

La cérémonie sera lieu au cimetière *d'Auteuil, 57, rue Claude-Lorrain*, le mardi 25 août, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue des Fontaines,
31300 Toulouse.

128, boulevard Pereire,
75017 Paris.

– La communauté éducative de la Nativité
a la grande douleur de faire part du décès *de leur professeur de physique*,

Jean BURGUES,

survenu à l'âge de cinquante-neuf ans, le 11 août 1998.

La messe d'enterrement a eu lieu le 14 août, dans la chapelle de la Nativité, boulevard Carnot, à Aix-en-Provence.

Il a été inhumé au cimetière du Grand-Saint-Jean, à Puyricard.

– Alain,
son époux,
Eugénie et Juliette,
ses enfants,
Catherine Calabro,
sa mère,
Anthony et Barbara Calabro,
Thomas et Susan Calabro,
ses frères et belles-sœurs,
Et toute sa famille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Linda CALABRO-MERCIER,

à l'âge de cinquante et un ans,

survenu le 14 août 1998, dans la paix du Seigneur, après une longue maladie.

La cérémonie religieuse a eu lieu en *l'église de Gouvieux, le mardi 18 août, à* 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Buffard (Doubs).

7, rue de Boran,
60270 Gouvieux.

– Mme Pierre Deniker,
Mlle Magali Vincent,
M. et Mme Gérard Decamp,
Sandrine, Laure et Christine,
M. et Mme Jacques Messot,
Olivier et Anne-Caroline,
son épouse, sa belle-sœur, ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Pierre DENIKER,
ancien chef de service
de l'hôpital Sainte-Anne,
membre de l'Académie de médecine,
croix de guerre 1939-1945,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile, le 17 août 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité aux Andelys (Eure).

« Portez les fardeaux les uns des autres ; accomplissez ainsi la loi du Christ. »
(Galates, 6, 2).

17, rue de la Ville-l'Evêque,
75008 Paris.

– Le professeur J.-P. Luton, doyen de la faculté de médecine Cochin-Port-Royal,
Les membres du conseil,
Les enseignants et le personnel de la faculté,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Pierre DENIKER,
professeur honoraire des universités,
professeur à la faculté
de médecine Cochin-Port-Royal,
ancien chef de service
à l'hôpital Sainte-Anne,
membre de l'Académie de médecine,

survenu le lundi 17 août 1998.

La cérémonie des obsèques a eu lieu dans l'intimité.

(*Le Monde* du 21 août.)

– Nous avons la douleur de faire part du décès de

Nicole DUMONT.

Elle est partie le 14 août 1998, à l'âge de soixante-quatre ans.

Vincent Dumont,
son fils,
Et Sophie,
Pierre, Florent et Léo,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,
l'accompagneront le mardi 25 août 1998, à 14 heures, à l'Institut médico-légal, quai de la Râpée, Paris-12e.

L'incinération suivra à 15 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, Paris-20e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vincent et Sophie Dumont,
2, route des Paillards,
27370 Le Bec-Thomas.

– Après une longue vie au service de l'enseignement spécialisé et de l'éducation populaire,

Henriette DUPHIL-LAULHÉ
(Castorette),

a rejoint

René DUPHIL
(Castoret).

De la part de
Michèle Denis-Duphil,
Daniel, Sylvestre et Sébastien Denis,
Et les familles Denis, Desmaisons, Gontié, Lavergne, Plon, Pujos, Thomson.

Une bénédiction aura lieu à l'église d'Hossegor, le mardi 25 août 1998, à 9 h 30.

Les Castorets,
192, avenue des Dauphins,
40150 Hossegor.

– Yves et Danièle Glaziou,
Annie Glaziou,
ses enfants,
Julien Glaziou,
son petit-fils,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Albert GLAZIOU,

le 20 août 1998, à l'âge de quatre-vingts ans.

L'inhumation a lieu au cimetière de Trégastel (Côtes-d'Armor), le samedi 22 août, à 16 h 30.

12, rue Paul-Couderc,
92330 Sceaux.

« Quel ami, me voyant,
en ce point dépouillée,
ne remporte au logis un œil triste
et mouillé, me consolant au lit
et me baisant la face,
en essuyant mes yeux
par la mort endormis ?
Adieu, chers compagnons !
Adieu, mes chers amis !
Je m'en vais la première
vous préparer la place. »
Ronsard, 1585.

Sophie HAZIRAJ,
chargée de TD
à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,

nous a quittés le 19 août 1998 dans sa vingt-sixième année.

Ses obsèques seront célébrées le lundi 24 août, à 16 heures, à Mesvres (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Lise Vegléris,
Eugénie Vegléris,
Et Jean Frère,
font part de la mort de

Phédon VEGLÉRIS,
infatigable défenseur
des droits de l'homme,
avocat honoraire
au barreau d'Athènes,
professeur honoraire
de la faculté de droit
de l'université d'Athènes,
professeur associé à l'université
des sciences juridiques et politiques
de Strasbourg (1967-1974),
avocat auprès de la Commission
et de la Cour européenne
des droits de l'homme,

à Athènes, le 12 août 1998.

3, rue Merlin,
Athènes.
4, boulevard de la Victoire,
Strasbourg.

Anniversaires de décès

– Il y a quatre ans,

Philippe CORDIER

nous quittait.

Pensées d'amour et d'amitié.

– Il y a dix ans, le 22 août 1988,

Henri JOLY

nous quittait, emporté par une vague sur le rocher de Ragamu-Cap-Corse.

Nous pensons à lui.

Guillaume, Claire, Françoise.

– Bruxelles. Paris. Aix-en-Provence.

Il y a deux ans, le 24 août 1996, disparaissait subitement

Emile NOËL.

Sa famille, ses amis se souviennent.

– Un an déjà, ce 23 août 1997,

Jean POPEREN

nous a quittés.

Sa famille, ses amis, ses proches et tous ceux qui sont fidèles à sa pensée, à sa mémoire, pourront se recueillir au columbarium *du Père-Lachaise, devant la* case no 3570 - 89e division, le dimanche 30 août 1998, à 11 h 30.

« Et même quand s'abat l'orage,
le grain semé ne meurt pas. »
Jean Poperen, janvier 1997.

– Le 24 août 1989.

Jean REYRE

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une affectueuse et pieuse pensée pour lui.

Communications diverses

ÉCOLE SPÉCIALE
D'ARCHITECTURE
Etablissement privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique et par l'Etat.
Président : Christian de Portzamparc.
Rentrée automne 1998

Lycéens préparant le baccalauréat, *bacheliers, diplômés de l'enseignement* supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1998.

– Un examen d'admission se déroulera le 1er septembre 1998.

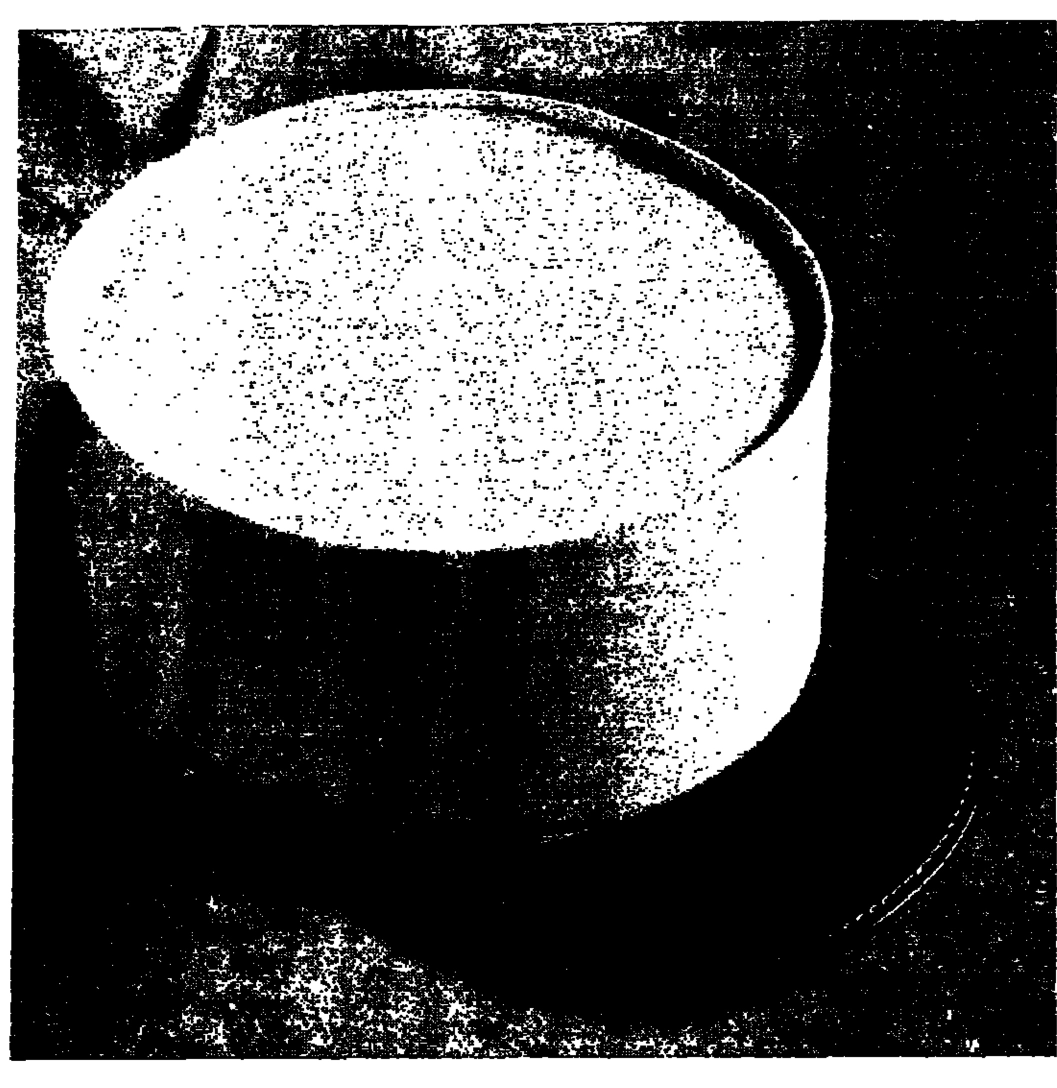
Renseignements : ESA, 254, boulevard Raspail,
75014 Paris.
Tél. : 01-40-47-40-00.
Fax : 01-43-22-81-16.

HORIZONS

TÉMOIGNAGE

COMMENT ILS 6 NOUS VOIENT

Le blues de Moussa l'Africain





A Djibouti, la France, c'est la base, et ces militaires qui se promènent. A Paris aussi, parfois, les militaires sortent en permission et marchent dans les rues.

Photographies d'Alain Potignon pour « Le Monde »

FLAUBERT écrivait ceci : *« Ceux qui lisent un livre pour savoir si la baronne épousera le comte seront dupés. »* Ajoutons ceci : ceux qui lisent ce texte pour savoir comment va la terre de France seront en droit de se sentir floués. Qui veut obtenir un pronostic ou établir une perspective, à ce sujet, doit se rendre sans tarder au bar de La Marine cher à Marcel Pagnol. Et pourtant. Avançons.

La période des grandes vacances est propice à la paresse, à la flânerie, aux lectures futiles (lire les journaux sans substance, ces jours-ci, est une ordalie) et aux effusions aussi collectives que faciles : ici l'émoi, ressenti jusqu'au fond des Ardennes, provoqué par un ours échappé de son zoo pyrénéen ou la compassion à l'endroit de telle équipe vélocipédique soupçonnée de dopage. J'ai, en ces moments, un peu honte de me soucier de moins en moins du sort des sans-papiers et autres déboutés du droit d'asile, rongés par l'angoisse et les incertitudes, au centre de rétention pour étrangers de Vincennes, moi qui ai la peau peu claire et qui ai choisi de m'installer dans ce pays où il me faut toujours épeler mon nom et mon prénom.

La joie de l'étrange étranger n'éclate pas une fois pour toutes à la descente de l'avion. C'est même tout le contraire qui se produit fréquemment, le nouvel arrivant, le fraichement débarqué craignant – sentiment légitimement démultiplié s'il s'agit d'un réfugié ou d'un apatride – que l'agent de la police de l'air et des frontières, qui se trouve, parfois, être un natif de Fort-de-France ou de Basse-Terre, lui fasse bouffer tout de suite son billet de retour en même temps que son passeport d'infortune. C'est dire que les frontières de Schengen se matérialisent immédiatement à l'aéroport de Charles-de-Gaulle ou à Orly.

Ces derniers temps, les Français semblaient endormis tout en surveillant, d'un œil ou d'une oreille, les menaces provenant du parti des purificateurs qui entendent rendre à la nation son honneur (perdu on ne sait trop comment) et sa couleur de lys. Heureusement, il y a encore des pans entiers de la population chez qui le réflexe et la capacité d'indignation restent intacts ; songeons aux grévistes de décembre 1995, aux jeunes cinéastes pétitionnaires ou à la myriade d'associations soutenant les chômeurs, les sans-logis et

par Abdourahman A. Waberi

Né en 1965 à Djibouti, Abdourahman A. Waberi vit en France depuis 1985. Enseignant, il a publié une trilogie sur son pays natal et les conflits dans la corne de l'Afrique : *Le Pays sans ombre ; Cahier nomade, Balbala,* tous parus aux éditions du Serpent à plumes. Ses écrits ont notamment reçu le grand prix littéraire de l'Afrique noire en 1996.



autres démunis sociaux. Les citoyens à la peau peu claire reprennent courage et confiance : « S'il faut se battre, nous ne serons pas les derniers ! » Il serait facile de se gausser du repli des uns et de l'exaltation effrénée des terroirs en peau de chagrin des autres. Mais bon, avançons.

ENFANT, le premier visage de la France fut longtemps, pour moi, un corps d'athlète. Corps masculin, bronzé, musculeux, scintillant sous le soleil d'Afrique. Un corps dans une enveloppe de sueur, un boxeur ou un éphèbe tel qu'on le trouverait sous la plume de Montherlant. Je me souviens encore de ces corps – appelés du contingent, militaires de carrière ou mercenaires de la Légion étrangère, la taxinomie, je ne l'intégrerai que bien plus tard – courant tous les après-midi alors que les corps locaux sont allongés sous le ventilateur ronronnant. Les adeptes de la religion du jogging sont une tribu étrangère dans ce pays de nomades habitués à couvrir l'espace. Pas lourd, mouvement lent, ossature massive, quinze à vingt kilos de plus que la silhouette locale, fluette, élégante et, parfois, souffrante.

La France était, à mes yeux adolescents, puissante, pétant d'aise et de santé, vouée aux sports et aux loisirs. Rien à voir avec la France intellectualisée de Theodor Zeldin, cette fille de Rome qu'on voudrait éternellement mère des arts et des lettres. Aujourd'hui, à l'heure où le Parlement international des écrivains (PIE), présidé par Wole Soyinka, s'apprête à quitter Strasbourg pour Bruxelles faute d'entente avec Mme Trautmann, ma France à moi, je la trouve dans la presse écrite, sur l'écran borgne de la télévision que les fins esprits d'ici ont coutume de dénigrer depuis des lustres tout en prétendant ne jamais la regarder, à part, peut-être, la petite Arte, cette télé-fort en thème, dans mon lycée haut-normand, dans la banlieue où je vis, mais je ne la reconnais pas forcément dans les propos du sieur de Closets se disant *« Français jusqu'au bout des ongles »*. Etrange image pour un homme connu pour sa tempérance ; son centrisme à toute épreuve et son look politiquement correct. Attention danger ?

En pur produit postcolonial, les mille visages que la France pouvait prendre pour moi étaient inextricablement liés à ce passé-là qui, du reste, ne passe pas tant que ça. En tout cas pas avant qu'on ait mis en place, de part et d'autre, les états généraux de cette mémoire commune. Les mots sages de l'intellectuel palestinien Edward W. Saïd sont à méditer ici : *« Pour nous* [les ex-colonisés], *oublier l'Europe revient à effacer les conflits qui ont formé nos identités ; comme il est trop tard maintenant pour nous quitter, nous ferions mieux de tirer profit des interdépendances mutuelles qui nous sont imposées par l'histoire. »* Je suis né et j'ai vécu jusqu'à mes vingt ans dans ce qui fut la dernière colonie française, l'archipel des Comores ayant accédé à l'indépendance en 1975, soit deux petites années avant ma terre d'origine, Djibouti. Attrait et rejet, béate admiration et nécessaire distanciation, le balancier affectif ne cesse de basculer d'un pôle à l'autre au gré des événements et des saisons. Aujourd'hui, la France qui continue de se métisser se voit partout sur l'étendue de l'Hexagone. Le couscous détrône désormais le cassoulet de Toulouse et le taboulé libanais passe avant la potée auvergnate ! Et je ne parle même pas de l'équipe d'Aimé Jacquet. Alors, avançons donc.

Paris, 9 juin 1998. Les cérémonies d'ouverture du Mondial ont été marquées par le spectacle, tout en démesure, de quatre géants sur la place de la Concorde. Roméo le « Caucasien » (sic), Pablo l'Amérindien, Moussa l'Africain et Ho l'Asiatique incarnent l'amitié sportive des trente-deux nations et des quatre continents conviés à cette fête. Moussa, le prénom à résonance musulmane, doit avoir pour ambition – du moins, selon le symbolisme primaire et puéril de ses concepteurs – de réunir toutes les Afriques, le Sud et le Nord, le Mali autant que le Malawi, l'Afrique dite noire et le Maghreb, le pays des Bafanas Bafanas et la Tunisie de Ben Ali. En attendant, Ibrahim Ali Abdallah, le petit Franco-Comorien de dix-sept ans, marseillais pur sardine comme le maestro des Bleus, Zinedine Zidane, assassiné par qui l'on sait, n'aura pas eu l'heur de contempler son « géant », Moussa l'Africain, né au monde ce mardi 9 juin 1998 à 18 heures au plein cœur de Paris. En voilà au moins un qui n'aura pas de problèmes pour régulariser sa situation dans une quelconque préfecture. Les troupeaux processionnaires et les gardiens de la paix ne trouveront rien à redire sur son cas. Naître au mitan de Paris, par ces temps qui courent, ce n'est pas donné à n'importe qui. Bien mieux que de venir au monde à Ouaga, à Bamako, à Jacmel, au Sri Lanka ou à Accra. Avançons toujours.

Aujourd'hui, la France continue de se métisser. Le couscous détrône désormais le cassoulet de Toulouse et le taboulé libanais passe avant la potée auvergnate !

Les relations entre la France et les anciennes colonies sont fort complexes, une histoire d'amour et de haine. Certaines blessures ont été longues à cicatriser. Certes, les illusions sont, à présent, perdues de l'autre côté de la Méditerranée, cette frontière d'avant les barrières policières et les tracasseries douanières. Mais l'attraction de la France, le mythe de Paris en particulier, opèrent encore chez les jeunes générations africaines. La France préfectorale a désormais affaire aux arrière-petits-enfants de ceux qui étaient venus étudier en métropole au tout début de ce siècle. Certains de ces ex-étudiants frayaient avec l'élite française d'alors, à Saint-Germain-des-Prés. Elle est bien loin l'époque du bal nègre de la rue Blomet. Finis la ceinture de bananes de Joséphine et les rires Banania qu'il fallait arracher, selon le credo senghorien, de tous les murs de France et de Navarre.

Dans les années 30, Joséphine Baker chantait : *« J'ai deux amours/ Mon pays et Paris/Pareilles toujours/ Mon cœur est ravi. »* Aujourd'hui, Doc Gynéco, le jeune rappeur d'origine antillaise, déclame : *« Mon père est né là-bas/ Ma mère est née là-bas/ Moi, je suis né ici. »* Entre les deux airs, un fleuve long d'un demi-siècle. Entre la fusion bakerienne et l'écart diagnostiqué par Doc Gynéco, que de relations tumultueuses, du discours de Brazzaville à l'épisode de Saint-Bernard, en passant par les accords d'Evian, la disparition de Ben Barka ou le soutien sans faille au régime génocidaire de Juvénal Habyarimana !

Dans l'immédiat après-guerre, Paris était un havre de paix, une oasis sans ségrégation ni discrimination pour les artistes afroaméricains. Et ils furent nombreux à y élire domicile pour une saison ou pour la vie, de Richard Wright au Duke, de James Baldwin à Chester Himes, en passant par Langston Hughes ou Claude Mac Kay jusqu'à la Deedee Bridgewater d'aujourd'hui.

AVEC des mots simples, et le ton las de ceux qui n'attendent plus grand-chose, Doc Gynéco dit, quant à lui, la misère sociale et la fragilité psychologique des enfants de la banlieue, nés de parents étrangers ou non. Avançons encore d'un pas.

Reviennent à la « une » des journaux français, et de manière cyclique, des discours de prothèse sur l'Algérie, le Rwanda ou, plus bien rarement il est vrai, sur le Liberia ou la Somalie. On y décèle sensationnalisme, peur de l'Autre subtilement grimée, fatalisme et afropessimisme. Ce dernier animal est une création essentiellement occidentale, un jugement de valeur sans fondement scientifique. L'afropessimisme d'aujourd'hui, qu'est-ce, sinon cette bonne vieille habitude de mal nommer les réalités d'ailleurs ? Apollinaire comparait déjà, et ce n'est qu'un exemple parmi mille autres, les statuettes africaines aux *« Christs inférieurs des espérances obscures »*. C'est joliment dit mais ça reste bel et bien un dénigrement. Jamais un coup de plume n'abolira les clichés et les préjugés. Il n'y a pas si longtemps encore, il ne faisait sens d'être homme noir, se disant africain. A tout prendre, il fallait mieux le bois, surtout s'il est gabonais ; et le pétrole si angolais, congolais, nigérian ou algérien ; le fer mauritanien ; l'arachide sénégalaise et le coton tchadien. Après les indépendances de 1960, rien n'a vraiment changé ou, alors, si peu. Le café et l'ananas sont toujours ivoiriens ; les footballeurs camerounais ; le diamant oubanguien comme l'on disait du temps des colonies, la bauxite guinéenne ; les phosphates togolais ; la base militaire djiboutienne ; tous les minéraux néocongolais ; le couscous royalement marocain ; l'obéissance tunisienne ; la misère sahélienne ; le terrorisme libyen ; l'irrédentisme touarègue ; l'esclavage soudanais ; le malheur somalien ; les massacres algériens et le génocide rwandais. Ah, j'oubliais, la dette est africaine, l'émigration malienne, le séparatisme casamançais ; et la dévaluation du franc CFA, elle, balladurienne.

Le regard compatissant est, on le sait, en recul chez les jeunes générations de Français nés de parents, pour certains, soixante-huitards. On n'a plus peur de la misère, des belligérances et des microbes lointains, si lointains qu'ils en sont devenus virtuels.

Quelques-uns s'envolent bravement pour les terres d'infortune sous les auspices de Médecins du monde, de la Croix-Rouge, de Handicap International ou de Reporters sans frontières. Mais on n'oublie pas, une fois de retour, de rentabiliser la générosité et le don de soi en signalant les semaines et les mois de services en terra incognita, en bonne place dans les curriculum vitae.

C'est la moindre des choses, n'est-ce pas, dans cette Europe occidentale où, pour un jeune diplômé, trouver le premier emploi se révèle plus hardi que de faire pousser des tomates sur la face pelée de la Lune. Avançons. Et sans rancune.

FIN



هكذا من الاصل



LE COURRIER DES LECTEURS

De nombreux lecteurs ont réagi vigoureusement au point de vue de Bernard Kouchner sur le « *civisme sanitaire* » (*Le Monde* du 14 août), la plupart souhaitant la mise en œuvre de mesures rigoureuses sinon autoritaires en matière de lutte contre la pollution. A la suite de notre article « Eloge de la techno, nouvelle écologie » (*Le Monde* du 13 août), d'autres lecteurs ont exprimé leur agacement devant la fascination d'une partie de la jeunesse pour la musique techno et les soirées raves. Certains correspondants s'interrogent sur l'usage futur de l'euro, souvent avec humour.

OÙ SONT LES ACTIONS CONCRÈTES ?

Le point de vue de Bernard Kouchner publié par *Le Monde* du 14 août 1998 est, au choix, comique ou consternant. Ainsi, les pouvoirs *publics agissent : ils* restreignent la circulation automobile (où et quand ?), créent pas moins de trois nouveaux organismes, projettent d'en créer un *quatrième, et M. Kouchner* s'en vante ! Mieux, il saisit le Haut Comité de santé publique : on reste pétrifié par l'audace de ce ministre. De mesures concrètes, efficaces, point. Au nom de la prévention, certes nécessaire, on se refuse à voir la *réalité en* face : seules des actions drastiques permettront d'améliorer la situation. Car qu'en est-il actuellement : chacun est libre de polluer au gré de ses besoins, sans compte à rendre à personne. Quand une voiture contrôlée s'avère ne pas être aux normes, son propriétaire risque l'amende faramineuse de 450 F ! On en tremble pour lui. Lorsque le niveau d'alerte atteint 3 *(norme si élevée que cela* n'arrive quasiment jamais), la circulation alternée peut être mise en place alors qu'il est déjà trop tard depuis plusieurs jours ; qui plus est, les voitures Diesel récentes, munies de la pastille verte, *pourront circuler : les pouvoirs* publics, qui veillent sur nous, ont en effet découvert la voiture Diesel non polluante ! On pourrait continuer longtemps cette triste litanie. La pollution a encore de beaux jours devant elle, nos poumons et ceux de nos enfants sont entre les mains des pouvoirs publics.

Didier Rykner
Paris

DES MESURES *RIGOUREUSES S'IMPOSENT*

Le « *civisme sanitaire* » que le secrétaire d'Etat, Bernard Kouchner, appelle de ses voeux (*Le Monde* du 14 août) est indispensable. Tout le monde peut en convenir, surtout quand il *s'agit* de lutter contre les maladies provoquées par la pollution urbaine : la prévention seule peut en effet *« prendre les maladies de court »*. Mais on peut avoir des doutes sur la claivoyance de certains responsables politiques. Comment peut-on écrire en 1998 : *« Des voix commencent à s'élever pour repenser la circulation en milieu urbain »*, alors qu'au début des années 70 ces voix (ou celles de leurs pères !) dénonçaient déjà les choix du président Pompidou : *« Adapter la ville à la circulation automobile. »* Des voix qui avaient pu se faire entendre, en particulier, grâce à la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974. On peut douter aussi de l'efficacité des remèdes que l'auteur suggère : transférer en périphérie des villes les touristes dans des minibus non polluants, organiser des *« conférences citoyennes de consensus »* afin de faire évoluer les comportements. Puisque, en effet, *« ces phénomènes ne constituent pas une fatalité »* et qu'il y a aujourd'hui urgence, des mesures rigoureuses sont à prendre. On ne peut attendre un hypothétique changement des comportements. Ceux-ci dépendent souvent de structures que les usagers ne maîtrisent pas : réseaux et horaires des transports en commun disponibles notamment. Je suis, pour ma part, persuadé que l'opinion publique est mûre pour ces mesures : on s'est étonné en 1997 du respect des automobilistes envers les mesures restrictives quant à la circulation, lors des pics de pollution. Il ne faudrait pas que, sur ce point comme sur d'autres, les responsables politiques évoluent moins vite *que leurs concitoyens.* Ou, ce qui revient au même, estiment que leurs électeurs ne sont jamais prêts.

François Cantegrel
La Réole (Gironde)

LES INSUFFISANCES DU CIVISME SANITAIRE

Bernard Kouchner propose de faire appel au sens civique des citoyens pour combattre et limiter la pollution atmosphérique (*Le Monde* du 14 août). C'est une approche noble et démocratique mais qui me semble insuffisante. En effet, si l'on considère le problème du tabagisme passif, autre pollution permanente de l'air ambiant, l'appel au sens civique a été peu fructueux. Or le tabagisme passif constitue un danger qui semble supérieur à celui de la pollution atmosphérique. Est-ce que l'information sur les conséquences du tabagisme passif et la loi *concernant le tabagisme* dans les lieux publics ont fait réellement changer les attitudes ? Les asthmatiques, qui sont les sentinelles de la pollution de l'air, savent bien qu'il est extrêmement difficile de trouver un endroit public indemne de fumée de cigarette. *Ce qui les* oblige à limiter considérablement leur vie socio-culturelle. Combien de temps un asthmatique peut-il tenir dans un café, un restaurant où le minuscule espace non-fumeurs est envahi de la fumée provenant *de l'espace fumeurs ?* (...) C'est pourquoi, tout en appuyant la démarche de M. Kouchner, je crains que faire appel au « civisme sanitaire » des Français ne prenne trop de temps pour que cela contribue significativement à la ré*duction de* la pollution. *Les* enfants, les gens âgés, les asthmatiques, les insuffisants respiratoires, les patients souffrant de maladies cardio-vasculaires ne peuvent pas attendre et aimeraient des mesures plus rapides, plus sûres et moins dépendantes de la bonne volonté de chacun.

Dr Jean-Jacques Hosselet,
par courrier électronique

CHANTS D'OISEAUX

Appeler « écologistes » les raves sous prétexte qu'elles se déroulent *dans* la nature *est particulièrement* audacieux (*Le Monde* du 13 août) : l'écologie ne suppose-t-elle pas l'observation et l'écoute de la nature ? Il faudra m'expliquer comment il *est possible d'observer* un animal sauvage ou d'entendre le chant d'un oiseau dans un rayon de cinq, voire dix kilomètres autour d'une rave party ? Je passe sur le délire ésotérico-(pseudo)-technologique, la référence obligée à Internet. Je passe aussi sur l'éloge de l'ecstasy, *« la drogue qui fait aimer le monde »*, qui ne correspond pas exactement à ce qu'en disait un rapport officiel cité *récemment dans vos colonnes.* J'en arrive au chapitre violence, qui n'est pas, selon l'auteur, le fait des participants aux raves parties. Tiens donc ! Il me semblait pourtant que plusieurs études récentes, citées dans votre journal, plaçaient le bruit au tout premier rang des violences dont sont victimes les Français. Et, pour reprendre la dernière phrase de l'article, *« si un programmateur organise une soirée techno dans son bled »*, il agresse non seulement tous les habitants dudit bled mais aussi ceux de nombreux bleds voisins ainsi que tous les campeurs (l'été) à dix kilomètres à la ronde. Des agressions similaires sont accomplies quotidiennement avec les automobiles disposant d'autoradios surpuissants (...). Il manque à l'article un éloge de la tolérance des raveurs et autres amateurs de techno, dont l'évocation me fait penser à un gag du mime Marceau dans lequel un violoniste de rue tente de faire entendre sa musique alors que passe à proximité une fanfare militaire !

Jacques de Kergommeaux
Uriage (Isère)

TECHNO, UNE NOUVELLE *PHILOSOPHIE ?*

Non, décidément, cela ne passe pas. Comment digérer l'article dans *Le Monde* du 13 août intitulé : « Eloge de la techno, nouvelle écologie » ? Comment admettre l'apologie et la mise en pratique *non seulement* de la *confusion* intellectuelle, mais du renoncement à des valeurs que bien des lecteurs du *Monde* jugent fondamentales ? Quelle est en effet la nouvelle *« écologie »* vantée dans cet article, quelle est cette *« philosophie techno » (sic)* dont Véronique Mortaigne entend faire l'éloge ? Il suffit de lire : *« La techno n'a pas de message à délivrer, si ce n'est celui du plaisir de la danse, parfois décuplé par l'ecstasy, la drogue qui fait aimer tout le monde. »* On croit rêver ! La rédaction du *Monde* croit-elle ses lecteurs suffisamment endormis par la chaleur de l'été pour *accepter une défense et* illustration de la drogue sous couvert de l'amour universel et du plaisir de la danse ? Le cocktail ecstasy-écologie me semble, personnellement, *difficile à tolérer. Vous* paraissez avoir cédé à ce que dénonçait Alain Finkielkraut dans *La Défaite de la pensée* : un « jeunisme » niais, un culte de l'agitation *rythmique* parée du nom de culture. Vous y ajoutez subrepticement une définition perverse d'une drogue dont on connaît les effets destructeurs et ornez du titre d'artiste les DJ de la techno. Suffit-il donc, M. le directeur du *Monde*, d'une dose d'ecstasy, d'un soupçon d'Internet et d'un zeste de violence pour offrir un *« ballon d'oxygène dans la société du chômage et du sida »* ?

Claude Eterstein
Saint-Germain-en-Laye
(Yvelines)

AU SECOURS, RAYMOND DEVOS !

La prochaine introduction de l'euro a été *précédée, nous* dit-on, de nombreuses études et enquêtes depuis plusieurs années. Mais a-t-on interrogé les linguistes et les pédagogues ? Le public français va *devoir faire face à de réelles* difficultés de prononciation, d'orthographe, et tout bonnement de compréhension. En voici quelques-unes. Quel sera le pluriel du mot euro ? Aura-t-il un « s », comme les Français s'y attendent ? Ou va-t-on écrire *« 100 euro »*, comme sur les premiers billets publiés ? Comment se feront les liaisons entre le mot euro et les chiffres qui le précèdent ? Prononcera-t-on *« cent-t-euros »*, *« deux cents-z-euros »*, comme on dit cent ans et deux cents ans ? *Ou* va-t-on imposer un hiatus contraire à la phonétique traditionnelle ? Quant à l'introduction du cent ou de l'eurocent (création bizarre, sur le modèle d'Eurostar, mais sans majuscule, ni fusion, ni trait d'union !), elle promet aux Français qui l'utiliseront – les petites gens pour la petite monnaie – un véritable casse-tête ! (...) Tout cela a-t-il... un sens ? Nous faudra-t-il un (n) eurologue pour nos nouvelles zones euro-gènes ? Au secours, Raymond Devos ! *Est-il encore* possible de limiter les dégâts ? Sans doute faudrait-il, au moins dans un premier temps, laisser l'euro à l'usage des financiers et des hommes d'affaires et continuer, dans la vie quotidienne des gens, à *pratiquer les monnaies* nationales, même si, sur le verso des billets et des pièces, doit figurer désormais, bon gré mal gré, la traduction en volapük !

Thierry Burkard
Paris

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Pour un conseil de sécurité économique

DE Djakarta à Tokyo, de Tokyo à Moscou, de Moscou à Caracas, Buenos Aires et Mexico. D'un continent à l'autre, de l'Asie, il y a un an, à la Russie, il y a une semaine ; de la Russie, lundi 17 août, à l'Amérique latine, vendredi 21 août. La diffusion de la crise financière sur la planète s'accélère. Tels des dominos, les monnaies chutent les unes après les autres. La semaine avait commencé par une dévaluation précipitée du rouble. Elle s'achève sur une spéculation brutale autour des monnaies du Venezuela, du Brésil et du Mexique et sur une déstabilisation générale des Bourses.

Cette contagion de la fièvre asiatique n'est pas surprenante. Elle est la conséquence de l'interdépendance croissante qui s'est imposée progressivement entre nos économies nationales. Ce qui se passe dans l'une des économies du monde a nécessairement des effets parmi les autres. Les déséquilibres d'une nation affectent toutes les autres. Le défaut de paiement de la Russie est ressenti par les banques allemandes qui ont prêté de l'argent à Moscou (d'où la chute brutale de Francfort vendredi), mais résonne aussi au Venezuela, perçu désormais par ces mêmes banques comme la prochaine Russie (d'où la chute du bolivar).

Logique, cette diffusion, accélérée, de la crise financière n'en est pas *moins inquiétante. Elle a d'ores* et déjà des effets sensibles sur l'activité de bon nombre de pays et, au-delà, sur la croissance mondiale. Elle contribue à des situations anormales et insupportables sur le long terme pour l'ensemble de la *communauté* internationale : des pays pourtant bien gérés et qui auraient besoin de capitaux pour leur développement s'en trouvent privés alors que d'autres, déjà développés, assistent en leur sein au gonflement de bulles spéculatives.

L'emballement actuel pourrait plonger le monde dans une véritable dépression. Il révèle, une fois de plus, la faiblesse essentielle de nos structures économiques : si l'économie s'est mondialisée, ses modes de régulation n'ont pas suivi. Il y a désormais une seule économie mondiale, mais il n'y a pas de gouvernement économique mondial. Il n'y a même pas de véritable coordination internationale des économies.

La crise démontre que les organisations mises en place – le FMI, la Banque mondiale, le BIT, etc. –, il y a cinquante ans, ne correspondent *plus aux exigences de notre temps.* Ce qui alimente aujourd'hui la panique sur les marchés, c'est la conviction que, si un nouveau pays devait rencontrer des difficultés de paiement, le FMI serait incapable de venir à son secours – il n'a plus d'argent !

Jacques Delors avait proposé la création d'un conseil de sécurité économique, une organisation mondiale qui aurait en charge d'assurer la paix et la stabilité dans l'économie mondiale. Le modèle *qu'il proposait alors – le Conseil* de sécurité des Nations unies – n'est peut-être pas le bon. Mais la réflexion qu'il suggère doit être reprise, au plus vite.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le *Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Mondial de foot et Mondial de la foi

Suite de la première page

Un an auparavant, les communes de la région parisienne, de toute couleur politique, avaient amicalement reçu les jeunes participants du rassemblement catholique.

Les Journées mondiales de la jeu*nesse n'ont pas été qu'une affaire* de jeunes catholiques coincés, en jupettes et en socquettes, ni la Coupe du monde de foot une affaire de beaufs, de black et de beurs. *C'est le pays presque entier,* par la contagion des médias et du succès, qui s'est approprié l'événement. Dans ces bains de foule paisibles, joyeuses, colorées par la même diversité des races, des langues, des cultures, s'est exprimé un identique besoin de se rencontrer et de se reconnaître. Des jeunes très *éloignés des Eglises se* sont *« agrégés »* sans complexe, comme l'affirme la sociologue Danièle Hervieu-Léger (qui a fait des études de terrain sur les JMJ) aux jeunes croyants *« socialisés »* depuis longtemps dans un milieu catholique. C'est ce même besoin qui a conduit des hommes – des femmes surtout – loin des affaires du football à se fondre aux supporteurs massés devant les écrans géants, à vibrer, à *se recueillir et* à faire la fête avec eux, transportés par une passion commune, fût-elle éphémère.

Aussi, dans ce Mondial du foot et dans celui de la foi, l'essentiel était-il dans les rassemblements émo*tionnels*, non dans les retombées statistiques. Malgré le succès de la France en Coupe du monde, il y a fort à parier qu'on ne verra pas beaucoup plus de jeunes chausser des crampons, *cet hiver, dans* les stades qu'on en a vu depuis un an fréquenter les églises. Le Mondial n'aura guère plus d'effet, en termes *de pratique sportive régulière, que* les JMJ n'en ont eu sur la pratique religieuse. Le décalage reste le même entre l'événement ponctuel et les structures permanentes. Dans les deux cas, il aura échappé à la sphère politique, malgré les tentatives de récupération, mais aussi aux institutions promotrices, au sport ou aux Eglises.

LE VRAI VAINQUEUR FUT LA RUE

Le vrai vainqueur fut la rue. L'Eglise l'avait pressenti qui, avant de retenir l'hippodrome de Longchamp pour la manifestation de clôture des JMJ, avait rêvé aux Champs-Elysées, investis après la finale par les amoureux de l'équipe de France, choix contrarié par des raisons logistiques. C'est dans la rue, c'est-à-dire dans des rassemblements spontanés, autour d'un événement spectaculaire, éphémère, hypermédiatisé, que s'exprime le mieux aujourd'hui – face à l'éclatement de la société et aux solitudes qu'il génère, face aux différences de culture et d'origine – le besoin de fusion, de recomposition d'une unité. Et c'est dans les scènes de fraternisation internationale, celle des supporteurs comme celle des croyants, à l'exception hideuse des hooligans, que, loin des attitudes de repli frileux, s'apprivoise la mondialisation.

C'est par la participation à une *même liturgie – concert* de rock, compétition sportive ou célébration religieuse – que s'exprime enfin le besoin d'une intégration : celle de jeunes beurs qui veulent s'identifier aux valeurs et aux symboles de la société d'accueil, en criant *« Allez Zidane »* et en se peignant les joues aux couleurs de la France ; celle de jeunes, plus nombreux qu'il y paraît, appelés parfois « chercheurs de Dieu » – dans la foi chrétienne, dans l'islam ou dans des spiritualités diffuses et vagues – *qui partagent*, dans la plus grande tolérance, les mêmes interrogations sur la vie et sur le monde.

A des échelles évidemment différentes, ces deux événements ont, *provisoirement et partiellement,* réconcilié la société avec elle-même, changé le regard sur la France, rétabli un climat de confiance. Mais les institutions politiques, religieuses, sportives ont du pain sur la planche si elles veulent capter à leur profit un besoin de rassemblement, de fusion et d'émotion que la mort de Diana, d'une manière encore plus spectaculaire, avait aussi mis en évidence en Angleterre et qui ira croissant avec la fin du siècle.

Les réseaux d'affinité, aux liens plus lâches, aux engagements moins durables, se portent mieux que les partis, les syndicats, les Eglises. Les formes d'adhésion sont de plus en plus modulables et fluides. *« Comment gérer des formes d'organisation nouvelles, fondées sur l'irrégularité, sur le flux et sur des pratiques non obligatoires ? »*, s'interroge Danièle Hervieu-Léger, sociologue des religions. A l'évidence, cette question ne s'adresse pas qu'aux Eglises.

Henri Tincq

RECTIFICATIF

JEUX À LA RÉUNION

Ce n'est pas le ministère de la jeunesse et des sports, mais le Comité international d'organisa*tion des Jeux* des îles de l'océan Indien, qui a opposé une fin de non-recevoir (en application de la charte des Jeux) à la demande de participation des athlètes mahorais à la cinquième édition de cette compétition, contrairement à ce que nous avions écrit dans *Le Monde* du 7 août.

PRÉCISION

SCOUTISME

Le directeur du Fonds d'action sociale (FAS), Thierry Tuot, nous demande de préciser que les propos tenus par Nourredine Boubaker, directeur de l'action sociale au FAS, dans l'entretien intitulé « On va peut-être découvrir que les jeunes aiment la règle et la discipline » (*Le Monde* du 14 août), *« n'engagent que lui-même et ne reflètent pas les positions de l'établissement »*.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le village de l'Espérance

DEVANT la porte de son chalet, le chef de chantier panse la main d'un jeune Finlandais blond. Le soleil, rare réconfort, brille dans un ciel matinal. Un portique de bois porte le nom du chantier : l'Espérance. Là, sur le territoire de la commune de Burdignin, en Haute-Savoie, s'élèvera le premier « village d'enfants » construit en France.

Sur le haut du talus, un Haïtien bronzé peine dans la terre meuble. Demi-nus, les jambes couvertes de boue, des garçons venus des quatre coins de la planète poussent des brouettes et manient la pioche et la pelle. Depuis juin, les équipes se relaient ainsi, peinant sous la pluie qui fait s'effondrer les terrassements et transperce les tentes.

La plate-forme qu'elles établissent deviendra la place du « village ». Quinze nations y auront travaillé : Albanais, Tchèques, Yougoslaves s'y sont mêlés aux Scandinaves et aux Belges. Un jeune Anglais venu de Ceylan y discutait de l'océan Indien avec un Hollandais né à Bornéo. Des Français aussi, bien sûr, certains venus en groupe : des clans routiers parisiens se sont succédé à la besogne.

L'université de New York a en*voyé son contingent de profes*seurs et d'élèves, ainsi que les écoles américaines de Fieldstone. Il a fallu abattre des arbres, extirper des souches. Tout le monde, le soir, se retrouve, rompu de fatigue, à la cantine où l'anglais le plus extraordinaire et le français le plus semé de barbarismes se croisent parmi les éclats de rire et les chants.

Jean Planchais

(24 août 1948.)

Le Monde *SUR TOUS LES SUPPORTS*

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

FINANCE Après avoir fait preuve d'une relative sérénité après la dévaluation, de fait, du rouble au début de la semaine, les investisseurs ont soudain pris peur vendredi 21 août et craignent que la déroute financière russe ne se propage à l'ensemble des marchés émergents, et notamment à l'Amérique latine. ● L'EUROPE ne peut plus ignorer les répercussions de l'effondrement financier de la Russie. Les Etats-Unis commencent à s'inquiéter de la santé chancelante des économies d'Amérique latine. ● FAIT NOUVEAU, depuis jeudi, les rumeurs d'une dévaluation imminente au Venezuela se multiplient. Par un effet d'entraînement, d'autres pays de la région, tels que le Brésil, l'Argentine et le Mexique, pourraient à leur tour être forcés de dévaluer, reproduisant le schéma de propagation de la crise asiatique *(lire aussi notre éditorial page 11).*

La crise russe finit par emporter l'ensemble des marchés boursiers

La crainte du chaos à Moscou et de la contagion de la dégringolade des marchés émergents à l'Amérique latine a provoqué une forte baisse des places boursières, vendredi 21 août. Si Wall Street a limité les dégâts (– 0,9 %), Francfort a perdu 5,4 % et Paris 3,5 %

LA JOURNÉE du vendredi 21 août laissera des traces sur les places boursières, même si Wall Street a réussi en fin de journée à limiter ses pertes. La contagion à l'ensemble des marchés émergents, et notamment à ceux d'Amérique latine, de la crise politique et financière née en Russie, au début de la semaine avec la dévaluation du rouble, a provoqué une dégringolade générale des Bourses. Les tensions internationales, après les bombardements de représailles américains au Soudan et en Afghanistan, ont aussi renforcé l'inquiétude des investisseurs. L'afflux de capitaux vers les marchés obligataires, *considérés commes des placements refuges*, s'est traduit par une nouvelle baisse historique des rendements des obligations d'Etat américaine, allemande et française.

Au plus fort de ce qui s'apparente à un mouvement de panique, *Madrid perdait plus de 7 %*, Francfort abandonnait près de 6 %, Paris près de 4 %, New York plus de 3 %, Sao Paulo 10 % et Mexico plus de 7 %. La reprise, en fin de séance, de Wall Street, qui a finalement perdu en clôture seulement 0,90 %, a permis de limiter les dégâts. La journée se solde par des baisses de 5,81 % à Madrid, 5,40 % à Francfort, 3,52 % à Paris, 3,36 % à Londres, 2,85 % à Sao Paulo et 2,45 % à Mexico.

Secousses violentes sur les places boursières le 21 août

INDICE DAX 30 DE LA BOURSE DE FRANCFORT — 5 500, 5 400, 5 300, 5 200, 5 100 — 5 190,59 — 9h 11h 13h 15h 17h

INDICE CAC 40 DE LA BOURSE DE PARIS — 4 080, 4 040, 4 000, 3 960, 3 920 — 3 943,68 — 11h 12h 13h 14h 15h 16h 17h

INDICE DOW JONES DE LA BOURSE DE NEW YORK — 8 650, 8 600, 8 550, 8 500, 8 450, 8 400, 8 350, 8 300 — 8 533,65 — 16h 17h 18h 19h 20h 21h 22h

INDICE BOVESPA DE LA BOURSE DE SAO PAULO — 7 900, 7 700, 7 500, 7 300, 7 100 — 7 763,69 — 16h 17h 18h 19h 20h 21h 22h

Vendredi 21 août, en estimant que la Banque centrale russe (BCR) *« n'a plus les moyens, ni la possibilité »* de défendre le rouble, Denis Kissiliov, le vice-président de la Banque centrale, a contribué à déclencher ce coup de tabac. Cette déclaration a été interprétée par les investisseurs comme l'aveu de l'in*capacité de la Banque centrale* à défendre sa devise au-delà des 9,5 roubles pour un dollar, la limite haute de fluctuation définie le lundi 17 août. La baisse du rouble n'ayant théoriquement plus de limite, les investisseurs ont accéléré leur retrait du marché des actions russes. Depuis le 17 août, la Bourse de Moscou n'a pratiquement pas cessé de chuter, terminant vendredi sur un nouveau recul de 5 % (29 % au total depuis le 17 août).

« Les investisseurs sont de plus en plus convaincus que les problèmes de la Russie ont toujours été de nature politique et que le chaos économique et financier n'est qu'un symptôme », explique Philip Manduca, responsable à Londres des placements de Eldon capital management *(lire page 4)*. Pas étonnant que la crise *ait rebondi* sur les principaux partenaires commerciaux de la Russie, notamment l'Allemagne.

CRAINTES ALLEMANDES

La baisse de 5,4 % de Francfort est la plus forte subie par cette place financière depuis le début de l'année. Une réunion exceptionnelle a réuni, vendredi, les représentants des banques allemandes, les plus engagées en Russie, le secrétaire d'Etat allemand aux Finances, Juergen Stark, ainsi que Helmut Schieber, membre du directoire de la Bundesbank. L'enjeu pourrait être important. Car si les banques allemandes ne recouvrent pas leurs créances en Russie, elles pourraient être indemnisées par l'Etat, via l'organisme d'assurance-crédit Hermes. Or, ces dépenses supplémentaires pourraient déséquilibrer le budget de l'Etat allemand, voire faire passer le déficit budgétaire au-dessus du maximum autorisé par les critères de convergence européens de Maastricht.

Si les marchés européens ont vécu au rythme des soubresauts russes, ceux d'Amérique du Nord se sont inquiétés de la dégradation de la situation en Amérique latine, le traditionnel précarré de l'économie américaine. Le Venezuela est le point faible de cette région. Comme en Russie, l'économie de ce pays dépend largement des recettes pétrolières (plus de la moitié du budget de l'Etat). Or, la chute de plus de 30 % des cours du pétrole a remis en cause les grands équilibres économiques du pays. Du coup, la défense du bolivar (la devise nationale) devient de plus en plus difficile, malgré les interventions répétées de la Banque centrale et l'augmentation des taux d'intérêt.

Selon la banque américaine Goldman Sachs, la dévaluation de la devise vénézuélienne *« n'est qu'une question de temps »*. Cette perspective a effrayé les investisseurs qui se souviennent des conséquences de la crise financière en Amérique latine déclenchée, en 1994, par l'effondrement du peso mexicain. Ils ont donc tenté promptement de fuir les marchés de la région. L'extension de la crise en Amérique latine menacerait directement l'économie des Etats-Unis.

INQUIÉTUDES AMÉRICAINES

Jusqu'à présent, ce pays a tenté de minimiser les conséquences de la crise asiatique et a pratiquement ignoré les troubles en Russie. Mais l'Amérique latine est plus proche et elle représente le débouché naturel des industriels américains : 20 % du commerce des Etats-Unis et 6 % du profit net des entreprises américaines. La dévaluation des devises sud-américaines réduirait leurs exportations, assombrissant encore plus les perspectives bénéficiaires des entreprises américaines.

Après les retraits d'Asie, de Russie et d'Europe centrale, les capitaux internationaux pourraient également quitter l'Amérique latine pour trouver refuge sur les marchés obligataires occidentaux. Cela explique la santé insolente de ces derniers. Le rendement des bons du Trésor américain à 30 ans a touché un nouveau plancher. A 5,44 %, les taux à long terme sont, depuis vendredi 21 août, inférieurs au taux au jour le jour. Le risque pris par les investisseurs à long terme est donc moins bien rémunéré que celui pris à très court terme. Les marchés obligataires européens ont également bénéficié de cette recherche de sécurité. A Francfort, le taux des *obligations* d'Etat à 10 ans (Bund) a brusquement reflué à 4,24 %. Convergence des taux européens oblige, les rendements des emprunts d'Etat français à 10 ans ont également touché un plus bas historique, à 4,38 %.

Paradoxalement, la modicité des taux d'intérêt constitue un solide soutien pour les marchés d'actions occidentaux. *« La croissance de l'économie américaine est deux fois plus sensible au niveau des taux d'intérêt qu'à celui de leurs exportations »*, estime Thomas Galvin, responsable de l'investissement dans la banque américaine Donaldson, Lufkin, Jenrette. Les marchés d'actions américains et européens sont donc constamment tiraillés entre deux sentiments contraires. D'un côté, ils craignent de voir les résultats des sociétés amputés par les crises dans les pays émergents. De l'autre, ils se réjouissent du fait que ces mêmes entreprises bénéficent d'un très faible coût de l'argent. Conséquence, depuis le début de l'été, les marchés d'actions alternent les séances d'euphorie et de déprime.

Eric Leser et Enguérand Renault

Le FMI manque de ressources

Le Fonds monétaire international (FMI) a-t-il encore les moyens de se porter au secours d'un pays d'Amérique latine en difficulté ? Le prêteur en dernier ressort de la planète n'est pas dans une situation financière florissante. Après avoir organisé au cours des derniers mois des prêts par la communauté internationale de 60 milliards de dollars à la Corée (21 milliards pour le FMI), de 50 milliards à l'Indonésie (10 milliards apportés par le FMI), et de 20 milliards à la Thaïlande (dont 4 milliards du FMI), il n'a pas pu amener plus de 22,5 milliards à la Russie, dont 11,2 milliards de sa poche, sachant qu'il avait déjà prêté 18 milliards à Moscou.

Les ressources du FMI sont limitées et ne dépasseraient pas aujourd'hui 15 milliards de dollars. Ces ressources proviennent des quotes-parts versées par les 182 Etats qui en sont membres et qui disposent de droits de vote directement proportionnels à leurs apports. Les Etats-Unis dominent largement avec 18 % des droits de vote. A l'automne dernier, une augmentation de 45 % des ressources du FMI a bien été décidée, mais le Congrès de Washington refuse de payer.

L'Amérique latine a connu quelques heures de panique

UN MOUVEMENT de panique s'est emparé un temps des marchés financiers d'Amérique latine, vendredi 21 août, les investisseurs craignant que les crises financières en Asie et en Russie ne se propagent au continent américain. Les Bourses latino-américaines ont été prises de panique, vendredi, en début de matinée, atteignant leurs niveaux les plus bas, mais ont fini par se calmer dans l'après-midi, dans le sillage de la reprise de Wall Street.

Sao Paulo, la plus grande place financière de la région, a vécu une séance infernale, l'indice Bovespa perdant plus de 10 % à la mi-journée, ce qui a entraîné une suspension de séance de trente minutes. Elle a par la suite réduit progressivement ses pertes pour finir à – 2,85 %. La veille, le Bovespa avait perdu 6,43 % et depuis le début du mois, l'indice a abandonné 28 %.

La Bourse de Mexico a aussi réussi à se reprendre vendredi et n'a finalement cédé que 2,45 %. Buenos Aires n'a pas pu éviter la débâcle, son indice plongeant de 7,8 %. Santiago a pour sa part chuté de 2,70 %. Les autres places financières d'Amérique latine n'ont pas été épargnées : Caracas a perdu 8,4 %, Bogota 3,4 % et Lima 3,9 %. *« En dépit de cette récupération in extremis, le sentiment existe que la crise financière peut s'étendre en Amérique latine »*, souligne un analyste.

EFFET D'ENTRAÎNEMENT

Les investisseurs craignent aujourd'hui que le schéma de la crise en Asie et en Russie ne se reproduise en Amérique latine. Depuis jeudi, les rumeurs d'une dévaluation imminente au Venezuela se multiplient. Comme en Asie, il y a un an, et par un effet d'entraînement, d'autres pays de la région, tels que le Brésil, pourraient à leur tour être forcés de dévaluer. Vendredi, le Venezuela a annoncé qu'il maintiendrait son système de changes, mais permettrait au bolivar de fluctuer plus librement dans une marge déterminée. Sur le marché des changes, les secousses ont été aussi assez violentes, Si le real brésilien a fait preuve de résistance, le peso mexicain a été aussi attaqué, perdant 4,82 % de sa valeur face au dollar. Sur le marché interbancaire, il se négociait en clôture à 9,79 pesos pour un dollar, contre 9,34 pesos la veille. La banque de Mexico est intervenue sur le marché à hauteur de 200 millions de dollars. Elle a, par ailleurs, annoncé une hausse du taux directeur à 27 % contre 22 % auparavant. Le président mexicain Ernesto Zedillo a appelé les marchés *« à la sérénité et à la confiance »* pour éviter une poursuite de la débâcle. Par ailleurs, les autorités monétaires argentines ont assuré de nouveau qu'elles n'avaient pas l'intention de dévaluer le peso, lié à un système de parité fixe avec le dollar.

Semaine sombre pour le rouble et la Bourse de Moscou

L'UNE DES SEMAINES les plus noires de la jeune histoire des marchés financiers russes s'est terminée, vendredi 21 août, sur une nouvelle dégringolade, répandant un *« vent mauvais »* sur toutes les autres places financières. La Bourse de Moscou a continué sa descente inexorable, perdant 5,56 % en clôture. L'indice RTS s'est inscrit à 81,76 points, son plus bas niveau depuis avril 1996, *lorsque la réélection de Boris Eltsine* était incertaine. Les valeurs russes ont perdu 80 % depuis le début de l'année, dont 29 % depuis le 17 août, jour où le gouvernement, sous la pression des marchés, a décidé d'abaisser le cours plancher du rouble de 7,1 à 9,5 pour 1 dollar.

La devise russe a passé, vendredi, la barre des 7 roubles pour 1 dollar au cours des échanges interbancaires, perdant plus de 10 % de sa valeur depuis le début de la semaine. Dans les points de change à Moscou, le billet vert est déjà vendu à plus de 8 roubles.

La Banque centrale russe *« n'a plus les moyens ni la possibilité »* de défendre le cours du rouble, qui *« dépendra de l'offre et de la demande de devises sur le marché »*, a averti, vendredi, le vice-président de l'Institut d'émission, Denis Kisseliov. L'institut d'émission a reconnu cette semaine avoir dépensé tout l'argent, soit 3,8 milliards de dollars, qui avait été mis à sa disposition fin juillet par le Fonds monétaire international (FMI) pour défendre la devise russe.

« MORT CLINIQUE »

Sur le marché boursier, en état de quasi-*« mort clinique »* avec des volumes d'échanges tombés, vendredi, à 4,19 millions de dollars, les seules opérations sont des ventes auxquelles les opérateurs sont obligés de procéder pour se procurer des liquidités. *« Il ne se passe absolument rien, c'est la journée la plus calme de l'année »*, a commenté Gary Kinsey, courtier de la maison Brunswick Warburg. *« Les marchés sont actuellement très attentifs pour tenter de deviner si on va vers une stabilisation de la situation ou un effondrement total, c'est-à-dire une dévaluation incontrôlée du rouble, une ruée sur les achats de dollars et l'instabilité politique »*, explique Denis Rodionov, un autre expert de cette banque d'affaires.

A plus court terme, les milieux financiers attendent avec anxiété de connaître les termes de la restructuration de la dette intérieure russe en roubles (l'équivalent de 40 milliards de dollars environ) qui doivent être annoncés lundi. Les remboursements de cette dette, principalement constituée de bons du Trésor, *sont gelés depuis le* 17 août dans l'attente de sa restructuration, et les non-résidents, qui en détiennent 7 milliards, craignent d'être floués.



La débâcle russe pousse les capitaux vers les obligations européennes

Après les devises des pays d'Asie du Sud-Est, le rouble a été dévalué. C'est maintenant au tour des monnaies des pays d'Amérique latine d'entrer dans la tourmente. Seuls les marchés obligataires occidentaux affichent une santé insolente

La crise asiatique gagne inexorablement du terrain. Et, à chaque nouveau craquement, les investisseurs occidentaux tentent d'en minimiser les conséquences. Ainsi, après un mouvement de panique dû à la dévaluation du rouble et à la suspension du remboursement de la dette intérieure, les marchés d'actions et de taux européens sont repartis de l'avant. Mais vendredi 21 août, alors que le système politique russe était ébranlé, les marchés ont subitement pris conscience de l'ampleur de la déroute. L'étau se resserre. Les uns après les autres, les anciens eldorados de la finance internationale s'effondrent. Les craintes se reportent désormais sur les pays d'Amérique latine, dont les monnaies sont chancelantes. Le rétrécissement de la sphère financière mondiale réoriente les flux de capitaux en direction des seuls marchés américains et européens. Les taux d'intérêt de ces pays ont subitement accéléré le mouvement de détente.

EN DÉPIT des engagements officiels assénés la semaine précédente, la Russie n'a pu empêcher l'inévitable. Les réserves de la banque centrale russe étant tombées à 15,1 milliards de dollars, le gouvernement de Serguei Kirienko a décidé, lundi 17 août, d'abandonner la défense du rouble.

L'élargissement de la borne haute de la bande de fluctuation du rouble vis-à-vis du billet vert à 9,5 dollars revient à une dévaluation potentielle de 50 %. Et, dans le même temps, Moscou a imposé un moratoire de 90 jours sur sa dette intérieure de 50 milliards de dollars dont près d'un tiers est détenu par des investisseurs étrangers. Les autorités russes ont été incapables de présenter rapidement un plan de restructuration de la dette intérieure. Les remboursements des intérêts et du capital des GKO (emprunts d'Etat russe) sont gelés depuis le lundi 17 août et un plan de restructuration ne sera annoncé qu'en début de semaine prochaine.

Les banques étrangères, qui détiennent 17 milliards de dollars de *dettes russes, attendent* avec circonspection les modalités de l'étalement sur trois à cinq ans des emprunts venant à échéance à court terme. Vendredi 21 août, la débâcle financière s'est doublée d'une tempête politique. La Douma (chambre basse du Parlement) a voté une résolution visant à destituer le président russe Boris Eltsine.

Les bunds sous les 4,30 %

TAUX DES OBLIGATIONS D'ETAT ALLEMANDES À DIX ANS

en %

5,60 · 5,40 · 5,20 · 5,00 · 4,80 · 4,60 · 4,40 · 4,20

4,24

J F M A M J J A

1998

La crise en Asie et en Russie a provoqué des achats massifs d'obligations allemandes, considérées comme des valeurs refuges.

Lors de cette cession, Alexandre *Chokhine, le leader du parti* progouvernemental, a également souhaité que le premier ministre, Serguei Kirienko, et le président de la banque centrale russe, Serguei Doubinine, présentent leur démission. La confusion a poussé certains responsables russes à un appel *désespéré* au civisme de la population russe. Mardi 19 août, Serguei Egorov, le président de l'Association des banques russes, a *rappelé, lors d'une conférence de* presse, que la population russe détient 80 milliards de dollars et que, *si* ces sommes rentraient dans le circuit bancaire, elles soulageraient le système financier.

Mais les particuliers n'ont aucune intention de venir à la rescousse d'un Etat chancelant. Au contraire, ils se sont précipités pour échanger leurs roubles contre des dollars à un cours proche de 9 à 9,5 roubles, loin du niveau du change officiel, tombé à 7 roubles, soit une baisse de 11 % en une semaine.

CONTRER LES SPÉCULATEURS

Si le front russe a craqué, celui d'Asie a mieux résisté. Vendredi 21 août, Li Fuxiang, le vice-directeur de l'administration des changes chinois, a réaffirmé que la Chine n'avait pas besoin de dévaluer le yuan car la Chine dispose d'un grand potentiel en matière d'exportations et que ses réserves de changes (estimées à 140 *milliards de dollars) sont* importantes.

Dans le même temps, le chef de l'exécutif de Hongkong, Tung Chee Hwa, a sévèrement mis en garde les spéculateurs qui attaquent le dollar de Hongkong. Cette monnaie arrimée au dollar depuis 1983 par un lien fixe (le peg) est attaquée depuis quelques mois. *Jusqu'à présent, les autorités du* territoire ont contenu la spéculation en augmentant les taux d'intérêt. *Depuis le 13 août, elles ont* contre-attaqué en achetant pour 1 milliard de dollars d'actions sur *le marché de Hongkong, faisant* rebondir l'indice Hang Seng de 13 %.

Cette manœuvre est destinée à contrer les spéculateurs, qui ont vendu à découvert des actions libellées en dollars de Hongkong, pour faire chuter la devise. En faisant remonter les cours des titres, les autorités de Hongkong ont ainsi forcé les spéculateurs à racheter précipitamment leurs titres, et donc des devises. Mais la position des *autorités de Hongkong* a été fragilisée par l'officialisation de l'entrée en récession du territoire après deux trimestres consécutifs *de recul de l'activité.*

La crainte d'une intervention de la banque centrale du Japon a également redonné de la vigueur au yen. La mise en garde du directeur général du ministère des finances Haruhiko Kuroda, qui a estimé que *« la faiblesse du yen et la force du dollar doivent être corrigées et seront corrigées »*, a refroidi les ardeurs des cambistes.

Puis l'annonce de la prochaine recontre du vice-ministre des finances chargé des affaires internationales, Eisuke Sakakibara, et de son homologue américain au Trésor, Timothy Geithner, a crédibilisé la volonté des deux pays d'intervenir sur le marché des changes. Résultat, en une semaine, le dollar a reflué de 146 à 142,80 yens, niveau atteint le jeudi 20 août.

Toutefois, vendredi 21 août, le dollar a retrouvé de la vigueur, à 144,45 yens, prouvant les limites d'un tel système de défense.

Chaque nouvelle crise financière renforce le statut de valeur refuge des emprunts d'Etat américains et européens. L'appétit des investisseurs pour ces actifs ne se dément pas et l'afflux de capitaux accroît la pression à la baisse des rendements. Les seuils psychologiques de 4,50 % ont été largement enfoncés tant sur les bunds (obligations de l'Etat allemand à 10 ans) que sur les OAT (obligations assimilables au Trésor français).

Des niveaux planchers historiques sont atteints tous les jours. *Vendredi, les taux à long terme* allemands s'établissaient à 4,23 % et ceux français à 4,38 %. Aux Etats-Unis, les opérateurs, rassurés par le maintien des taux directeurs de la Réserve fédérale après la publication de l'indice des prix à la consommation en hausse de seulement 0,2 % en juillet, ont poussé le taux des bons du Trésor à 30 ans à 5,44 %. Il sont, pour la première fois depuis janvier 1990, inférieurs au taux de la Réserve fédérale pour les prêts au jour le jour.

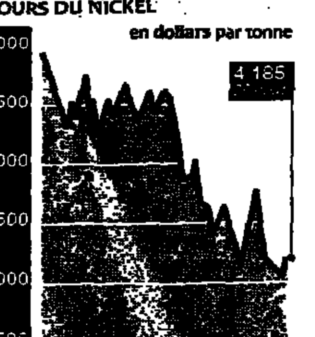
Enguérand Renault

Les emprunts d'Etat, valeurs refuges

Vendredi 21 août, la forte baisse enregistrée sur le marché des actions européen a déplacé des sommes importantes vers les marchés obligataires européens. Devant l'affluence des capitaux, le rendement des emprunts d'Etat français à 10 ans (OAT) s'est détendu de 0,102 point pour atteindre 4,379 %, un nouveau record historique. Sur le Matif (marché à terme des instruments de taux), le contrat notionnel, qui évolue dans le sens inverse du rendement, a bondi de 98 centièmes, à 108,30 points. Le volume d'activité s'est brusquement gonflé à 167 507 lots contre une moyenne mensuelle de 75 000 lots au mois de juillet. A Francfort, le marché obligataire allemand a connu le même engouement. Le rendement des emprunts d'Etat à 10 ans (Bund) a baissé de 0,098 point, à 4,236 %. Sur le marché à terme (Eurex Deutschland), le contrat Bund a gagné 100 centièmes, à 113 points, dans un volume très étoffé de 801 343 lots.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le plongeon du nickel



LA DÉVALUATION de la devise russe, intervenue lundi 17 août, a fait plonger le cours de la tonne de nickel sur le marché du London Metal Exchange (LME) à 4 050 dollars la tonne ou 2,02 dollars la livre, son plus bas niveau depuis le 12 janvier 1988. Cet événement a définitivement *ruiné tous les espoirs de redres*sement des cours d'un métal qui a déjà abandonné 43 % de sa valeur depuis le 29 septembre 1997.

Les négociants redoutent que les producteurs russes (les premiers mondiaux) ne soient tentés d'accroître leurs exportations pour se procurer des devises fortes. Elles avaient déjà progressé de 30 % en 1997, pour atteindre 223 400 tonnes. *Or l'arrivée massive du nickel russe avait* contribué à déséquilibrer le marché. En 1997, la production mondiale a représenté près de 950 000 tonnes pour une consommation qui ne s'est élevée qu'à 930 000 tonnes. Mardi 19 août, le *porte-parole de* Norilsk Nickel, le premier producteur russe, a tenté de rassurer le marché en affirmant qu'il entendait plutôt accroître ses ventes sur son marché intérieur. Mais cette déclaration n'a pas convaincu les négociants, qui estiment que Norilsk Nickel aura bien du mal à trouver de nouveaux clients en Russie.

Les opérateurs craignent que la possible augmentation des exportations russes soit concomitante *avec la baisse de la* demande mondiale. Au premier semestre 1998, la croissance de la demande en Europe a permis de compenser le recul de celle d'Asie. Mais aujourd'hui la situation pourrait s'aggraver. La demande de nickel (métal principalement employé pour la réalisation d'aciers inoxydables) est ralentie par la baisse des *commandes en provenance des* sidérurgistes asiatiques. Les sidérurgistes nippons, les premiers acheteurs mondiaux de nickel, sont pénalisés par la chute du yen face au dollar. Selon une étude récente du Japan Iron and Steel Federation, la production japonaise d'acier pourrait être la plus faible depuis vingt-sept ans. En avril, la production japonaise était déjà inférieure de 8 % à celle de janvier.

E. R.

Marché international des capitaux : référence allemande ou française ?

LES INVESTISSEURS n'ont d'yeux que pour les placements les plus sûrs, les fonds d'Etat des grands pays occidentaux dont les prix se sont envolés ces derniers jours, faisant chuter les rendements. A la veille du week-end les obligations de dix ans du Trésor américain rapportaient moins de 5,25 %, et celles du Trésor allemand moins de 4,25 %. *Evoluant en sens inverse, les cours des titres* internationaux des pays dont le crédit est discuté ont continué de s'effondrer. Les obligations internationales de la Russie venant à échéance en 2004 procuraient vendredi plus de 30 %.

De façon infiniment moins prononcée, l'écart a continué de se creuser entre les *valeurs de premier plan.* Les titres des établissements publics n'ont suivi qu'à distance les fonds d'Etat dont les plus recherchés en Europe *ont été ceux que l'Allemagne a émis* en juillet pour une durée de dix ans. D'aucuns se sont hâtés de voir dans cette évolution la confirmation de la prééminence des titres du gouvernement allemand qui, l'an prochain, pourraient donner le ton sur notre continent. La question de savoir quel pays servira de guide aux autres sur le marché commun des capitaux est en fait très délicate et ses implications politiques sont si prononcées qu'il est difficile d'y répondre actuellement. *L'Allemagne a certes des atouts indé*niables qui lui permettraient de jouer ce rôle, mais la France peut également y prétendre.

Quoi qu'il en soit il convient de mentionner que la préférence dont bénéficient sur le plan international les titres à dix ans du gouvernement allemand s'explique en partie par des éléments techniques. Parmi ceux-ci il en est un qui tient tout simplement au niveau du taux d'intérêt du dernier emprunt d'Etat allemand. Ce taux, de 4,75 %, est le plus faible de toutes les obligations des Trésors européens des pays qui auront accès à l'euro. *Comme le soulignent les experts de la* banque américaine Merrill Lynch, la perspective d'une harmonisation du niveau des retenues à la source sur les revenus des placements de capitaux en Europe a provoqué une ruée sur les titres munis de bas coupons. Par comparaison les obligations du Trésor français dont l'échéance est la plus proche sont *munies de coupons d'intérêt de 8,5 % l'an.*

Dans ce contexte deux des dernières émissions en écu sont révélatrices des efforts dé*ployés actuellement par les principaux em*prunteurs autres que les Etats, pour réserver leur place sur le marché commun des capitaux. Dès le début de l'année lorsque l'écu aura disparu, les deux emprunts seront libellés en euros, véritable monnaie qui se substituera à l'unité de compte actuelle, au taux de un pour un. Pour l'heure les rendements que procurent ces deux affaires sont mesurés à l'aune des obligations du Trésor français en écus. En fait, les durées de plus de dix ans *dans les deux cas ne permettent pas de* comparaisons directes et la mesure est prise à partir d'une interpolation des rendements des fonds d'Etat. *C'est une façon habituelle* de procéder et normalement on continue par la suite d'évaluer les performances des transactions à partir de la même base, théorique, qui a servi lors de leur lancement.

Il est toutefois possible que dans les deux cas qui nous intéressent on change de base *l'année prochaine,* quand il restera exactement dix ans à courir, respectivement les 4 janvier et 25 avril. Ces deux dates sont *celles auxquelles l'Allemagne et la France* contractent de nouveaux emprunts de dix ans. Il ne surprendra personne que le débiteur dont l'émission viendra à échéance le 4 janvier 2009 soit allemand (DSL, qui a levé 1 milliard d'écus par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de Warburg Dillon Read qui fait partie du groupe suisse UBS), et que celui dont l'emprunt prendra fin le 25 avril 2009 soit français (le Crédit local, dont l'emprunt de 500 millions d'écus est placé sous la *direction de Nomura, une banque japonaise,* et de la Société générale).

Ces transactions ont le mérite d'exposer au grand jour le problème des références du futur marché commun des capitaux. Présentement, dans leur très grande majorité, les emprunteurs qui libellent leurs nouvelles opérations en écus/euros prennent comme repères les titres du Trésor français qui luimême est le principal émetteur d'obligations en écus. L'Allemagne ne lève de fonds que *dans sa propre monnaie, mais l'an prochain,* toutes ses nouvelles transactions, comme celles de la France, seront en euros.

Christophe Vetter

Plongeon des marchés d'actions en fin de semaine

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↗ + 1,15%	↗ + 1,29%	↘ – 1,28%	↗ + 0,40%	↘ – 5,17%
15 298,20 points	8 533,65 points	3 943,68 points	5 477 points	5 190,59 points

LES GAINS enregistrés par la plupart des Bourses occidentales au milieu de la semaine ont presque tous été annihilés par les fortes baisses à la veille du week-end. La rechute du yen, la dévaluation du rouble, la décision du gouvernement russe de suspendre pendant 90 jours le paiement de certaines créances commerciales contractées par les banques russes à l'étranger et de geler le marché des bons du Trésor et surtout les déclarations du vice-président de la Banque centrale de Russie, Serguei *Alexachenko, selon* lesquelles de nombreuses banques ne pourront honorer leurs engagements extérieurs, ont jeté un *froid* sur l'ensemble des marchés. Une vague de suspicion a touché particulièrement les marchés émergents d'Amérique du Sud.

Les Bourses de la région ont connu une journée noire jeudi 20 août. La Bourse de Sao Paulo a plongé de 6,4 %, entraînant dans son sillage celle de Buenos Aires, qui a perdu 6,14 %, et le marché mexicain, qui reculait de 2,93 %. A Caracas, la chute atteignait même 9,51 %, accélérée par les *rumeurs de dévaluation du* bolivar. Vendredi, la situation s'est aggravée avec, notamment, une baisse de 2,85 % de la Bourse brésilienne et de 3,4 % du marché vénézuélien.

En Europe, toutes les places boursières ont affiché des pertes d'une semaine à l'autre. Seule la Bourse de Londres est parvenue à enregistrer un léger gain malgré un recul de l'indice Footsie de 3,36 % à la veille du week-end. Sur le Vieux Continent, le mouvement de baisse a été parti*culièrement marqué à Madrid.* L'indice IBEX a chuté de 5,81 % en une seule séance. Les poids lourds de la cote madrilène sont en effet très engagés en Amérique latine. Les titres de Telefonica, Banco Bilbao Vizcaya et Banco Santander ont perdu respectivement 6,69 %, 8,53 % et 9,88 %.

*A Francfort, c'est le développe*ment de la crise financière russe qui a provoqué la plus forte baisse de l'indice DAX depuis la violente correction d'octobre 1997. Vendredi, l'in*dice DAX a cédé jusqu'à plus de 6 %* pour terminer en recul de 5,40 %, entraîné par l'effondrement des valeurs *financières. Les banques allemandes* sont en effet les premières créancières de la Russie. Témoin de la gravité de la situation, une réunion sur la crise financière russe avec le secrétaire d'Etat allemand aux finances, Jürgen Stark, ainsi que Helmut Schieber, membre du directoire de la Bundesbank et des représentants des principaux établissements bancaires allemands, s'est tenue dans les lo*caux de la Deutsche Bank à Franc*fort.

BONNES DISPOSITIONS

Le titre Allianz a figuré parmi les plus fortes baisses de la séance, avec un recul de plus de 10 %. L'assureur détient une grande partie du capital de Hermes, *l'organisme qui est char*gé de garantir l'immense majorité des prêts concentis à la Russie par les banques allemandes.

La Bourse de Paris a relativement *mieux résisté à la tourmente en pro*venance de Russie et d'Amérique latine que ses consœurs allemande et *espagnole. Sur une semaine, le recul* se monte à 1,28 %. Lundi, le marché parisien a mal réagi à l'annonce de la dévaluation du rouble. Cependant, l'indice CAC 40 s'est redressé de 3,50 % le lendemain. Il a profité, comme l'ensemble des places boursières, de l'aveu par M. Clinton d'une relation *« déplacée »* avec Monica Lewinsky. Cette confession a rassuré les marchés sur les conséquences *éventuelles* de cette affaire. Mais, mercredi, la Bourse de Paris revenait déjà sur ses bonnes dispositions et la morosité *s'est accentuée jeudi.* Vendredi, le recul du CAC 40 a atteint 3,52 % à la clôture.

Les actions des sociétés comme Accor ou Carrefour, présentes en *Amérique latine, ont été très atta*quées. Le titre du leader de la distribution en France, qui réalise un tiers de ses résultats dans la région, a perdu 5,4 %. Les valeurs bancaires qui avaient profité en milieu de semaine d'une étude positive de Goldmann Sachs, ont, pour leur part, perdu du *terrain suite aux développements de* la crise financière en Russie. Vendredi, le certificat d'investisissement du Crédit lyonnais et l'action BNP ont cédé respectivement 6,6 % et 5,5 %.

A Wall Street, les prises de bénéfices ont dominé largement la semaine avant même que les mauvaises nouvelles en provenance de Russie et d'Amérique latine ne fassent plonger l'indice Dow Jones de 0,90 % vendredi. Le secteur des valeurs technologiques a été particulièrement affecté. Les bons résultats trimestriels *surprises de Dell* Computers ne sont pas parvenus à gommer les craintes des investisseurs. Ces derniers redoutent que la crise asiatique affecte durement ce *secteur. LSI Logic et Analog Devices,* deux grands constructeurs de puces électroniques, ont déjà annoncé que leurs ventes dans la région étaient en baisse.

La Bourse de Tokyo *a été relative*ment épargnée par la tempête qui a soufflé sur les marchés financiers *vendredi. Le marché nippon, qui a* fermé tôt dans la matinée, n'a pas été perturbé par la baisse du yen, surtout *sensible sur les marchés de change* européens. Au contraire, après être tombé lundi pour la première fois en deux mois sous le niveau critique des 15 000 points, l'indice Nikkei s'est redressé alors que le yen reprenait des couleurs. Jeudi et vendredi, la Bourse japonaise a terminé en légère baisse dans le sillage de Wall Street et à la suite de la mise en faillite de la maison de négoce Okura. Cependant, les rumeurs, confirmées après la clôture de la Bourse, d'une intervention du gouvernement pour sauver la Long-Term Credit Bank of Japan ont limité le recul du Nikkei.

Joël Morio

SPORTS Les Britanniques Doug Walker, Doug Turner et Julian Golding ont réalisé *un triplé dans* l'épreuve du 200 m, lors des championnats d'Europe d'athlétisme, à Budapest, vendredi 21 août. Ils affirment ainsi la suprématie sur le sprint masculin *de leur nation, qui avait déjà* réalisé un doublé lors du 100 mètres messieurs. ● LE RETOUR d'Irina Privalova est bien réel. Après sa médaille d'argent dans le 100 mètres, la Russe, *qui avait été blessée l'an passé, s'est* imposée dans le 200 mètres. ● L'ABSENCE de Marie-José Pérec a profité à l'Allemande Grit Breuer (400 mètres), qui voit sa carrière recommencer après une suspension de trois ans pour dopage. Le Polonais Artur Partyka, vice-champion olympique et vice-champion du monde du saut en hauteur, s'est adjugé l'or. ● LE PREMIER TITRE européen à la perche féminine, nouvelle épreuve, est revenu à l'Ukrainienne Anzhela Balakhonova.

Les sprinteurs britanniques, seigneurs des pistes à Budapest

Après avoir réussi un doublé sur 100 m mercredi, les coureurs du Royaume-Uni se sont offert un triplé sur 200 m et le titre sur 400 m, vendredi 21 août, lors de la quatrième journée des championnats d'Europe d'athlétisme

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

L'athlétisme semble ne plus guère se soucier des vieilles traditions. Même sur le sol britannique, où il a pourtant été codifié, à défaut d'y avoir été inventé. Vendredi 21 août, les amateurs rassemblés au Nepstadion de Budapest ont passé le plus clair de leur temps à compter sans impatience les exploits des coureurs anglais et écossais. Ils en ont vu trois se disputer la victoire sur 200 m avec le plus profond désintérêt de leurs suivants, comme s'ils étaient seuls sur la piste.

Puis les spectateurs ont porté leurs regards sur la finale du 400 m et apprécié l'élégance du vainqueur, lui aussi anglais, avant de l'entendre expliquer qu'il craignait comme la peste le retour de l'un de ses compatriotes.

Pourtant, les héros de la soirée ne ressemblent que de loin à l'image traditionnelle de l'athlète britannique. Ils n'en ont pas l'allure. Et moins encore l'histoire. Premier exemple : Doug Walker. Court sur pattes, les épaules larges et la peau claire, cet Ecossais élevé près d'Edimbourg a traversé l'adolescence en ignorant tout des règles de l'athlétisme. Il jouait au rugby, où sa vitesse naturelle faisait merveille au poste de trois-quarts aile. Sélectionné plusieurs fois dans l'équipe nationale scolaire, il caressait le ballon et s'en disait réjoui. Jusqu'au jour où une blessure à la cheville a brisé net sa carrière de rugbyman. *« J'avais dix-neuf ans*, se souvient-il. *Je me suis mis à la course à pied. »*

L'idée n'est pas sotte. Doug Walker apprend vite et progresse rapidement. L'an passé, il achève la saison avec un record à 20 s 49 au 200 m. En Ecosse, la presse devine en lui le nouvel Alan Wells, champion olympique du 100 m en 1980. La comparaison le flatte, mais le jeune homme avoue mal se souvenir de son glorieux aîné, *« J'étais trop jeune. »*

Cette année, il fait mieux encore. Un chrono à 20 s 35, une victoire en Coupe d'Europe et, surtout, un temps sur 300 m (31 s 58) égal au centième près au record de l'Américain Michael Johnson sur cette distance.

La suite ? Brillante. A Budapest, Doug Walker s'offre un premier titre européen avec la maîtrise d'un vieux sage de la piste. Il l'emporte devant deux autres Britanniques, Doug Turner et Julian Golding. Puis il répond d'un immense éclat de rire aux premières questions des journalistes, enveloppé dans un drapeau écossais. *« J'avais l'impression de disputer un championnat national*, plaisante-t-il. *Nous étions entre nous, c'était plutôt rassurant. »* Jusque-là, le dernier triplé de la Grande-Bretagne aux championnats d'Europe remontait à 1986. Sebastian Coe, Steve Cram et Tom McKean avaient raflé les trois médailles du 800 m. L'Angleterre ne jurait alors que par ses coureurs de demi-fond. Une autre époque.

Autre vainqueur de la soirée, même profil : Iwan Thomas. Les cheveux courts et blonds, la peau piquée de taches de rousseur, ce grand *gaillard né dans la banlieue de* Cambridge a, lui aussi, découvert l'athlétisme sur le tard. Adolescent, il passait le plus clair de ses journées à s'exercer au vélo-cross. A dix-sept ans, il envisageait même le plus sérieusement du monde d'en faire son métier. On le prenait pour un fou, il répondait à peine. Et avançait comme argument son rang de quatrième sur le circuit européen.

Puis l'idée l'a quitté. Depuis, le jeune homme n'a plus perdu de temps en route. Il a choisi comme entraîneur le meilleur du pays, Mike Smith, un sorcier du tour de piste connu des spécialistes pour avoir guidé les premiers pas de Roger Black, double champion d'Europe du 400 m. *« Je lui dois mon succès*, a déclaré Iwan Thomas sitôt l'arrivée franchie. *Il a été formidable. »*

Vendredi 21 août 1998, Doug Walker et Iwan Thomas se sont croisés plusieurs fois sur la piste du Nepstadion. Le premier en finissait tout juste de son long tour d'honneur au moment où le second fermait doucement les yeux, sur la ligne de départ du 400 m.

Ils se sont ensuite succédé face aux caméras de télévision. Et ils le feront encore, avant la fin des championnats d'Europe, à l'occasion des relais 4 × 100 m et 4 × 400 m. L'athlétisme britannique n'a sûrement pas fini de les voir. Mais il ne semble pas s'en plaindre, même si deux coureurs ne sauront jamais lui renvoyer l'image de son glorieux passé.

Alain Mercier

Le retour de « la tsarine »

200 mètres *d'une foulée parfaite*, et Irina Privalova a laissé *dans son* sillage l'Ukrainienne Zhanna Pintusevitch. Deuxième du 100 mètres, mercredi, derrière Christine Arron, la Russe est devenue championne d'Europe du 200 mètres, vendredi. Pourtant, Privalova, l'une des reines du sprint, avait été absente des pistes en 1997, victime d'une rupture du grand ischion. Celle que l'on surnomme « la tsarine » avait failli être perdue pour l'athlétisme, avant de rencontrer un médecin qui l'a opérée avec succès. En Hongrie, Privalova voulait juste se janger. La double médaillée parle maintenant de *« former un duo »* avec Christine Arron pour faire échec à l'Américaine Marion Jones dans le sprint.

La longue attente de Grit Breuer

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Grit Breuer n'est pas de ces athlètes qui considèrent un titre européen comme une broutille. A vingt-six ans, dont trois de suspension pour dopage purgés de 1992 à 1995, elle trouve toutes les médailles bonnes à prendre. Elles lui ont tant manqué, elle à qui la gloire a été si *tôt promise. Vendredi 21 août*, à l'annonce de son nom, l'Allemande a bondi sur la première marche du podium du 400 m avec le poing serré, comme une enfant trop longtemps privée d'attention. Puis elle a laissé deux grosses larmes rouler sur son sourire.

« J'ai pensé au départ que l'or serait pour moi, a-t-elle dit, *mais ça a été dur. J'étais très fatiguée dans les cinquante derniers mètres et le doute m'a envahi. Ma force, c'est de courir en moins de 50 secondes* (49 s 93). » Cette « force », elle l'affichait dès 1990, à dix-huit ans à peine, quand elle était devenue championne d'Europe senior. Elle avait décidé d'ignorer les championnats d'Europe et du monde des juniors, chez qui elle s'ennuyait, survolant le tour de piste. Seule Marie-José Pérec l'arrêta au mondial de Tokyo, en 1991.

La trop belle histoire tourne court l'année suivante, après un stage en Afrique du Sud. Avec sa camarade du SC Neubrandenbourg, Katrin Krabbe, championne du monde du 100 m (1991), elle est accusée d'avoir trafiqué ses échan*tillons d'urine lors d'un contrôle* antidopage inopiné. La Fédération allemande d'athlétisme (DLV) les gracie finalement, mais Breuer est convaincue peu après d'usage d'anabolisants et écope donc d'une peine de trois ans.

Thomas Springstein, l'entraîneur qu'elle partage avec Krabbe et qui deviendra son compagnon, la convainc qu'elle est assez jeune pour se construire encore un avenir de championne après avoir purgé sa peine. *Katrin Krabbe, qui* cherche réparation, se lance dans d'interminables procédures juridiques. Breuer continue à s'entraîner comme si de rien n'était. Elle prend des cours de dactylo pour n'y *pas trop penser. Car, à part ses pa*rents et Springstein, tout le monde l'a lâchée.

VISAGE DURCI

Elle revient sur la pointe des pieds aux championnats d'Europe en salle de Stockholm en 1996. Son visage s'est durci. Elle a teint en roux ses cheveux, qu'elle porte désormais en brosse, et court pour un club berlinois. *« La peine était sévère par rapport à ce que j'ai fait »*, souffle-t-elle à l'époque, à l'évocation de sa traversée du désert. En Suède, elle gagne son premier titre international seniors sur 400 m. C'est un début. Grit Breuer le sait : le seul athlétisme qui compte vraiment a lieu en plein air. Elle ne doit sa performance qu'à l'aversion de la reine incontestée de la distance, Marie-José Pérec, pour les épreuves en salle.

Huitième aux Jeux olympiques d'Atlanta en 1996, sixième aux championnats du monde en salle à Paris en 1997 puis quatrième aux championnats du monde d'Athènes quelques mois plus tard : Breuer vivait dans l'ombre de la triple championne olympique française. Peu à peu, l'Allemande a refait son retard. Mais elle sait qu'elle doit encore ce premier titre plein de significations à l'indisponibilité de Pérec. Peu lui importe. La vie lui a appris à se résigner à *des plaisirs simples.*

Patricia Jolly

PODIUMS

■ **200 M MESSIEURS** : le Britannique Doug Walker est devenu champion d'Europe (20 s 53). Il précède ses compatriotes Doug Turner et Julian Golding. Les Français Rodrigue Nordin et Christophe Cheval terminent sixième et septième.

■ **400 M MESSIEURS** : le Britannique Iwan Thomas s'est imposé (44 s 52), devançant le Polonais Robert Mackowiak et le Britannique Mark Richardson.

■ **SAUT EN HAUTEUR MESSIEURS** : le Polonais Artur Partyka a gagné le concours avec un saut à 2,34 mètres. Il a devancé le Britannique Dalton Grant et le Russe Serguei Klyugin.

■ **50 KM MARCHE MESSIEURS** : Robert Korzeniowski a remporté l'épreuve en 3 h 43 min 51 s. Le Polonais précède le Finlandais Valentin Kononen et le Russe Andrei Plotnikov. Les Français René Piller et Sylvain Caudron ont terminé neuvième et dixième.

■ **200 M DAMES** : la Russe Irina Privalova s'est imposée sur le 200 m (22 s 62). Elle devance l'Ukrainienne Zhanna Pintusevich et l'Allemande Melanie Paschke.

■ **400 M DAMES** : l'Allemande Grit Breuer est devenue championne d'Europe du 400 m (*49 s 93*) devant la Tchèque Helena Fuchsova et la Russe Olga Kotlyarova.

■ **400 M HAIES DAMES** : la Roumaine Ionela Tirlea s'est imposée dans le 400 m haies (53 s 37) devant l'Ukrainienne Tatyana Tereshchuk et l'Allemande Silvia Rieger.

■ **PERCHE DAMES** : l'Ukrainienne Anzhela Balakhonova, avec une barre à 4,31 mètres à son premier essai, a devancé les Allemandes Rieger-Humbert et Yvonne Buschbaum.

■ **DISQUE DAMES** : l'Allemande Franka Dietzsch a gagné le concours avec un jet à 67,49 m, devançant la Russe Natalya Sadova et la Roumaine Nicoleta Grasu.



LES RÉINCARNATIONS AUTOMOBILES

La Fiat 500 et ses héritières

Surnommée affectueusement « pot de yaourt », la petite italienne ultra-compacte apparue en 1957 est sans doute la mère de toutes les voitures urbaines

CABOSSÉES, oxydées, rafistolées à la va-vite. Il n'y a pas si longtemps, la plupart des Fiat 500 que l'on voyait circuler faisaient peine à voir. En quelques années, elles sont souvent redevenues pimpantes, parfois agrémentées de petits accessoires chromés. C'est qu'entre-temps la petite Fiat à été élevée au rang de modèle de collection.

On ne se l'arrache pas à prix d'or, certes, mais le cours de la Fiat 500 (compter 20 000 francs pour un modèle en bon état) n'a plus rien à voir avec les tarifs dérisoires auxquels elle se négociait autrefois sur le marché de l'occasion.

La Fiat 500 est la mère de toutes les petites voitures urbaines, pratiques, bon marché et, surtout, complices. Son secret ? Ne pas se contenter d'être minuscule. Née deux ans avant l'Austin Mini – plus novatrice, mais moins populaire –, cette voiture ultra-compacte de quatre places (ceux qui ont souvent voyagé à l'arrière feront la moue...) a noué avec ses propriétaires une extraordinaire relation de proximité. Il suffit d'interroger les anciens possesseurs de cette auto minimaliste. Ils en parlent avec des trémolos dans la voix.

Apparue en 1957, la « 500 », ainsi dénommée en raison de sa modeste cylindrée, est en réalité la « Nouvelle 500 » (« Nuova Cinquecento »). De 1936 à 1955, la 500, *surnommée Topolino* (« *petite souris* »), a connu le succès en Italie, mais aussi en France sous l'appellation de Simca 5. Conçue par l'ingénieur Dante Giacosa, la nouvelle 500 doit devenir un véhicule de masse.

La toute petite voiture n'en est qu'à ses balbutiements – les plus de quarante ans se souviennent des Vespa 400 à quatre roues et de la sémillante Isetta, produite par BMW, dont l'unique portière, encadrée de deux petits phares globuleux, était placée à l'avant –, mais la 500 va lui donner ses premières lettres de noblesse.

Elle mesure 2,97 m et se propulse jusqu'à 85 km/h grâce à un vaillant deux-cylindres de 480 cm^3 placé à l'arrière. Avec son excellente répartition des masses, cette voiture est stable, saine et elle freine plutôt bien. *A contrario*, sa conduite sur route n'a rien d'une sinécure (le vacarme des montées en régime du moteur est assourdissant), elle est exiguë et sensible à la corrosion.



HENRI CARTIER-BRESSON / MAGNUM PHOTOS

Dans les rues de Rome. Une photographie d'Henri Cartier-Bresson.

INSTRUMENT INITIATIQUE

Concurrencée par la Fiat 600, modèle un peu plus gros et plus banal introduit en 1955, la nouvelle 500 tarde à s'imposer malgré des versions plus puissantes (dont les sautillantes Abarth) et le joli mini-break Giardiniera, plus long de vingt centimètres. On ne la découvre vraiment qu'au milieu des années 60.

Sur les 3,7 millions d'exemplaires produits de 1957 à 1975, 2,2 millions l'ont été entre 1965 et 1972. La 500 devient alors la voiture de ville que beaucoup attendaient. Cette auto-jouet que l'on croirait échappée d'un manège d'enfants est pragmatique, vaillante et coquette.

La version L (pour « Luxe ») abandonne le petit compteur rond à casquette et s'offre des pare-chocs supplémentaires et de la moquette. Instrument initiatique pour une foule d'apprentis-conducteurs, le « *pot de yaourt* », comme on le surnomme affectueusement, tire sa révérence en 1975, mais continue sa carrière cinématographique. On l'avait aperçu dans *Roma*, de Fellini ; on le retrouve dans *Le Grand Bleu*, de Luc Besson. Les générations suivantes auront du mal à soutenir la comparaison. La Fiat 126 est plus confortable, mais elle ressemble trop à un cube pour succéder naturellement à un oeuf. L'increvable Panda, rustique et plus volumineuse, se vend bien, mais Fiat ne retrouve pas le niveau des ventes d'antan.



FIAT AUTO FRANCE

En 1992, la firme italienne annonce un retour aux sources. La petite nouvelle s'appelle Cinquecento, en lettres, mais c'est pour mieux réincarner le modèle de 1957. Produite en Pologne (le prometteur marché de l'Europe centrale post-communiste est, aussi, en ligne de mire), elle se faufile partout, légère et agile. Résultats en demi-teinte. « *La Cinquecento a manqué de crédibilité*, reconnaît un dirigeant de Fiat. *Elle n'inspirait pas suffisamment confiance.* »

A Turin, le concept de la petite voiture urbaine, un peu fruste mais pratique, a vécu. Fiat ne veut plus que l'on compare sa petite bagnole à un jouet. L'auto urbaine doit être polyvalente et rassurante. La nouvelle Seicento, commercialisée en France depuis avril, a retenu la leçon (*Le Monde* daté 22-23 mars).

Techniquement très proche du précédent modèle, elle se distingue surtout par sa présentation. Elle a grandi de neuf centimètres, son capot n'a plus rien à voir avec le groin de la 500, ses pare-chocs sont épais, l'intérieur est coquet et la direction assistée (largement superflue) est livrable en option, comme la climatisation.

La volonté de suggérer une sorte de rupture se retrouve aussi dans le choix – longuement débattu au sein de Fiat – de ne pas reprendre l'appellation « *Cinquecento* ».

GAGNER EN RESPECTABILITÉ

Trop sérieuse et propre-sur-elle pour mériter un surnom, la Seicento n'offre pas un centimètre carré d'habitabilité supplémentaire par rapport à la Cinquecento. L'important est qu'elle gagne en respectabilité. Fiat parle moins de rayon de braquage ultra-court que de barres de renfort dans les portières, d'Airbag, d'ergonomie du poste de conduite et d'équipements de confort. L'automobiliste, stressé, est devenu plus inquiet pour sa sécurité que préoccupé par la compacité de son véhicule. Sur la Seicento, qui mesure 35 centimètres de plus que la 500 de 1957, le compteur rond surmonté d'une petite casquette est de retour. Mais c'est pour le folklore.

Jean-Michel Normand

De la Fiat 500 à la Seicento

Fiat 500 (1957)
- Longueur : 2,97 m.
- Poids : 470 kg.
- Moteur : 479 cm^3 (13 ch).
- *Prix actuel* : à partir de 20 000 francs en bon état.

Fiat Seicento (1998)
- Longueur : 3,32 m.
- Poids : 730 kg.
- Moteur : 900 cm^3 (39 ch) ou 1 000 cm^3 (54 ch).
- Prix : de 44 700 à 60 300 francs.

La Nuova Seicento

Ceux qui ont connu la Fiat 500 et la Fiat 126 apprécieront : sur autoroute, on peut tenir une conversation dans la Seicento sans avoir besoin d'élever la voix. La descendante de la petite 500 est de bonne présentation et effectuer le trajet de Paris à Strasbourg à son bord est envisageable, même si le voyage demeure quelque peu fatigant. On lui reprochera malgré tout de manquer légèrement de piquant.

La Seicento existe en version « *sporting* » et en version Abarth. La firme italienne a aussi prévu des modèles dotés de boîte automatique ou avec un « embrayage piloté ». En France, la Seicento est proposée à partir de 44 700 francs. Elle devrait, selon Fiat, se vendre presque deux fois plus que la Cinquecento... sans pour autant atteindre les chiffres de la 500 de la grande époque.

Les acheteurs d'aujourd'hui n'ont plus l'obsession de la taille

JUSQU'AU MILIEU des années 60, la Fiat 500 n'était urbaine que par défaut. Petite car économique, un point c'est tout, elle ne visait pas *a priori* une clientèle particulière. Son décollage commercial correspond au début de l'asphyxie des transports dans les grandes agglomérations.

Travail des femmes, augmentation du pouvoir d'achat, constitution des grandes cités périphériques : au milieu des années 60 une part grandissante des ventes d'automobiles provient de l'achat d'un second véhicule dans le ménage. Répondant à des besoins parfaitement identifiés – un modèle bon marché et de petite taille pour convenir à un trafic très dense –, la petite Fiat est parfaitement adaptée à la situation.

Aujourd'hui, le cahier des charges de la voiture de ville a évolué. Il est plus complexe et la recherche de la polyvalence est devenue essentielle. La longueur (entre 3,30 m et 3,80 m) reste un argument primordial, mais il n'est plus exclusif.

Lorsqu'elles se renouvellent, toutes les citadines ont tendance à grandir (neuf centimètres pour la Seicento, six centimètres pour la Clio). En fait, nous n'en sommes plus à quelques centimètres près. Dans un environnement urbain aussi encombré que le nôtre, disposer d'un véhicule de 3,40 m plutôt que de 3,60 m n'apporte pas un avantage aussi décisif que la communication publicitaire le prétend parfois.

UNE « PETITE » BONNE À TOUT FAIRE

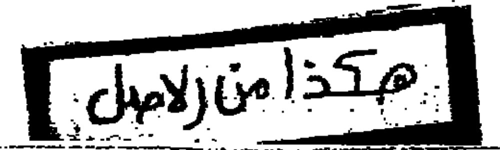
Le stationnement s'effectue de plus en plus dans des parkings souterrains, ce qui tend à réduire l'avantage comparatif de la taille. Quant à ceux qui veulent vraiment gagner du temps en ville, ils utilisent un deux-roues, motorisé ou non. Enfin, les mesures de limitation du trafic pour remédier aux pics de pollution ou décongestionner les centres reposent sur le degré de nuisance des moteurs (c'est le principe de la pastille verte) ou des mesures administratives (immatriculation paire ou impaire). Pas sur les dimensions du véhicule.

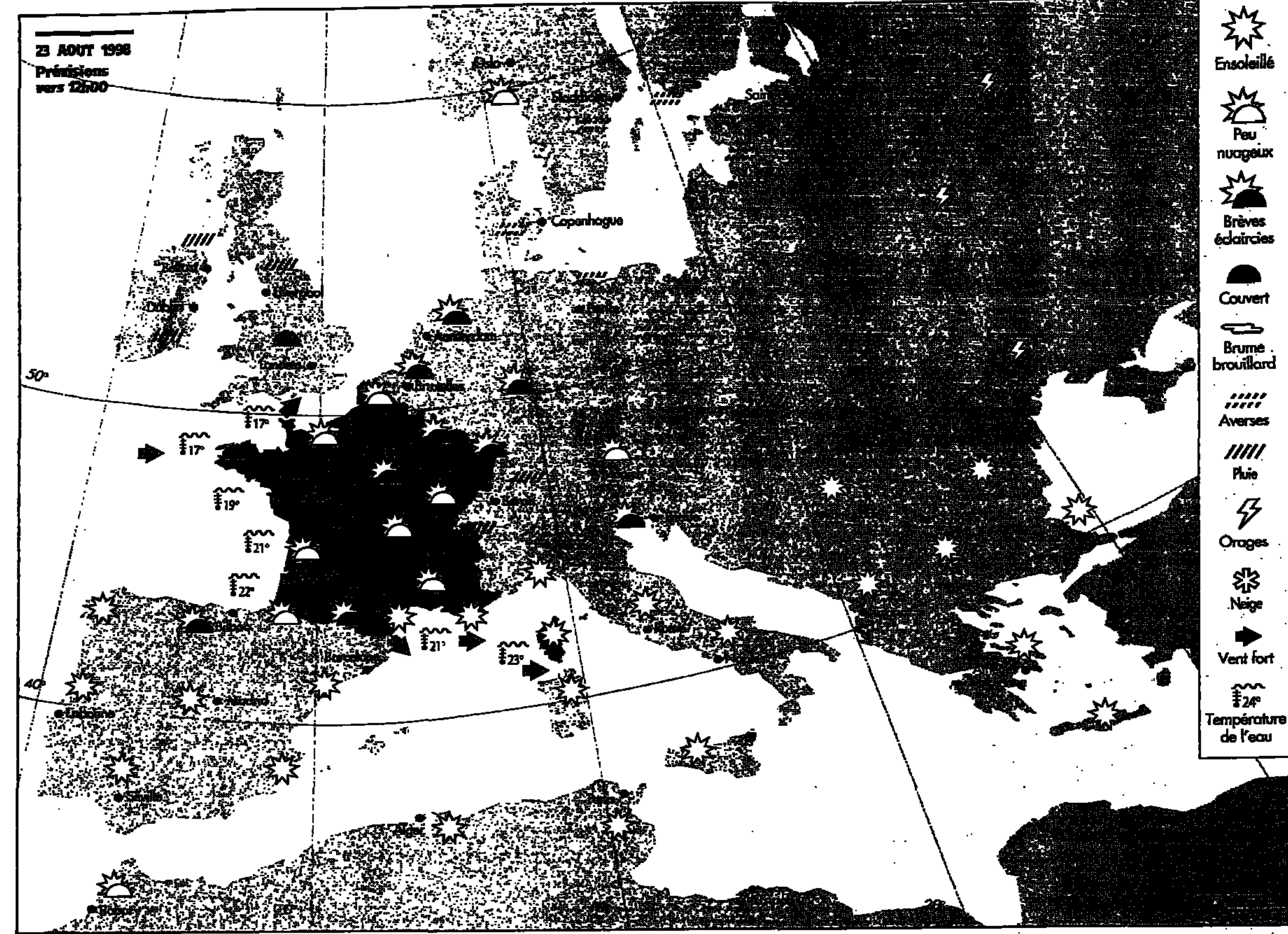
Les constructeurs ont surtout remarqué que la « petite » voiture doit désormais être bonne à tout faire. Il faut pouvoir la garer facilement, mais aussi transporter, le cas échéant, quelques objets encombrants. Les designers cherchent à faire en sorte qu'elle apparaisse « *bien posée sur ses roues* », pour mieux mettre en avant ses aptitudes routières et la protection qu'elle offre en cas de collision.

Ces arguments visent plus particulièrement la clientèle feminine – elle représente un bonne moitié des acheteurs –, qui, si l'on en croit les études des services commerciaux, souhaite une voiture, certes petite, mais avec laquelle les femmes pourront, une ou deux fois dans l'année, avaler des kilomètres d'autoroutes sans difficulté. C'est pour relancer la carrière de la 106 en lui donnant un statut de routière que Peugeot a décidé en 1996 d'allonger de 13 centimètres la carrosserie de ce modèle.

Pour la voiture citadine de 1998, tout est affaire de crédibilité et non plus seulement de compacité. Une crédibilité utilitaire, routière autant que sécuritaire. Le marché du petit véhicule quasi exclusivement urbain n'existe plus. Ceux qui, comme les initiateurs de la Smart, s'y intéressent, vont devoir le réinventer.

J.-M. N.





LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Un autobus panoramique permet de visiter Paris presque à la carte. Le parcours circulaire de l'Opentour comprend 21 arrêts, depuis la tour Eiffel, par le Trocadéro et l'Arc de triomphe, l'axe des Champs-Elysées-Louvre, en direction du Quartier latin, de Notre-Dame, avec retour par l'Opéra. Avec deux boucles d'extension, vers le nord jusqu'au Sacré-Coeur et à l'est, par la Bastille et Bercy. Le Pass Opentour est personnel. Le tour complet dure environ 2 heures, 7 jours sur 7, toute l'année. Compter 25 minutes d'intervalle entre chaque bus. On monte et on descend du véhicule à sa guise au long du parcours avec un même billet, valable deux jours consécutifs. A bord des voitures, à ciel ouvert, les commentaires sont en français et en anglais. Prix : 135 F par adulte, 70 F moins de 12 ans, avec une carte de l'itinéraire. Réductions avec la carte Orange et Paris-Visite. Le Pass s'achète dans les bus, les hôtels ou à l'Office du tourisme de Paris, 127, avenue des Champs-Elysées.

■ **ÉTATS-UNIS.** Rejoindre l'Amérique en paquebot, comme à l'époque où les transatlantiques sillonnaient l'océan, est devenu de nouveau possible pour les nostalgiques des croisières. A bord du *Norway*, l'ex-*France*, la croisière d'automne embarque les passagers à Barcelone pour une navigation de douze jours, à travers l'Atlantique, via Madère, avec une arrivée à Miami. Du 10 au 25 octobre, à partir de 13 000 F par personne, selon la cabine, avec les transferts aériens, depuis Paris. France Croisières, tél. : 04-91-91-11-12.

Amélioration passagère

L'ANTICYCLONE atlantique s'est replacé au niveau des Açores. La France reste donc sous l'influence d'une vaste zone dépressionnaire qui s'étend des îles Britanniques à la Scandinavie. Dimanche, le flux d'ouest généré par ces deux systèmes sera encore bien humide. Les éclaircies seront cependant plus larges que ces derniers jours, surtout l'après-midi. Cette accalmie sera temporaire : de nouvelles pluies bien marquées sont attendues près de la Manche en soirée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le soleil fera des apparitions remarquées dans un ciel souvent nuageux. Un nouvel épisode pluvieux et venteux est attendu le soir près de la Manche. Il fera de 19 à 23 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les nuages resteront assez nombreux. Ils n'empêcheront pas quelques bons moments de soleil. Le temps tournera à la pluie le soir près des côtes. On attend de 19 à 24 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps restera mitigé : le ciel sera souvent hésitant entre soleil et nuages. Ceux-ci domineront le plus souvent le matin, le soleil s'imposant plus franchement l'après-midi. Il fera de 22 à 25 degrés.

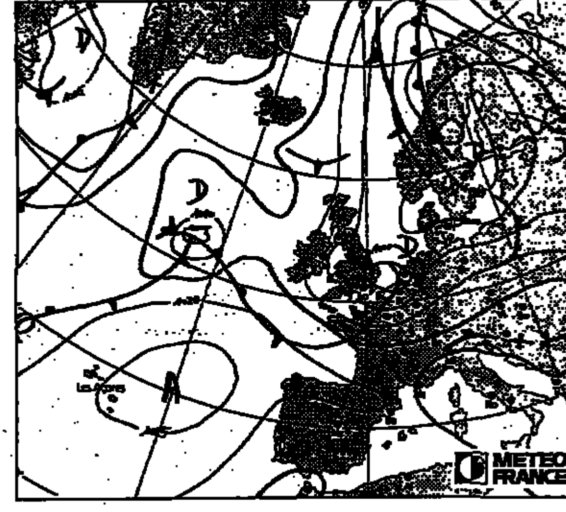
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée débutera sous la grisaille et parfois avec de petites pluies. Au fil des heures, le soleil reprendra le dessus. Il brillera sans trop de mal l'après-midi. On attend entre 24 et 28 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La grisaille et l'humidité du petit matin laisseront place à un ciel plus clément. On attend de bons moments de soleil l'après-midi malgré quelques nuages. Il fera alors de 23 à 28 degrés de Limoges à Grenoble.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le temps restera le plus souvent bien ensoleillé et venteux. De fortes rafales toucheront encore le golfe du Lion, les côtes varoises et les bouches de Bonifacio. Il fera de 28 à 32 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

FRANCE métropole	
AJACCIO	19/29 S
BIARRITZ	19/24 N
BORDEAUX	16/27 N
BOURGES	12/21 N
BREST	13/21 N
CAEN	13/19 N
CHERBOURG	8/20 N
CLERMONT-F.	15/22 N
DIJON	12/21 N
GRENOBLE	17/25 N
LILLE	11/19 S
LIMOGES	13/21 N
LYON	17/23 N
MARSEILLE	22/31 S
NANCY	9/21 S
NANTES	14/23 N
NICE	24/29 S
PARIS	9/23 S
PAU	15/24 N
PERPIGNAN	21/32 S
RENNES	11/24 N
ST-ETIENNE	14/22 N
STRASBOURG	10/20 S
TOULOUSE	17/27 S
TOURS	11/22 N
FRANCE outre-mer	
CAYENNE,	24/31 P
FORT-DE-FR.	25/31 N



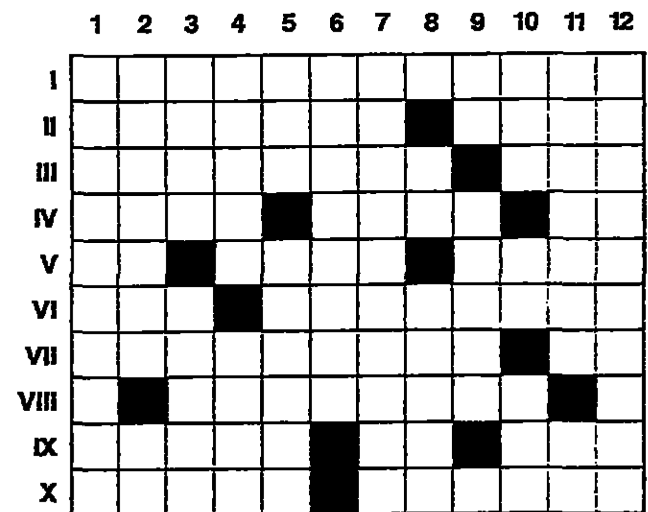
Situation le 22 AOUT - 0 heure TU — *Prévisions pour le 24 AOUT - 0 heure TU*

NOUMEA	20/24 N	BUCAREST	14/32 S	MILAN	23/32 S	VENISE	20/30 N	SANTIAGO/CHI	1/16 N	ASIE-OCÉANIE	
PAPEETE	22/28 S	BUDAPEST	14/21 P	MOSCOU	15/20 P	VIENNE	16/21 P	TORONTO	17/29 C	BANGKOK	25/31 P
POINTE-A-PIT.	26/31 N	COPENHAGUE	12/15 P	MUNICH	11/18 N			WASHINGTON	23/32 N	BOMBAY	27/31 P
ST-DENIS-RÉ.	19/25 S	DUBLIN	12/17 P	NAPLES	23/31 S	AMÉRIQUES				DJAKARTA	26/32 N
		FRANCFORT	10/22 S	OSLO	7/18 N	BRASILIA	14/29 S	AFRIQUE		DUBAI	31/38 S
EUROPE		GENEVE	17/26 P	PALMA DE M.	20/32 S	BUENOS AIR.	9/17 S	ALGER	17/32 S	HANOI	28/31 P
AMSTERDAM	11/18 S	HELSINKI	11/16 P	PRAGUE	8/18 P	CARACAS	25/32 S	DAKAR	27/30 C	HONGKONG	28/30 P
ATHENES	25/33 S	ISTANBUL	24/31 S	ROME	22/30 S	CHICAGO	22/31 S	KINSHASA	19/29 N	JERUSALEM	24/33 S
BARCELONE	21/29 S	KIEV	13/22 P	SEVILLE	24/39 S	LIMA	15/19 C	LE CAIRE	24/35 S	NEW DEHLI	26/29 P
BELFAST	12/16 P	LISBONNE	19/34 S	SOFIA	14/27 S	LOS ANGELES	20/28 S	MARRAKECH	25/38 S	PEKIN	20/30 S
BELGRADE	16/20 S	LIVERPOOL	14/20 P	ST-PETERSB.	14/18 P	MEXICO	14/22 P	NAIROBI	14/23 N	SEOUL	24/30 C
BERLIN	10/19 P	LONDRES	12/21 C	STOCKHOLM	13/17 P	MONTREAL	15/25 N	PRETORIA	8/18 P	SINGAPOUR	26/29 P
BERNE	14/21 P	LUXEMBOURG	10/21 N	TENERIFE	18/25 S	NEW YORK	23/27 C	RABAT	22/29 N	SYDNEY	10/16 S
BRUXELLES	10/21 S	MADRID	18/36 S	VARSOVIE	10/17 P	SAN FRANCIS.	12/19 S	TUNIS	22/33 S	TOKYO	25/29 P

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98201

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Un bon moyen de s'adapter. – II. Petite bête qui finit par faire peur. Entra en relation. – III. Grossière, elle fait la doublure. Donne son nom aux vins et aux fromages. – IV. – Marquis aux mauvaises manières. Tarde à faire de l'effet. En lisse. – V. Article. Virage dans la descente. Qui a déjà bien vécu. – VI. Tokyo avant. Précepteur d'Alexandre le Grand. – VII. Travail de la terre. A donc été appris. – VIII. Font des choix. – IX. Lignes de conduite. Interjection. Recherche d'actions. – X. Ville de Syrie sur l'Oronte. Brille dans le ciel et sur le *Monde*.

VERTICALEMENT

1. Ont contrôlé les caves avant de les éclairer. – 2. Comme un blé bien pauvre. Club phocéen. – 3. Chef de bande. Couverte de poils, elle est irritante. – 4. Cercles littéraires. Dieu guerrier. – 5. Rejeta. Laisse passer la lumière en douceur. – 6. Manque d'énergie. – 7. Fixés dans une région. – 8. Préposition. Dans la gastronomie nippone. – 9. L'étain. Prise en mains. – 10. Sans bouger mais dans l'autre sens. Directement avec tout. Personnel. – 11. Replis sur tous les côtés. Forme de pouvoir. – 12. Provoquent un profond dégoût.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98200

HORIZONTALEMENT

I. Retournement. – II. Aversion. Mer. – III. Gent. Trieuse. – IV. Ondoiement. – V. UT. Lm. Ame. BA. – VI. Tenaillerais. – VII. Entée. Glas. – VIII. Non. En. Vigie. – IX. Tins. Skieuse. – X. Elire. Rasées.

VERTICALEMENT

1. Ragoûtante. – 2. Eventé. Oïl. – 3. Tend. Nenni. – 4. Ortolan. Sr. – 5. Us. Imite. – 6. Rite. Lens. – 7. Normal. Kr. – 8. Enième. Via. – 9. Energies. – 10. Emut. Algue. – 11. Nés. Biaisé. – 12. Trépassées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1806

TOURNOI ZONAL, DRESDE (1998)
Blancs : V. Kortchnoï.
Noirs : E. Sutovsky.
Défense Grünfeld.

1. d4	Cf6	14. Fé2	é5
2. ç4	g6	15. Tç2!	Dd8 (h)
3. Cç3	d5	16. Cb5	Cç6
4. çxd5	Cxd5	17. Cd6	Db8
5. Ca4 (a)	Fg7 (b)	18. Fç4	Cd4
6. é4	Cb6 (c)	19. Fxd4	éxd4
7. Fé3	0-0 (d)	20. 0-0 (i)	Fé6 (j)
8. Cf3	Cxa4 (e)	21. Fxé6	fxé6
9. Dxa4	ç5	22. Tf-ç1! (k)	Fé5 (l)
10. Td1!	Db6 (f)	23. Tç7	Fxd6
11. Td2!	Fd7	24. Dxd6 (m)	Tf7 (n)
12. Da3 (g)	çxd4	25. Dxé6	abandon (o)
13. Cxd4	Dç7		

NOTES

a) Une idée apparemment absurde du joueur arménien Nadanian, puisqu'on ne doit pas jouer deux fois la même pièce dans l'ouverture ; de même, il faut éviter de placer ses C sur les bords. Or, V. Kortchnoï lui-même expérimente cette nouveauté. L'objectif est d'éviter l'échange du C-D après 5. é4, Cxç3 ; 6. bxç3.

b) Un intéressant essai de réfutation ne donna pas le résultat escompté : 5..., é5 6. dxé5, Fb4+ ; 7. Fd2, Cé3! ; 8. fxé3, Fxd2+ ; 9. Dxd2, Dh4+ ; 10. g3, Dxa4 ; 11. Fg2! (ou 11. Dd4, Da5 ; 12. b4, Da3 ; 13. Fg2 avec avantage aux Blancs), 0-0 ; 12. Cf3, Cç6 ; 13. 0-0, Td8 ; 14. Dç3, Ff5 ; 15. Cg5! et les Blancs sont mieux. Si 5..., Cf6 ; 6. Ff4! ; si 5..., ç6 ou 5..., b6 ; 6. é4.

c) Si 6..., Cf6 ; 7. f3.

d) Et non 7..., Cç6 à cause de 8. Fb5, Fd7 ; 9. Cç5!

e) Les Noirs, qui doivent se libérer par l'avance ç7-ç5, s'énervent et échangent leur Cb6 – dont c'est le quatrième coup – contre le Ca4, justifiant ainsi 5. Ca4. 8..., Fg4 et 8..., Cç6 sont à envisager.

f) Après 10..., çxd4 ; 11. Cxd4, les Blancs sont mieux. Si 10..., Fg4 ; 11. dxç5, Dç7 ; 11. Da3.

g) La qualité du jeu positionnel des Blancs est impressionnante (Td1-Td2-Da3).

h) Et non 15..., Cç6 à cause de 16. Cxç6, Fxç6 ; 17. Fb5 démolissant la structure de pions de l'aile-D ennemie.

i) 20. f4 est, selon Kortchnoï, plus précis : si 20..., Fé6 ; 21. Fxé6, fxé6 ; 22. 0-0.

j) Une erreur. Après 20..., Fé5, les Blancs doivent prouver la correction du sacrifice en f7 : 21. Cxf7, Txf7 ; 22. f4, Fg7 ; 23. Db3, Dé8 ; 24. Dxb7, Td8 ; 25. Fxf7+, Dxf7 ; 26. Tç7.

k) Après le doublement des T sur la colonne ç, les Blancs gagnent en quelques coups ! (la menace 23. Tç8 est à parer).

l) Cette seconde erreur est décisive. 22..., Fh6 est la seule défense, mais après 23. Té1! (et non 23. Tç8, Fxç1 ; 24. Txb8, Taxb8, peu clair), Td8 ; 24. é5! les difficultés des Noirs subsistent.

m) Menace 25. Dé7 suivi du mat.

n) Si 24..., Dé8 ; 25. Té7.

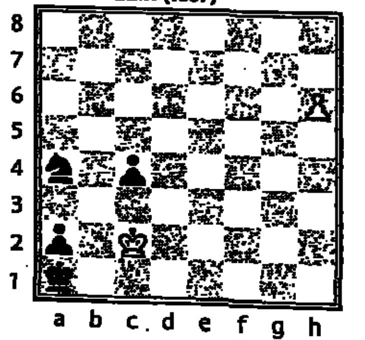
o) Si 25..., Df8 ; 26. Tç8, Txç8 ; 27. Txç8.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1805
V. ET M. PLATOV (1911)

(Blancs : Rç1, Tf8, Fé1, Pd2, f6. Noirs : Ra4, Dé6, Pç6, d5 et é2.)

1. f7, Dé5 ! ; 2. Ta8+, Rb3 ! (menace 3..., Db2 mat) ; **3. Ta3+!, Rxa3 ; 4. f8=D, Rb3 ; 5. Db4+!!** (si 5. Df3+, Ra2 ; 6. Dç3, Dxç3+ ; 7. dxç3, Rb3 ; 8. Rd2, Rç4 ; et 9..., d4 nulle), **Rxb4 ; 6. d4+, Rb5 ; 7. dxé5, Rç5 ; 8. Rd2, d4 ; 9. Ff2!, Rd5 ; 10. Fxd4, et les Blancs gagnent.**

ÉTUDE N° 1806
C. REICHHELM (1887)



Blancs (2) : Rç2, Ph6.
Noirs (4) : Ra1, Ca4, Pa2 et ç4.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



EXPOSITION Ancien étudiant à l'Ecole des beaux-arts de Paris, Marc Pataut est devenu un des photographes les plus passionnants parmi ceux travaillant à la lisière de l'art et de la politique. Son reportage sur les occupants du terrain du Cornillon, dans la Seine-Saint-Denis, bientôt expulsés par la construction du Stade de France, a été un des événements de la Documenta de Kassel en juin 1997. ● À TULLE, IL PARTICIPE à une exposition collective, « Sortir la tête », et présente ses portraits de chômeurs et de lycéens d'Aulnay-sous-Bois qui ont travaillé sur des lettres de jeunes résistants fusillés par les nazis. ● PROCHE DU PARTI COMMUNISTE, ce passionné d'informations multiplie les actions et les œuvres autour de l'identité, le chômage, l'exclusion – il travaille avec des vendeurs du journal *La Rue* –, le territoire urbain, la mémoire.

Marc Pataut, photographe de l'urgence sociale

Son reportage sur les occupants du terrain du Cornillon avant la construction du Stade de France a révélé ce passionné d'informations qui travaille et agit avec des chômeurs ou des lycéens. Il participe à une exposition collective à Tulle

« SORTIR LA TÊTE », avec Marc Pataut, le groupe du Kiosque, Majida Khattari, Gérard Paris-Clavel. Eglise Saint-Pierre, quai Baluze, 19 000 Tulle. Du mardi au samedi de 14 à 18 heures, jusqu'au 26 septembre. Renseignements : Peuple et culture, tél. : 05-55-26-32-25.

Marc Pataut, qui a étudié la sculpture avec Etienne-Martin à l'Ecole des beaux-arts de Paris, était fabriqué pour devenir un « produit académique d'atelier ». La vie, la rue, l'environnement social, les convictions politiques ont rattrapé l'élève pour passionner un artiste qui, aujourd'hui, au moyen de la photographie, s'implique dans le monde, résiste à la mondialisation, multiplie les actions et les œuvres autour de l'identité, le chômage, l'exclusion, le territoire urbain, la mémoire.

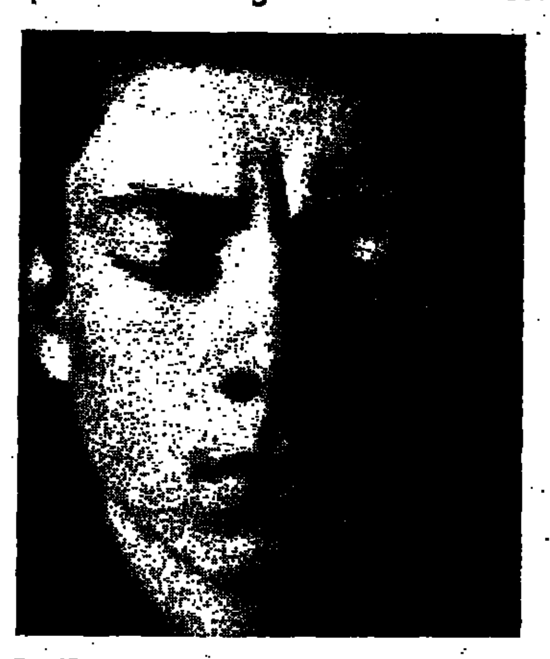
Marc Pataut occupe plusieurs terrains aux frontières – il est le seul à les marier aussi bien – de l'art et de la politique. Il était un des artistes invités à la Documenta de Kassel (en Allemagne) en juin 1997, où il a montré, au moyen de petits formats en noir et blanc, la vie marginale des occupants du terrain du Cornillon (Seine-Saint-Denis) avant qu'ils ne soient expulsés dans le but de construire le Stade de France.

UN PROCHE DU PC

Il travaille avec des vendeurs du journal *La Rue*, auxquels il confie des appareils photo pour enregistrer un document sur Paris. Il a dialogué avec des lycéens et des enfants psychotiques. A Fontenay-sous-Bois, en juin, il a affiché des images sur des panneaux municipaux (*Existence, Résistance*). A Sallaumines (Pas-de-Calais), il exposait, jusqu'au 4 juillet, des portraits de compagnons d'Emmaüs associés à des « tracts photographiques » – *Un chômeur par conseil municipal !* –, que le public pouvait s'approprier. Avec le graphiste Gérard Paris-Clavel, de l'association Ne pas plier, qui produit et diffuse des *« images d'urgence »* politique et sociale, il dialogue, depuis 1991, avec un comité de chômeurs de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Marc Pataut est un passionné d'informations. Il a tissé un réseau d'étude et de réflexion qui déborde largement du cercle de l'art et dont on peut se faire une idée dans une exposition collective à découvrir à Tulle (Corrèze), intitulée « Sortir la tête ». De Marc Pataut, figure fédératrice, on retrouve des portraits de chômeurs et ceux de lycéens d'Aulnay-sous-Bois qui ont travaillé sur des lettres de cinq jeunes résistants du lycée Buffon fusillés par les nazis en 1943. Outre Pataut, Tulle associe le travail de Gérard Paris-Clavel, une vidéo de Majida Khattari, dont le défilé-performance sur le thème du foulard islamique fut l'événement des dernières Rencontres photographiques d'Arles (*Le Monde* du 6 juillet), ainsi que celui du groupe du Kiosque, qui tient débat au croisement de l'art et de l'information à l'Ecole des beaux-arts de Paris autour du séminaire de Jean-François Chevrier. *« C'est une exposition*, dit Marc Pataut, *où il faut s'installer avec plein de choses, apprendre, lire, découvrir, entendre. »*

A Tulle, Marc Pataut a été contacté par les animateurs de l'association Peuple et culture, issue de la Résistance et proche du Parti communiste, dont les préoccupations sont similaires à celles de l'artiste. L'association voulait une exposition. Pataut, comme toujours, propose un dialogue, une expérience. *« Il faut aller plus loin que créer une œuvre, la montrer et se tirer »*, dit-il. Il trouve à Tulle des gens *« qui rêvent bien »*. Au-delà de l'exposition, il va travailler avec *« les hommes qui façonnent le pays de Tulle. Je veux les interroger dans leur paysage. Tulle, qui va perdre des emplois à cause des restructurations industrielles, connaît la même actualité que partout ailleurs. Je vais rencontrer ceux qui résistent et montrer comme on ne s'abandonne pas. »*






MARC PATAUT

Portraits « yeux fermés yeux ouverts » de lycéens d'Aulnay-sous-Bois, qui, pendant une année, ont transformé leur échec scolaire en une expérience de découverte personnelle à partir de la lecture de lettres de jeunes résistants fusillés par les nazis.

Issu d'une famille modeste du Tarn-et-Garonne montée à Paris dans les années 50, Marc Pataut a été élevé à Drancy, dans une ville communiste où tout baigne dans des *« réseaux de solidarité »*. Il n'a jamais adhéré *« au parti »*, mais en est proche. Il habite aujourd'hui Aubervilliers, une ville qu'il voit *« se paupériser »*. Après les Beaux-Arts, il devient professeur de dessin pendant sept ans, puis rencontre les animateurs du collectif Grapus, dont les affiches percutantes ont marqué les années 70 et 80. En parallèle à son engagement social, Marc Pataut construit une œuvre artistique, jusqu'à ce qu'il prenne conscience de *« l'absurdité »* de cette fracture. Il raconte : *« Il y a dix ans, tout en étant jeune photographe à l'agence Viva, je suis devenu infirmier occasionnel à mi-temps dans un hôpital de jour. Pendant neuf mois, sur deux ans, j'ai confié des appareils à des enfants psychotiques pour qu'ils s'expriment et souffrent moins. J'ai renouvelé l'expérience avec des jeunes en stage d'insertion, où la photographie était une matière à part entière et pas un loisir. Là, j'ai compris que je devais choisir entre éducateur et photographe. Je suis devenu photographe, en intégrant mes préoccupations sociales. »*

« AVEC SON VENTRE »

Le dialogue avec les enfants psychotiques sera aussi une révélation *« formelle »* : *« J'évoluais, à l'époque, dans le reportage, la belle image cadrée et entourée d'un filet noir. Les enfants m'ont déstabilisé et m'ont renvoyé des photos autres, "à côté", d'une autre planète, que je n'avais jamais vues. J'ai compris qu'on pouvait éviter l'œil et prendre des photos avec son ventre. »* Marc Pataut gardera de cette expérience la *« peur d'une facilité plastique »* qui génère des images stéréotypées et qui ne montrent, finalement, pas grand-chose. *« Les vendeurs de* La Rue *ont en revanche produit des documents sur Paris proches de l'itinéraire que personne n'avait jamais pris. »* Il va plus loin : *« En photographie, on n'a pas fait le tour des hommes, mais on sait faire de belles images. L'enjeu n'est plus là, mais dans la mise en place de nouvelles procédures pour comprendre le monde et le faire bouger. »*

Aujourd'hui, beaucoup de photographes et d'artistes, parce que ce terrain est à la mode, adoptent le même discours. Mais ils ne se dépêtrent pas du « socio-cu », du bon sentiment mièvre, du reportage spectaculaire et stérile ; c'est du geste d'artiste déplacé. Chez Marc Pataut, au contraire, il y a une mise en forme des luttes qui impressionne, et un talent rare pour occuper l'espace choisi ou confié, que ce soit un tract, un panneau d'affichage, une page imprimée, une banderole de manifestation ou un lieu plus traditionnel de l'art. Ses œuvres sont fragiles, aussi étrangères au reportage qu'à l'art pur, mais c'est justement leur côté indomptable qui en fait la valeur. Enseignant dans une école d'art et de design à Amiens, il a demandé à ses étudiants de mettre en relation un souvenir personnel et un événement historique : *« Les étudiants sont généreux, mais ne pensent pas que l'art puisse avoir une quelconque efficacité. »* Et s'ils avaient raison ? *« C'est à nous de le vérifier. Si on n'essaie rien... »*

Donc Marc Pataut essaie. Il se dit *« bien plus optimiste »* qu'il y a trois ou quatre ans. *« Des complicités se mettent en place. »* Le retentissement de sa série sur le Grand Stade en est un signe. C'était pourtant un travail de « fêlé » que d'aller trois ou quatre fois par semaine pendant un an pour parler avec des gens *« qui cherchaient un bonheur pas conforme au nôtre »* et pour prendre des photos.

Il a refusé nombre de publications de ce sujet pendant la Coupe du monde. Peur de la récupération. On lui parle football, il répond : *« Cette Coupe aura servi si elle nous permet au moins de garder le drapeau bleu-blanc-rouge et de ne plus le rendre à Le Pen. »*

Michel Guerrin

Le credo de Ne pas plier

« De plus en plus de femmes et d'hommes sont mis à l'écart de notre société. Ils sont conditionnés au silence, privés des moyens d'exprimer leur détresse, leur révolte. De ce constat est née en 1991 l'association Ne pas plier, avec pour objectif : qu'aux signes de la misère ne puisse s'ajouter la misère des signes et qu'à l'exclusion du langage ne se substituent des langages d'exclusion. Fondée sur l'énergie d'un désir, en relation avec des artistes, des ouvriers, des chercheurs, des responsables d'associations, des étudiants, etc., l'association agit avec les outils qu'elle a créés : **« Le laboratoire », « L'épicerie d'art frais », « L'atelier pédagogique », « L'observatoire de la ville ».** ***Ne pas plier rassemble tous ceux qui en résistant aux discours dominants expriment leurs droits à l'existence. »***

★ Association Ne Pas Plier. BP3. 94201. Ivry-sur-Seine. Cedex.

A Vassivière, la création se porte bien

Le Centre d'art contemporain fait le bilan de ses activités, avec l'espoir de s'agrandir prochainement

BILAN/ACTUALITÉ 1991-1998, Centre d'art contemporain, 87120 île de Vassivière. TÉL : 05-55-69-27-27. Tous les jours, de 11 à 13 heures et de 14 à 19 heures. Entrée : 15 francs. Jusqu'au 11 octobre.

VASSIVIÈRE
de notre envoyé spécial

Dans sa forme actuelle, le Centre d'art contemporain de Vassivière existe depuis 1991. Cette année-là, il a pris possession des bâtiments dessinés pour lui par Aldo Rossi : une longue galerie rectiligne tendue à travers la prairie et, du côté de la forêt, un phare conique coiffé d'un lanternon métallique. Tout autour, la nature aménagée en parc de sculptures et le lac. Vassivière est de ces centres d'art, très peu nombreux, qui fonctionnent sans trop de heurts. Le lac attire les estivants, qui sont intrigués par cette architecture étrange posée sur l'île et s'y rendent. Les uns se contentent de la regarder de l'extérieur, d'autres entrent. C'est sur eux que doit s'exercer l'action des expositions, eux qu'il faut séduire et convaincre.

Parce que cette histoire est plutôt encourageante et dément les pronostics des dénonciateurs de toute politique culturelle, Dominique Marchès, directeur des lieux, a décidé de la raconter cet été (ce n'est pas la seule raison, on y reviendra). Il a réuni seize artistes parmi ceux qui ont été invités depuis 1991, qu'ils aient seulement exposé ou qu'ils aient créé des œuvres dans l'atelier du Centre. Variété extrême : vidéos, peintures, photos, dessins au néon, installations. Non moins grande variété des origines : Pistoletto est italien, Barclay est norvégien, Estevao est portugaise, Mendieta était américaine.

UNE EXPOSITION EMBLÉMATIQUE

Il faudrait d'inutiles artifices rhétoriques pour prétendre reconstituer une unité ou donner à croire que les œuvres sont liées par des rapports étroits. Par endroits, cependant, des affinités s'esquissent, connivence de ton ou d'humeur. Les géométries en léger déséquilibre et froides dissonances chromatiques de Bruno Rousselot s'accommodent assez bien du voisinage d'une sculpture de Côme Mosta-Heirt qui feint la rigueur pour mieux la pervertir. Les photographies des figures allongées qu'Ana Mendieta gravait dans la terre ou traçait avec des pierres peuvent s'entendre avec les objets morbides, ossements ou organes, de Stephen Schofield et d'Erik Levine, accord sur fond de symbolisme funèbre. Dans la tour, l'*Arbre* de Pistoletto produit un effet étonnant, lourd tronc de six mètres de haut fendu en son centre par deux miroirs enfoncés en angle. Une double ligne de lumière s'élève à la verticale et le tronc cesse de paraître aussi pesant. D'autres travaux, d'une conception et d'une exécution plus sommaires, suscitent plus de réserve.

Mais cette inégalité n'est pas l'essentiel. L'exposition Bilan/Actualité ne se veut pas anthologique mais emblématique. Elle signale qu'ici, en Haute-Vienne, loin de Beaubourg, plus loin encore de New York, des artistes, jeunes pour la plupart, ont été accueillis, aidés et écoutés. Pistoletto a pu réaliser son *Arbre* ici même, en 1993, et Schofield *Agathe, sa sœur*, en 1996. D'autres exemples auraient pu servir, tel celui d'Alain Kirili. Les œuvres de ces artistes ont été présentées, elles ont été vues, elles continuent à l'être d'autant plus que le Centre tient à son action pédagogique. Conclusion ? L'incompréhension et l'échec ne sont pas inévitables en matière d'art contemporain.

Conséquence de la conclusion : Vassivière a besoin de s'agrandir, à proximité des bâtiments de Rossi. Ce sera selon les plans de notre architecte d'aujourd'hui – un concours est prévu – et en tenant compte des exigences du paysage comme de celles de la fréquentation – il faut des espaces plus vastes. La région ayant donné son accord, décisif du point de vue financier, le projet peut désormais prendre forme. C'est l'autre raison qui justifie une exposition-bilan : elle rappelle un passé réussi pour donner envie d'assurer au Centre un développement nouveau.

Philippe Dagen

La famille funky de The Artist met le feu au Zénith parisien

L'histoire d'amour entre le précédemment dénommé Prince et la France continue

Ex-Prince, autrement dit The Artist tout simplement, n'a pas déçu ses fans qui se pressaient, vendredi 21 août, au Zénith à Paris. Précédé sur scène par Larry Graham et Chaka Khan, il a enflammé la salle près de trois heures durant avec une musique très funk, très noire, et une évidente jubilation à jouer pour le public, d'une manière directe, brute, loin de la sophistication de ses enregistrements. Très efficace.

THE ARTIST et invités, le Zénith, Paris, le 21 août.

Groggy, les oreilles sifflantes et la voix cassée, le public du Zénith, à Paris, s'égaille dans les allées du Parc de la Villette. Il est 2 heures ; après une soirée débutée, vendredi 21 août, à 20 h 30, avec Larry Graham, Chaka Khan et le héros du jour, The Artist – soit Prince dans sa nouvelle identité publique –, certains ont encore un ou deux airs à chanter, les plus tenaces veulent se rendre dans la boîte parisienne Les Bains-douches, même si le chanteur ne devrait, au mieux, n'y faire qu'une apparition. D'autres se repassent déjà en revue « leur » concert. Le dernier métro est parti depuis longtemps et l'histoire d'amour entre Prince (The Artist) et la France, représentée par Paris, continue.

Amour et funk auront été les deux grands sujets. « Love », l'amour, The Artist l'aura chanté, proclamé, appelé avec la ferveur de ces prêcheurs du gospel noir durant une bonne partie de son concert. C'est dans ce courant musical et dans le blues qu'il va chercher une partie de sa musique à laquelle il ajoute les syncopes du funk joué ce soir d'une manière brute, sans ornementations avec des accents rock. Un funk direct, pour la scène, sans la sophistication de certains des enregistrements du chanteur-guitariste.

Avant qu'il ne vienne s'emparer avec un évident bonheur de la scène du Zénith, c'est Larry Graham, ancien bassiste de Sly and the Family Stone, fondateur de Graham Central Station (GCS), que la salle va fêter. Un des grands noms du funk noir-américain avec sa voix au timbre grave, son sens du spectacle, son jeu de basse en slap, cette manière de frapper les cordes avec le pouce qui donne une sonorité claquante et rebondissante. Avec deux anciens membres de Family Stone et de GCS – la saxophoniste Jerry Martini, la trompettiste Cynthia Robinson – et le groupe de The Artist, il enchaîne les classiques (*Thank You for Lettin me Be Myself Again*, *I Want to Take You Higher*, joués en 1969 à Woodstock, comme il le rappellera), entrecoupés d'extraits de son nouvel album (*Free*). The Artist vient témoigner de son respect à l'un des ses inspirateurs en jouant de la guitare sur un des morceaux, faussement incognito sous un chapeau blanc.

Non annoncée au programme la chanteuse Chaka Khan (de longue date dans la galaxie princière) succède à Graham. Sa voix puissante en fait une *soul lady*, auprès de Roberta Flack ou Aretha Franklin. Moins subtile toutefois. Son groupe bétonne, le show passe en force. Sur le hit *I Feel For You*, qu'il lui a écrit, nouvelle apparition de The Artist, moins incognito cette fois. Nouvelle marque de respect.

PLAISANTE NUISETTE

Enfin, à 23 h 10, The Artist, ses micros (l'un sur pied, avec lequel il danse, l'autre en forme de pistolet), ses guitares (l'une bleue aux formes rappelant une lyre, l'autre dorée version à six cordes du symbole homme-femme qui symbolise son identité), tout de rouge vêtu dans une plaisante nuisette entre en scène. Les attributs de son personnage sont là. Dans son actuelle version, son groupe New Power Generation, hommes et femmes, est composé de musiciens noirs, lui qui a longtemps opté pour le mélange noirs et blancs dans ses précédentes formations. En près de trois heures, The Artist jouera donc très funk, très noir, avec une densité qui traduit l'évident bonheur de jouer.

Car s'il y a les pirouettes, les minauderies, un ego qui sollicite régulièrement les clameurs, il y a d'abord la musique. Le son est très fort mais reste clair. Il ne cessera d'enfler, frôlant parfois le pénible sur les aigus. Après une mise en jambe (*Push it Up*, *Jam of the Year*, *Talkin'Loud and Sayin'Nothin'*), le concert va mélanger des titres de gloire, des surprises plus rares (*Days of Wild*, *Mad*, *She's Always in my Hair*), et une bonne poignée d'extraits du nouveau disque (*New Power Soul*, NPG-BMG), écrit sous le nom de The Artist (*Freaks on this Side* et un ballet improvisé avec le public, un rapide *Come On* avec inutilement Ophélie Winter, *The One*). Ce soir, tout le monde sait chanter en chœur, tout le monde sait frapper des mains sur les contretemps, pas une parole n'est oubliée. Même en restant cabotin et diva, le chanteur apprécie.

Entre deux fausses sorties, les moments de bravoure se suivent. Dégagé d'une machinerie scénique réduite à un peu de fumigènes, des lumières intelligemment utilisées et quelques éléments de décor, The Artist emmène son groupe où il veut (la rythmique Kirk Johnson et Rhonda Smith réagit au moindre coup d'œil), improvise dans l'esprit des concerts en clubs et lâche à peine ses guitares. Les solos débutent avec *Purple Rain*, rebondissent avec *The Ride*, très blues, parcourent la plupart des morceaux unis de bout en bout par ce désir de mettre le feu à la maison par le funk.

Sylvain Siclier

Lorsque les femmes militaient en prison pour leur libération

DÈS LE DÉBUT des années 50, le film « de prison de femmes » était devenu l'un des sous-genres les plus populaires des salles de quartier américaines. Parmi d'autres sous-genres, on pouvait dénombrer les *biker films* (films avec des motards), les films de délinquants et les *beach party films* : des jeunes dansent sur une plage au son d'une musique ringarde, spectacle toujours horripilant qui se voulait une alternative aux comédies musicales de la MGM.

Le succès rencontré par les films de femmes en prison dépasse le stade de la simple curiosité. Pourquoi la contrepartie masculine de ce cinéma ne s'est-elle par exemple jamais imposée comme un sous-genre à part entière ? Contre toute attente, le public qui allait voir les films de femmes en prison était autant composé de femmes que d'hommes. La raison en est simple. Ces films dressaient, juste après la guerre, des portraits de femmes fortes, plongées dans un univers hostile, où elles arrivent à gagner leur place. *Caged* (1950), le premier film de femmes en prison de l'histoire, montrait une femme timide (Eleanor Parker devait recevoir une nomination à l'Oscar pour son interprétation) emprisonnée à la suite d'un banal vol à la tire. En butte à une gardienne sadique, elle finissait par devenir aussi dure et rouée que ses compagnes de cellule. Cet univers carcéral était un reflet à peine exagéré du monde extérieur. Pendant la guerre, l'Amérique avait fait l'expérience d'une société désertée par ses hommes (partis au front) et prise en main par ses femmes. Ce bouleversement circonstanciel allait se révéler beaucoup plus profond. Le film de femmes en prison marque, à ses débuts, l'affirmation d'un féminisme qui s'affranchit de la tutelle masculine.

PORNOGRAPHIE SOFT

Un producteur, Brian Foy, fut le spécialiste du genre, avec *Women's Prison*, *Girls in Prison*, bientôt imité par d'autres compagnies qui produiront des films aux titres aussi évocateurs que *Olga's Girls* et *House of 1 000 Dolls* (la maison des mille poupées). Mais c'est Roger Corman, l'un des plus grands producteurs de série B, qui donne ses véritables lettres de noblesse au genre, et lui impose une grammaire propre et ses situations obligées. Corman a découvert Francis Coppola, Martin Scorsese, James Cameron et Jonathan Demme, qui fait d'ailleurs ses débuts au cinéma en 1974 avec *Cinq Femmes à abattre (Caged Heat)*, qui se révèle être aussi une critique du système carcéral américain et de la corruption rampante qui y règne. La règle établie par Corman est simple. Ses films doivent en général se dérouler dans une jungle lointaine, à l'intérieur d'un pénitencier douteux, en marge des autorités, où apparaissent trois personnages récurrents : une prisonnière qui fait régner l'ordre parmi les détenues, une nouvelle arrivante, peu rodée aux principes régissant sa cellule, et une gardienne de prison revêche et sadique. Corman jouera à fond sur la dimension sado-masochiste que peuvent offrir pareilles situations. Le film de prison de femmes n'est plus qu'un moyen, à peine masqué, de montrer une pornographie soft, destinée cette fois à un public exclusivement masculin. L'Etrange Festival présente deux fleurons des productions Corman : *The Big Doll House* (1971), de Jack Hill, avec Pam Grier, et *Cinq Femmes à abattre*.

Le film de femmes en prison rencontrera beaucoup de succès en Europe à la même époque. Jesus Franco, l'assistant d'Orson Welles sur *Falstaff*, en réalisera plusieurs, dont *Les Brûlantes* et *Sadomania* (également présenté dans le cadre de cette nuit). Curieusement, l'un des derniers films de femmes en prison est réalisé en France. *Contrainte par corps* (1988), de Serge Leroy, met en scène un improbable couple composé de Vittorio Mezzogiorno, en gardien de prison revêtu d'un col mao, et de Marianne Bassler. Entre autres excentricités, on aperçoit Lisette Malidor malmenée dans un pénitencier turc !

Samuel Blumenfeld

★ L'Etrange Festival, samedi 23 août. Vidéothèque de Paris, Porte St-Eustache - Forum des Halles. Mº Les Halles. Tél : 01-40-26-34-30.

NOUVEAUX FILMS

NO SKIN OFF MY ASS

■ *No Skin off my Ass* a été réalisé en 1990, mais ce film est encore bien plus daté. Bruce LaBruce avait déjà créé involontairement un scandale en 1997, lorsque *Hustler White* avait failli récolter un X par la commission de censure. *No Skin off my Ass* y a, à son tour, échappé de peu, mais les malheurs du film ne peuvent pas masquer ses défauts. Son réalisateur ne sait pas où il va, et il se moque bien de raconter quoi que ce soit. Un coiffeur rencontre un jeune skinhead dans un parc et l'emmène avec lui. Le coiffeur nous explique ensuite sa fascination pour les jeunes hommes aux crânes rasés. Le propos de Bruce LaBruce est simple : il s'agit de battre en brèche la tentation de certains homosexuels pour une certaine imagerie fasciste. Une telle initiative est louable, mais il aurait été souhaitable qu'elle dépasse le stade de la simple intention. **S. Bd.**

Film canadien de Bruce LaBruce. Avec Bruce LaBruce, Klaus von Brücker, G.B. Jones (1 h 13.)

PÉRIL EN MER

■ A la veille de la conférence de Reykjavik où Reagan et Gorbatchev méditent de congeler la guerre froide, voilà qu'un sous-marin atomique soviétique et son cousin américain jouent à touche-missile d'un peu trop près, à une poignée de milles de la Côte est des Etats-Unis. Avarie majeure, danger maximum, loupiotes rouges clignotantes et une petite sirène tut !-tut ! suffisent à concrétiser la catastrophe nucléaire imminente. C'est l'avantage des sous-marins : concentrer dans un espace restreint les enjeux géopolitiques et les grandes émotions humaines, trois phrases codées du type « *Tubes armés, capitaine !* », « *En plongée rapide, avant toute !* », « *Avarie majeure sur le moteur 2 !* » suffisent à faire rebondir l'action presque infiniment. C'est aussi le danger du procédé, danger dans lequel sombre sans retour cette sitcom écolo-pacifiste (message : n'oubliez pas que les océans restent truffés de saloperies nucléaires abandonnées par la guerre) malgré de méritoire efforts du capitaine soviétique Rutger Hauer. Il sauvera son rafiot, mais pas ce téléfilm indûment débarqué sur les grands écrans de ce côté de l'Atlantique. Comme quoi Reykjavik n'a pas mis un terme aux plongées secrètes et hostiles.

Jean-Michel Frodon

Film américain de David Drury. Avec Rutger Hauer, Martin Sheen, Max von Sydow. (1 h 30.)

Les obsèques de Julien Green à Klagenfurt

ENVIRON 300 PERSONNES ont assisté, vendredi 21 août, à la messe de funérailles de Julien Green, célébrée par l'évêque de Carinthie, Mgr Egon Kapellari, dans l'église de Saint-Egid, à Klagenfurt (Autriche). La France était représentée par son ambassadeur à Vienne, Jean Cadet. Une gerbe de roses rouges et jaunes avec la mention « *Pour Julian, Moumousse* », le surnom affectueux d'Eric Green, fils adoptif de l'écrivain, avait été déposée sur le cercueil. La dépouille mortelle de Julien Green a ensuite été placée dans un caveau de l'église, où une place est réservée à son fils adoptif. Devant le caveau, un texte de l'écrivain, en français avec sa traduction en allemand, a été gravé sur une plaque de marbre. Julien Green, qui exigeait que son fils soit enterré un jour à son côté, avait choisi Klagenfurt faute d'avoir obtenu l'autorisation de l'Eglise de France d'être enterré, selon ses conditions, dans l'église d'Andrésy, près de Paris.

Un poète s'exprimant en esperanto, candidat pour le Nobel de littérature

UN POÈTE ÉCOSSAIS qui écrit en esperanto fait partie des centaines de candidats proposés pour le prix Nobel de littérature, dont les dossiers seront examinés par l'Académie Nobel en septembre. Pilote de Spitfire pendant la deuxième guerre mondiale, Bill Auld, âgé aujourd'hui de soixante-treize ans, a ensuite été instituteur. Il s'est intéressé à l'esperanto dès l'âge de douze ans et a publié une cinquantaine de livres dans cette langue ainsi que des traductions des poèmes de Robert Burns ou du *Seigneur des anneaux* de Tolkien. Il est considéré comme le plus grand poète vivant s'exprimant dans ce langage international. C'est la première fois que l'association Poets, Essayists and Novelists International présente un candidat au Nobel.

SORTIR

PARIS

Kila, Sam Tshabalala & Sabeka
Le groupe Kila s'empare de la musique traditionnelle irlandaise avec une imagination féconde. Il lui taille une physionomie sortant de l'ordinaire, avec des angles rock et des traits africains, grecs ou russes. Formé par le guitariste et chanteur sud-africain Sam Tshabalala, Sabeka réunit des musiciens d'horizons divers rassemblés autour d'une même cause festive : les musiques de l'Afrique du Sud, comme le *kwela* ou le *mbaqanga*.
Parc de la Villette, Paris-19e. Mº Porte-de-la-Villette. Le 23, à 17 h 30. Tél. : 0-803-306-306. Entrée libre.

PONT-À-MOUSSON

La Mousson d'été
Depuis trois ans, la Mousson d'été tente de faire connaître les écritures dramatiques d'aujourd'hui, de France et de l'étranger. Durant une semaine, l'auteur et l'écriture sont à l'honneur : stages, lectures, rencontres, mises en espace, spectacles, cabarets.
L'édition 1998 accordera une place particulière aux auteurs d'Amérique latine et à un travail autour de textes inédits de Bernard-Marie Koltès.
Abbaye des Prémontrés, 54700 Pont-à-Mousson. Du 24 au 29 août. Tél. : 03-83-81-49-22.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Chapeau melon et bottes de cuir
de Jeremiah Chechik (Etats-Unis, 1 h 29).
L'Inconnu de Strasbourg
de Valeria Sarmiento (France, 1 h 40).
Insomnia
d'Erik Skjoldbjaerg (Norvège, 1 h 37).
Mots d'amour
de Mimmo Calopresti (France-Italie, 1 h 25).
No Skin off my Ass (**)
de Bruce LaBruce (Canada, 1 h 13).
Péril en mer
de David Drury (Etats-Unis-Allemagne, 1 h 36).
Las Vegas Parano (*)
de Terry Gilliam (Etats-Unis, 1 h 58).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRISES

Les Anges du boulevard
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).
Epée de Bois, 5e.
Les Contes de la lune vague après la pluie
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Le Départ
de Jerzy Skolimowski. Belge, 1967, noir et blanc (1 h 30).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
La Fille de Ryan
de David Lean. Britannique, 1970 (3 h 15).
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Honkytonk Man
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 2).
MK2 Hautefeuille, 6e.
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Mon homme Godfrey
de Gregory La Cava. Américain, 1936 (1 h 35).
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).

FESTIVALS

Au fil de l'eau
La Rivière sauvage de Wu Tianming : le 22, à 22 h ; *Les Roseaux sauvages* d'André Téchiné : le 23, à 22 h.
Parc de La Villette, Prairie du triangle, 19e (01-40-03-76-92).
Ingmar Bergman
Les Fraises sauvages : le 23, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
John Cassavetes
Gloria : le 22, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Une femme sous influence* : le 23, à 17 h, 20 h.
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23).
Cinéma d'Egypte d'hier et d'aujourd'hui
Le Monstre de Salah Abou Seif : le 22, à 22 h 20 ; *C'est toi mon amour* de Youssef Chahine : le 22, à 16 h 50, 20 h 15 ; *Gare centrale* de Youssef Chahine : le 22, à 18 h 35, 22 h ; *La Momie* de Chadi Abdel Salam : le 22, à 17 h 50, le 23, à 12 h 35. *L'Emigré* de Youssef Chahine : le 22, à 19 h 55.
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).
Marguerite Duras
Son nom de Venise dans Calcutta désert : le 23, à 12 h 45, 15 h, 17 h 15, 19 h 30, 21 h 45.
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Clint Eastwood
Sur la route de Madison : le 22, à 21 h 30 ; *Un monde parfait* : le 23, à 21 h 30.
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Sergueï M. Eisenstein
Octobre : le 24, à 11 h 50.
Denfert, 14e (01-43-21-41-01).
Jean-Luc Godard
Pierrot le fou : le 23, à 12 h 5 ; *A bout de souffle* : le 24, à 12 h 5.
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Cary Grant
Les Enchaînés d'Alfred Hitchcock : le 22, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Soupçons* d'Alfred Hitchcock : le 23, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).
Alfred Hitchcock
Pas de printemps pour Marnie : le 22, à 15 h 55, 18 h 10, 20 h 20 ; *La Maison du docteur Edwards* : le 23, à 16 h, 18 h, 20 h.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : les 22 et 23, à 14 h, 16 h, 18 h, 22 h.
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Pier Paolo Pasolini
Théorème : le 22, à 19 h 40 ; *Salo ou les 120 journées de Sodome* : le 23, à 19 h 40 ; *L'Evangile selon saint Matthieu* : le 23, à 13 h 20 ; *Les Contes de Canterbury* : le 23, à 17 h 40.
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
Satyajit Ray
Charulata : le 22, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Orson Welles
Vérités et Mensonges : le 22, à 15 h 40, 19 h 50 ; *Falstaff* : le 23, à 13 h 40, 15 h 45, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
L'Amante anglaise
de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard.
Studio des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. Le 22, à 20 h 45 ; le 23, à 15 heures. Tél. : 01-53-23-99-19. 60 F et 150 F.
La Dernière Bande
de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. Le 22, à à 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F.
Les Mains sales
de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Dravel.
Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10e. Mº Strasbourg-Saint-Denis. Le 22, à 17 heures et 20 h 45 ; le 23, à 15 h 30. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F.
Road
de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mº Place-de-Clichy. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F.
Stéphane Degout (baryton)
Hélène Lucas (piano)
Œuvres de Debussy, Duparc et Gouvy.
Abbaye, 95 Royaumont. Le 23, à 16 heures. Tél. : 01-34-68-05-50. 120 F.
Michael Lévinas (piano)
Weber : *Sonate pour piano op. 39*. Beethoven : *Sonate pour piano op. 31 nº 2 « La Tempête »*. Schumann : *Fantaisie*.
Orangerie, parc de Sceaux, 92 Sceaux. RER Bourg-la Reine. Le 23, à 17 h 30. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.
Cyrius
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. Le 22, à 21 heures. Tél. : 01-53-82-02-04.
Ras Dumisani (Afrique du Sud)
Schola Daniel (Nigeria)
Ras Elie Hasson (Togo)
Soirée reggae.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 21 h 30, les 22 et 23. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.

RÉSERVATIONS

Coup de chauffe à Cognac
Théâtre et arts de la rue.
L'Avant-Scène Cognac, B.P. 17 16108 Cognac Cedex. Les 4 et 5 septembre. Tél. : 05-45-82-17-24.

DERNIERS JOURS

29 août :
Filao
Par les Colporteurs, mise en scène de Hudi.
Espace chapiteau du parc de La Villette, Paris 19e. Le 22, à 20 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Le Mal de mère
de Pierre-Olivier Scotto, mise en scène de Françoise Seigner.
Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 1er. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-42-97-59-81. De 40 F à 220 F.
30 août :
Les Années supports/surfaces
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. Les 22 et 23, de 10 heures à 19 heures. Tél. : 01-47-03-12-50. 38 F.
Photographies d'Egypte
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, paris 7e. Le 22, de 10 heures à 18 heures ; le 23, de 9 heures à 18 heures. Tél. : 01-40-49-48-14. 40 F.
31 août :
Sculptures de Jacques Lipchitz
Jardins du Palais Royal, rue de Valois, Paris 1er. Les 22 et 23, de 7 heures à 23 heures. Entrée libre.



SAMEDI 22 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

23.00 Big Man ■■ David Leland (Grande-Bretagne, 1991, 115 min). Ciné Cinéma 1
0.30 La Malédiction *des hommes-chats* ■■ Robert Wise (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 75 min). Ciné Cinéfil
0.40 Un thé au Sahara ■■■ Bernardo Bertolucci (GB, 1989, v.o., 135 min). Cinéstar 2
***0.45* Parade** ■■ Jacques Tati (France - Suède, 1974, 85 min). Cinétoile
2.10 La Loi du Nord ■■ Jacques Feyder (France, 1939, N., 100 min). Cinétoile
0.55 Hanna K ■■ Constantin Costa-Gavras (France, 1983, 110 min). Ciné Cinéma 1

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

0.10 Le Monde des idées. Thème : Passé et présent. Avec Pierre Nora et Régis Debray (rediff.). LCI

MAGAZINES

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 22 août 1948. Naissance des deux Corées. Invité : Alain Delissen. Arte
20.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Doëlan, en Bretagne Sud. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. L'Allemagne nazie. Invités : Saul Friedlandler, Mirko Grmek, Louise Lambrichs, André Glücksmann. Histoire
20.45 Le Club. Eric Neuhoff. Ciné Cinéfil
21.35 Metropolis. Théâtre ambulant : Gardzienice. Printemps de Prague. Les mathématiques et l'art. Elfriede Jelinek. Partie de campagne dans le Brandebourg. Arte
22.15 T'as pas une idée ? Arlette Laguiller. Canal Jimmy
23.35 Paris modes. Les années 50. Paris Première
0.00 La France et ses religions. Les Juifs de France. Invités : Josette Alia, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire
0.30 Les Nouveaux Mondes. France 2

DOCUMENTAIRES

17.35 Yeshayahou Leibovitz. [1/2]. Nul n'est prophète en son pays. Planète
18.05 L'Egypte. [3/5]. L'âge d'or. La Cinquième
19.30 Saint-Cyr, les Hommes d'honneur. Odyssée
19.45 Maîtres de guerre. [12/13]. Vietnam : Giap contre Westmoreland. Planète
20.30 ▶ Sugar Ray Robinson. Une légende d'Amérique. Canal +
20.35 Les Grands Parcs nationaux américains. [3/4]. L'histoire du parc national de Yellowstone. Planète
20.35 Foire aux maris. Odyssée
20.35 Nature de toutes les Russies. Cercle de feu [3/3]. TMC
20.45 L'Aventure humaine. Vision Man. Arte
21.20 Vietnam : revivre. [3/5]. L'ombre du Yeti. Odyssée
21.30 Le Mystère de Lee Harvey Oswald. [1/2]. TMC
21.30 Tonino Benacquista n'est pas si noir. Planète
22.00 Tribulations aux Galapagos. Planète
22.20 Le Fils de l'ours. Odyssée
22.50 Opium. [3/3]. Khun Sa, le roi de la drogue. Planète
23.00 Roberto Rossellini. Un Prométhée franciscain. Histoire

SPORTS EN DIRECT

15.50 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 2
18.00 Tennis. Tournoi messieurs de New Haven. Demi-finales. Eurosport
19.55 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 3
23.00 Golf. PGA Tour. AB Sport

MUSIQUE

17.55 et 23.35 The Blues, Montreux 94. Muzzik
18.30 Keith Jarrett. Tokyo 96. Mezzo
18.55 et 0.35 Blues à Montreux 91. Muzzik
20.00 Muddy Waters. Maintenance Shop Blues. Muzzik
20.30 L'Opéra italien du XIX[e] siècle. *L'Italienne à Alger*, de Rossini. Mise en scène. Andrei Serban. Dir. Bruno Campanella. Mezzo
21.00 Joe Louis Walker. New Morning 95. Muzzik
22.30 Mojazz, Live at the House of Blues. Muzzik
22.35 U Roy. Rouen 96. Paris Première
23.00 L'Opéra italien du XIX[e] siècle. Nuit italienne. Airs d'opéras de Verdi, Bellini et Rossini. Mezzo
23.30 Music Planet. Bizarre festival. Au Butzweiler Hof, à Cologne 98. Avec Portishead, Iggy Pop, Tindersticks, The Bluetones, et en direct : The Cure. Arte
0.05 Saturnales. *Didon et Enée*, de Purcell. Dir. David Stern. France 3 - France-Musique

TÉLÉFILMS

20.30 Les Beaux Quartiers. Jean Kerchbron [1, 2 et 3/3]. Festival
20.35 Les Démoniaques. Pierre Koralnik. Ciné Cinémas
21.10 La Voyageuse du soir. Igaal Niddam. France 3
22.30 Le Clan des gagnants : Les Kennedy. H. Winer [2/2]. TMC
0.30 Le Tchékiste. Alexandre Rogojkine (v.o.). Arte

SÉRIES

19.00 Absolutely Fabulous. Fin (v.o.). Arte
19.15 Highlander. Apprenti sorcier. Série Club
20.50 Walker, Texas Ranger. O Prise d'otages. TF 1
20.50 FX, effets spéciaux, la série. O Coup de froid. M 6
21.30 Gun. Le pacte. Canal +
21.40 Les Dessous de Palm Beach. O Soif de sang. TF 1
21.45 The Sentinel. Un château dans le ciel. M 6
22.20 Stargate. Cassandra. TSR
22.35 Danger imminent. [2/4]. Arte
22.35 High Secret City. *Pour qui souffle le vent.* TF 1
22.40 Players, les maîtres du jeu. Contamination. M 6
23.15 Star Trek, la nouvelle génération. Ethique. Canal Jimmy
23.25 American Gothic. La leçon de Lucas. 13ème Rue

NOTRE CHOIX

● 19.30 Odyssée
Saint-Cyr,
les hommes d'honneur

Dans leur uniforme bleu, coiffés de la casquette ornée de plumes blanches, les saint-cyriens ont fière allure. Initiés au combat, formés à la discipline mais aussi au droit, à l'anglais ou aux sciences économiques et sociales, les étudiants de l'école militaire de Saint-Cyr Coëtquidan reçoivent une formation complète. Si la plupart d'entre eux se destinent à l'université, certains optent pour le parcours classique. Ainsi Frédéric, passionné d'histoire (l'époque napoléonienne surtout), et Stéphane, surfeur invétéré, ont choisi de se mettre à la disposition de l'armée pour défendre la France si d'aventure elle se trouvait engagée dans un conflit. Saint-Cyr, symbole de tradition. – *C. Ct*

● 0.30 Arte
Le Tchékiste

Chef de la Tchéka, la police politique créée fin 1917, le camarade Sroubov fait éliminer les ennemis du peuple. Dans des caves humides, des centaines d'opposants présumés au régime sont abattus froidement d'une balle dans la nuque. Rien, si ce n'est le passage dans son bureau de quelques délateurs ou d'une mère venant offrir sa fille pour sauver son fils, n'interrompt la monotonie du travail du tchékiste. *« La révolution et pas de philosophie »*, se plait-il à répéter. Pourtant, cette révolution-là n'est pas celle dont il avait rêvé. Après avoir fait exécuter son propre père, Sroubov sombre dans la folie, et la machine répressive l'écrase à son tour. Atmosphère glaciale, images superbes. Un terrifiant portrait de bourreau révolutionnaire réalisé par Alexandre Rogojkine, d'après un roman de Vladimir Zazoubrine. – *J.-J. Ba.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.10 Sous le soleil.
19.05 Melrose Place.
20.00 Journal, Météo.
20.49 1, 2, 3 séries. 20.50 Walker, Texas Ranger. O. Prise d'otages. 21.40 Les Dessous de Palm Beach. O. Soif de sang. *22.35 High Secret City.* Pour qui souffle le vent.
23.25 Hollywood Night. Ultime étreinte. Téléfilm. Δ Oley Sassone.

FRANCE 2

15.50 Athlétisme. Championnats d'Europe.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Fort Boyard.
22.40 1 000 enfants vers l'an 2000.
22.45 52 minutes juste pour rire.
23.40 Journal, Météo.
23.50 Les 30 Dernières Minutes.
0.30 Les Nouveaux Mondes.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
19.55 Athlétisme. Championnats d'Europe.
20.55 Tout le sport.
21.10 La Voyageuse du soir. Téléfilm. Igaal Niddam.
22.50 Météo, Soir 3.
23.10 Saturnales. Festival Galabru. Les Mentons bleus. Pièce de théâtre. D. Bonnaud et G. Courteline.
23.50 Saturnales. Journal des festivals.
0.05 Saturnales. *Didon et Enée.* Opéra de Purcell. Retransmis en simultané sur France-Musique.

CANAL +

17.05 Rugby. Afrique-du-sud- Australie.
▶ En clair jusqu'à 20.30
19.00 Décode pas Bunny.
19.30 Meego.
19.55 et *22.10 Flash infos.*
20.05 Daria.
20.30 ▶ Sugar Ray Robinson. Une légende d'Amérique.
21.30 Gun. Le pacte.
22.20 Jour de foot.
23.05 Fantômes contre fantômes ■ Film. Peter Jackson.

ARTE

19.00 Absolutely Fabulous. [18/18].
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 22 août 1948 : Naissance des deux Corées.
20.15 Le Dessous des cartes. [2/3].
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Vision Man.
21.35 Metropolis.
22.35 Danger imminent. [2/4].
23.30 Music Planet. Bizarre festival.
0.30 Le Tchékiste. Téléfilm. Alexandre Rogojkine (v.o.).
1.25 Placido Domingo raconte la légende de Parsifal.

M 6

18.15 Extralarge.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Les Piégeurs.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 FX, effets spéciaux, la série. O. Coup de froid. 21.45 The Sentinel. Un château dans le ciel. 22.40 Players, les maîtres du jeu. Contamination.
23.35 Terreur dans l'espace. Téléfilm. O Ron Gilver.
1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.20 Atelier de création radiophonique (rediff.).
22.35 Musiques du monde. Voyage autour de cinq continents. L'Afrique australe.
0.05 La Roulotte du Mans. Au plaisir d'être méchants.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 La Walkyrie. Opéra de Wagner. Par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. James Levine.
0.00 Didon et Enée. Opéra de Purcell. Retransmis en simultané sur France 3.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Le Chef d'orchestre Kurt Masur. Œuvres de Tchaïkovski, Bruch, R. Schumann, Liszt, Kodaly.
22.35 Da Capo. Œuvres de Mozart, Beethoven, R. Strauss.

DIMANCHE 23 AOÛT

FILMS DU JOUR

20.30 L'Ange pervers ■■ K. Hughes et H. Hathaway (EU, 1964, N., 100 min). Ciné Cinéfil
20.30 Des feux mal éteints ■■ S. Moati (F, 1993, 100 min). Cinéstar 1
20.40 Le Parrain 2 ■■ F. F. Coppola (EU, 1974, 200 min). RTL 9
21.00 Ragtime ■■ Milos Forman (Etats-Unis, 1981, v.o., 155 min). Paris Première
21.00 Jeux interdits ■■■ René Clément (France, 1951, N., 95 min). Disney Channel
21.00 Un thé au Sahara ■■■ Bernardo Bertolucci (GB, 1989, 135 min). Cinéstar 2
0.05 ▶ Le jour se lève ■■■ Marcel Carné (France, 1939, N., 95 min). France 3
0.40 Et vogue le navire ■■■ Federico Fellini (Italie, 1983, v.o., 130 min). Cinétoile
0.55 Cœurs brisés ■■ Philip Moeller (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 80 min). Ciné Cinéfil
1.50 Transit ■■ René Allio (France, 1990). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.10 Le Monde des idées. Thème : Passé et présent. Avec Pierre Nora et Régis Debray (rediff.). LCI

MAGAZINES

12.05 Saga-Cités. Viet'âme. TV 5
13.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Doëlan, en Bretagne Sud. TV 5
13.30 Les Quatre Dromadaires. Peuples de la forêt : la forêt des pionniers. France 3
14.00 Outremers. TV 5
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Karzan et ses frères. Histoire
14.45 Inédits. Mémoires de Chine [4/5]. RTBF 1
15.40 Courants d'art. [4/6] La mémoire. RTBF 1
17.15 Le Bazar de Cinécinémas. Laëtitia Masson. Ciné Cinémas
18.05 Paris modes. Les années 50. Paris Première
19.00 52 sur la Une. *J'ai maigri de 120 kilos.* TF 1
19.00 Le Gai Savoir. Faut-il vraiment cesser de penser unique ? Invités : Philippe Manière ; Philippe Labarde ; Pierre Lellouche ; Pierre Rosanvallon ; Laurent Joffrin ; Daniel Cohn-Bendit. Paris Première
19.10 Le Club. Eric Neuhoff. Ciné Cinéfil
19.30 La France et ses religions. Les Juifs de France. Invités : Josette Alia, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire
20.00 Rive droite, rive gauche. Que reste-t-il de De Gaulle ? Le théâtre est-il mort ? Les prix littéraires sont-ils bons ? Paris Première
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance. Histoire
20.50 Capital spécial été. Réussir ailleurs. *London Connection.* L'empire Tang. Epiciers arabes : la fortune après 20h. Invité : Jean Reno. M 6
23.00 Envoyé spécial, les années 90. Triste tropique. Bangkok le piège. *Goulag pour enfants.* Histoire

DOCUMENTAIRES

17.40 Secrets des rois. [9/13]. Reines séductrices. La Cinquième
17.55 Tribulations aux Galapagos. Planète
18.05 Samuel Fuller, un Américain en Normandie. Odyssée
18.30 Roberto Rossellini. Un Prométhée franciscain. Histoire
18.50 Opium. [3/3]. Khun Sa, le roi de la drogue. Planète
19.00 Jump. Odyssée
19.15 Bénarès. Musiques du Gange. Muzzik
19.30 Maestro. L'Art de la direction d'orchestre [1/2]. Arte
19.30 Trois peintres suédois. [2/3]. Carl Larsson. Odyssée
19.35 Star biographie. Julia Roberts. Ciné Cinémas
19.40 Celibidache. [1/2]. Planète
20.10 Vietnam : revivre. [4/5]. L'espérance verte. Odyssée
20.30 Sergiu Celibidache. Portrait d'un chef d'orchestre. Mezzo
20.30 Loin des yeux, près du cœur. Téva
20.35 Un ange pour les condamnés. Planète
21.00 Musique et sons de Bénarès. Muzzik
21.00 Requins et barracudas. Odyssée
21.25 Méditerranée, rive sud. [3/13]. Tunisie, terre de contrastes. Planète
21.45 Les Grands Explorateurs. [10/10]. Christophe Colomb. Histoire
21.50 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odyssée
21.55 Casque bleu. Planète
22.25 Grand document. La Famille Li. RTBF 1
22.30 Soirée thématique. Francfort, le coffre-fort de l'Europe. Arte
22.35 Survivants. Planète
22.45 Terrorisme. [4/4]. IRA, la toile d'araignée. Odyssée
23.40 Armand Frappier. Planète
23.40 Civilisations englouties. [1/3]. Les eaux de feu. Odyssée
23.45 Portrait de cinéaste. Abbas Kiarostami. TV 5
0.00 L'Afrique accusée. Téva
0.10 Le Sixième Soleil, rébellion des Mayas au Chiapas. Odyssée
0.35 ▶ Prostitution. Confessions de clients. Planète
0.50 Un doux rebelle, Julien Green, journal d'un siècle. [1/4] 1890-1917. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.50 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 2
19.00 Tennis. Tournoi messieurs de New Haven. Finale. Eurosport
20.30 Football. Championnat de D1 : Sochaux - Lens. Canal +
22.30 Golf. PGA Tour. AB Sport

MUSIQUE

18.00 et 22.05 Ravi Shankar. Muzzik
19.45 Ceci n'est pas Mozart. *Concerto pour violon en ré majeur KV218.* Bettina Boller, violon. Mezzo
0.05 Chico O'Farril. Jazz à Vienne 96. Paris Première

TÉLÉFILMS

18.00 Le Feu du secret. Dan Lerner. RTL 9
20.00 Leila, née en France. Miguel Courtois. TV 5
20.30 Injustes noces. Waris Hussein. Festival
20.45 Le Double Jeu de Cambridge. Noella Smith. RTBF 1
20.55 Julie, bientôt douze ans et demi. Olivier Langlois. Téva
22.00 L'Amoureux, la femme, l'ordinateur et le chien. *Colin Luke.* Festival

SÉRIES

17.10 Invasion planète Terre. Le rêve du scorpion. Canal +
17.50 L'Incroyable Hulk. Episode pilote. 13ème Rue
18.05 Le Fugitif. A la recherche d'un fantôme. La Cinquième
18.50 Demain à la une. Voyances. M 6
19.15 Highlander. Le messager. Série Club
19.25 Earth 2. Restriction d'eau. 13ème Rue
19.35 Mike Hammer. Un faux parfait. TMC
20.25 Monstres et merveilles. La promise. Canal J
20.45 Les Incorruptibles. Tueur sans gages. Série Club
20.50 Derrick. Un soir à la campagne. Paix intérieure. France 3
21.00 Seinfeld. Le supporter (v.o.). Canal Jimmy
21.25 Dream On. Le choix de l'abonné nº 4 (v.o.). Canal Jimmy
21.55 Presque parfaite. La dragueuse a bonne mine (v.o.). Canal Jimmy
22.25 Friends. Celui qui était le pire témoin du monde (v.o.). Canal Jimmy
22.25 Expériences interdites. Ultimate Weapon (v.o.). 13ème Rue
22.50 Profit. Sykes (v.o.). Canal Jimmy
22.55 *Millennium.* O Meurtres sans effraction. France 2
22.55 New York District. Force virile. France 3
23.00 New York Undercover. Affaires internes. 13ème Rue
23.35 Spin City. Embrasse-moi idiot (v.o.). Canal Jimmy
23.40 Nikita. Le piège. France 2
23.45 American Gothic. La leçon de Lucas. 13ème Rue
0.35 Galactica. Le canon de la montagne glacée [1/2]. 13ème Rue
0.40 Cobra. Princesse. France 2

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ *Chef-d'œuvre ou classiques*

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 10.30 et 18.30 Histoire
Rossellini,
un Prométhée franciscain

Plus qu'un simple portrait, ce documentaire de Claude-Jean Philippe restitue les enjeux d'une œuvre phare et l'univers mental d'un cinéaste résolument étranger aux exercices d'introspection et d'imagination, esprit encyclopédique tout entier chevillé à l'élucidation de son temps. Sur le mode kaléidoscopique, une évocation très riche du parcours du maître du néoréalisme, composée d'extraits de films illustrant les propos et les témoignages recueillis à différentes époques auprès de l'auteur d'*Allemagne année zéro* et de ses proches, collaborateurs ou intimes – François Truffaut, Ingrid Bergman, Federico Fellini... Du bouleversant *Rome, ville ouverte*, conçu dans l'immédiat après-guerre, à *La Prise du pouvoir par Louis XIV*, tourné en 1966, en passant par *Païsa*, *Stromboli*, *Le Miracle*, *Les Actes des apôtres*, un corpus cinématographique d'épopées et de tragédies collectives décryptées à la lumière de destins singuliers. Roberto Rossellini du côté de la rigueur prométhéenne, œuvrant dans le dégoût de la propagande et de la névrose *narcissique, et dans* l'émerveillement de l'étrangeté, par-delà le réel. – *Val. C.*

● 19.30 Arte
Maestro

Deux dimanches de suite, *L'Art de la direction d'orchestre* (cassettes chez Warner Vidéo) revisite près d'un siècle d'interprétations à l'appui des styles exercés par seize des plus grands directeurs musicaux en Europe et aux Etats-Unis. Arthur Nikisch, Thomas Beecham, Fritz Busch, Arturo Toscanini, Wilhelm Furtwängler, Leopold Stokowski, Herbert von Karajan..., que d'abondantes archives (certaines fort rares) présentent en répétition ou dans des interprétations intégrales, sur les commentaires de musiciens et de chefs contemporains – John Eliot Gardiner, Isaac Stern, Sir Georg Solti, Olivier Knussen et Yehudi Menuhin, notamment. Circulation des influences, parti pris de véritables recréations ou souci d'une improbable fidélité ; diversité des modes de relation à l'orchestre, ce *« dragon à cent têtes »* évoqué par Bruno Walter ; postures et rythmes des corps... Rien d'empirique dans ce passionnant document réalisé par Sue Knussen, mais une salutaire démolition des idées reçues et une démonstration généreuse de la pluralité du génie au service des œuvres, qui ravira les spécialistes autant que les néophytes. – *Val. C.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.30 Le Rebelle.
14.25 Enquêtes à Palm Springs.
15.15 Rick Hunter, inspecteur choc.
16.05 Pacific Blue.
16.55 Disney Parade.
18.05 Vidéo gag.
18.30 30 millions d'amis.
19.00 52 sur la Une.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Levy et Goliath ■ Film. Gérard Oury.
22.35 Ciné dimanche.
22.45 Bleu comme l'enfer ■ Film. O Yves Boisset.
0.30 TF1 nuit, Météo.
0.45 Le Jeune Ballet de France.
1.35 Reportages. Triomphant, le sous-marin du silence.

FRANCE 2

13.25 Maigret.
15.00 Regarde-moi quand je te quitte. Téléfilm. Philippe de Broca.
16.25 Outrages. Téléfilm. Robert Allan Ackerman.
17.55 JAG.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Athlétisme. Championnats d'Europe.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 La Crime ■ Film. Philippe Labro.
22.50 Séries illimitées. 22.55 Millennium. O. Meurtres sans effraction. 23.40 Nikita. Le piège. 0.30 Journal, Météo. 0.40 Cobra. Princesse.
1.25 Des parents différents.

FRANCE 3

13.30 Les Quatre Dromadaires.
14.30 Face à l'épreuve. Téléfilm. Matthew Diamond.
15.20 *Sports dimanche.* 15.25 Tiercé. En direct. 15.40 Tir à l'arc (fil rouge). 15.50 Cyclisme. Grand Prix de Suisse. 17.00 Cyclisme. Grande boucle féminine 98.
17.10 Athlétisme. Championnats d'Europe.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Je passe à la télé.
20.50 Derrick. Un soir à la campagne. Paix intérieure.
22.55 New York District.
23.45 Météo, Soir 3.
0.05 ▶ Le jour se lève ■■■ Film. Marcel Carné.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 13.50
13.30 South Park.
13.50 Dans la nature avec Stéphane Peyron.
14.45 La Dernière Promesse. Téléfilm. Ken Jubenvill.
16.15 Y'en a marre !
16.25 Les Repentis.
17.10 Invasion planète Terre.
18.00 Prince Valiant. Film. Anthony Hickox.
▶ En clair jusqu'à 20.30
19.30 et 22.30 Flash infos.
19.40 Ça cartoon.
20.15 Football. Sochaux - Lens.
22.35 L'Equipe du dimanche.
1.05 Les Nouveaux Mecs. Film. Sönke Wortmann (v.o.).
2.35 Clubbed to Death (Lola). Film. Yolande Zauberman.
4.00 L'Aventure, c'est l'aventure ■ Film. Claude Lelouch.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall. Serge Gainsbourg.
14.00 Le Sénégal.
15.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
16.00 Les Yeux de la découverte.
16.35 L'Asie mythique.
17.40 Secrets des rois. [9/13].
18.05 Le Fugitif.
19.00 Ayez donc des gosses !
19.30 Maestro. [1/2] L'Art de la direction d'orchestre.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Francfort, le coffre-fort de l'Europe. 20.45 Joyeux anniversaire, le Turc ! ■ Film. Doris Dörrie. 22.30 Francfort, un haut lieu de la finance. 23.30 Francfort, berceau des Rothschild. 0.05 Visite en musique de Francfort.
0.50 Un doux rebelle, Julien Green, Journal du siècle. [1/4] 1890 - 1917.
1.50 Grand format. First contact.

M 6

13.25 Le Bonheur au bout du chemin II. Téléfilm. Kevin Sullivan [1 et 2/2].
17.40 Les Piégeurs.
17.55 Agence Acapulco.
18.50 Demain à la une. Voyances.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E=M6.
20.30 La Météo des plages.
20.35 et 0.55 Sport 6.
20.50 Capital spécial été. Réussir ailleurs.
22.50 Météo.
22.55 Culture pub. Imagina. Tubes de pub.
23.15 La Fièvre du désir. Téléfilm. ☐ Jean-Louis Daniel.
1.05 Motocyclisme.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Les 13[e] rencontres de Pétrarque. Le passé a-t-il un avenir ? Le goût du passé est-il un passéisme ?
20.00 De bouche à oreille (rediff.). Fast Food - Slow Food. Avec Alberto Capatti, sociologue.
20.30 Le Bon Plaisir de... (rediff.). Gérard Titus-Carmel.
22.35 La Roque-d'Anthéron. Concert. A l'occasion du Festival de Radio-France. Avec l'Orchestre philharmonique de Radio-France.
0.05 Le Corridor étoilé. Une journée au bord du trou noir.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 L'Oreille du monde. Musique et poésies chantées du pays Sunda.
19.36 Soirs de fête. Soirée créole. Musique des îles créoles de l'Océan indien : Madagascar, Réunion, Maurice, Rodrigues.
0.05 Akousma. *Point rouge*, de Poisson ; *Dreaming Hills*, de Ainger ; *Vox Alia*, de Vande Gorne ; *Metanoia*, de Thomson ; *Un chien andalou*, de Riedl.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Léonore, ou L'amour conjugal*, opéra (version d'origine de Fidelio), de Beethoven, par The Monteverdi Choir et l'Orchestre révolutionnaire et romantique, dir. Gardiner, Martinpelto (Léonore), Begley (Florestan), Best (Don Pizarro), Hawlata (Rocco), Oelze (Marcelline), Schade (Jaquino), Miles (Don Fernando), Bantzer, récitant.
22.20 Les Rôles de travestis à l'opéra.

Tirage du *Monde* daté samedi 22 août 1998 : 509 604 exemplaires

Un avocat a été mis en examen dans l'affaire du prêt au Parti républicain

Jean-François Velut a été écroué à la Santé à Paris

L'AFFAIRE du prêt consenti aux anciens dirigeants du Parti républicain (PR), dans laquelle MM. François Léotard et Renaud Donnedieu de Vabres, respectivement ancien président et ancien trésorier du PR, ont été mis en examen pour *« blanchiment d'argent »*, vient de s'enrichir d'un nouvel épisode. Jean-François Velut, un avocat parisien, a été mis en examen, jeudi 20 août, pour *« blanchiment, faux, et usage »* par la juge d'instruction Eva Joly et écroué à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, annonce *Le Point* du 22 août. Des perquisitions ont été menées, mercredi 19 août, au domicile et au bureau de Me Velut. Le débat contradictoire sur son éventuel maintien en détention doit avoir lieu, lundi 24 août, dans le cabinet du magistrat parisien.

L'avocat est mis en cause en raison de son rôle présumé dans une étape du chemin emprunté par le prêt de 5 millions de francs accordé au PR par le Fondo sociale di cooperazione Europa (FSCE), en juin 1996 (*Le Monde* du 8 août). Ce prêt, destiné à régler la dernière échéance de l'achat du siège parisien du PR, avait été garanti par le dépôt de la même somme en argent liquide dans une banque luxembourgeoise. Le trésorier du parti affirme que ces sommes proviennent des fonds « secrets » de Matignon, mais les doutes sur leur origine ont nourri les accusations de blanchiment portées à l'encontre de MM. Léotard et Donnedieu de Vabres.

Depuis juin 1997, le PR a changé de nom et de dirigeants. Il s'appelle désormais Démocratie libérale, et Alain Madelin a été porté à la présidence du mouvement. Au mois de janvier, Thierry Jean-Pierre, le trésorier de la nouvelle formation, rembourse la première échéance du prêt au Fondo. A sa grande surprise, il apprend quelques jours plus tard, par courrier, que la créance du PR n'appartient plus à l'établissement italien. Elle est désormais la propriété d'une société anglaise, la Financial Take Over, elle-même filiale de la Confidential Financial Services, basée en Irlande.

UN AMI D'AMI

Démocratie libérale engage alors un échange de lettres, en recommandé, avec le nouveau créancier, et apprend que Serge Hauchart est son représentant à Paris. Celui-ci n'est pas un inconnu. Ami de François Léotard, il a été son condisciple à l'Ecole nationale d'administration. C'est alors qu'apparaît pour la première fois, pour les dirigeants de Démocratie libérale, Jean-François Velut. Administrateur du Fondo, présumé proche de M. Hauchart, il se manifeste auprès du trésorier de Démocratie libérale, auquel son statut d'avocat inspire confiance. Quel est son rôle exact par rapport à celui de Serge Hauchart ? A-t-il participé directement à la cession de créances du Fondo aux sociétés anglaises ? Sont-elles autre chose que des coquilles vides abritant des personnes proches du Parti républicain ? Me Jean-Yves Liénard, l'avocat de M. Velut, affirme avoir demandé *« une mesure d'investigation »*, dont les résultats, espère-t-il, permettront la remise en liberté de son client.

Pascal Ceaux

Bernard Kouchner rassure les visiteurs du Mercantour

SAINT-ÉTIENNE-DE-TINÉE (Alpes-Maritimes)
de notre envoyé spécial

« Il n'y a pas de problème de santé publique causé par les retombées de Tchernobyl dans le Mercantour ! » Après une demi-journée passée dans ce massif des Alpes du Sud, vendredi 21 août, le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, a tenu à rassurer les habitants et les visiteurs du parc national. *« Certes, les mesures montrent la présence de taches de contamination que l'on peut qualifier de non négligeables, mais elles ne sont pas dangereuses »*, a assuré M. Kouchner dans la salle des fêtes de Saint-Etienne-de-Tinée (Alpes-Maritimes), où élus locaux et citoyens avaient afflué, préoccupés autant par l'impact sanitaire que par le préjudice touristique causé par cette invisible pollution.

C'est l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) qui, le premier, a procédé à des mesures de contamination dans le haut bassin du Var, *publiées en 1996. L'institut* fait alors état de niveaux élevés de contamination par du césium 137, enregistrant notamment 314 000 becquerels (Bq) par kilo de terre dans un échantillon prélevé à Isola 2000, alors que tout objet présentant plus de 100 000 Bq/kg est en principe considéré comme un déchet radioactif devant être transmis à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Mais ces taches *« de faible dimension, situées hors des passages fréquentés »*, n'entraineraient que *« des risques d'irradiation extrêmement faibles »*.

Intriguée par ces observations, la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRII-RAD), une association écologiste née juste après l'accident de Tchernobyl, procède à ses propres mesures. Elle les publie au printemps 1997, provoquant une polémique avec les pouvoirs publics. En mai 1998, elle divulgue de nouvelles mesures, portant également sur les pays voisins, qui montrent que les retombées radioactives se sont concentrées sur l'ensemble de l'« arc alpin ». Nouveaux désaccords, questions au gouvernement à l'Assemblée, menace de création d'une commission d'enquête, contribuent une nouvelle fois à alimenter les inquiétudes.

ATTENTION AUX CHAMPIGNONS

L'Office pour la protection contre les rayonnement ionisants (OPRI) a préféré jouer l'ouverture. Il est vrai que l'office, placé sous la tutelle de M. Kouchner, venait d'être mis en cause dans le rapport du député socialiste Jean-Yves Le Déaut sur le système français de contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (*Le Monde* du 8 juillet). Ses techniciens se sont rendus sur le *terrain cette semaine afin de procéder*, en compagnie de la CRII-RAD, à de nouvelles mesures. Surprise : les deux camps parviennent quasiment aux mêmes conclusions.

« Rassurons-nous, nous sommes dans le domaine des faibles doses », a reconnu Bruno Chareyron, ingénieur à la CRII-RAD, qui énonce des propositions bien accueillies par Bernard Kouchner : recensement des zones les plus actives, balisage, mise en garde des amateurs envers les champignons, susceptibles de concentrer la radioactivité, et information de la population paraissent à chacun des mesures de bon sens... douze ans après l'explosion du réacteur de la centrale ukrainienne.

Hervé Morin

Réunion de travail à Cintegabelle entre Tony Blair et Lionel Jospin

LIONEL JOSPIN ET TONY BLAIR se sont retrouvés, vendredi 21 août à Cintegabelle, le canton de Haute-Garonne dont le premier ministre français est le conseiller général. Le programme de cette rencontre a été allégé après l'attentat en Irlande-du-Nord samedi 15 août. Les deux chefs de gouvernement ont simplement eu un entretien d'une heure et demie dans la mairie du bourg, avant de faire de courtes déclarations à la presse et de prendre un apéritif à la terrasse du café restaurant. L'essentiel de leurs propos publics ont porté sur le terrorisme et les raids américains *(lire page 3)*. Ils ont souligné leur volonté de préparer en commun le sommet informel sur l'avenir de l'Union européenne, prévu les 24 et 25 octobre en Autriche, et évoqué la constitution d'une industrie européenne aéronautique et de défense.

DÉPÊCHES

■ **CORSE : un homme de vingt-sept ans, connu comme militant nationaliste** corse, a été tué par balles dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 août, à Luciana, près de Bastia. Christophe Garelli, membre du mouvement Accolta naziunale corsa (ANC), a été atteint dans le dos de plusieurs balles de calibre 9 mm, à la fin de la fête du village. Selon les premiers témoignages, il s'était querellé auparavant avec plusieurs personnes. L'enquête a été confiée au Service régional de police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio.

■ **FISCALITÉ : les cartes d'identité et l'examen du permis de conduire seront gratuits à compter du 1er septembre.** Le timbre fiscal de 160 francs perçu jusqu'à présent pour la délivrance ou le renouvellement des cartes d'identité est supprimé, ainsi que le droit d'examen de 250 francs perçu pour l'obtention du permis de *conduire (voiture et moto). En revanche, la taxe sur la délivrance du* permis de conduire (de 0 à 450 francs, selon les régions qui en sont les bénéficaires) est maintenue. Une taxe sur les allumettes et les briquets va également être supprimée.

■ **PHARMACIE : conformément à ce qu'a annoncé le ministère de la solidarité**, vendredi 21 août, un arrêté ministériel abaissant de 65 % à 35 % le taux de remboursement de 28 médicaments vasodilatateurs a été annulé par un nouvel arrêté paru au *Journal officiel* du samedi 22 août. Une concertation est engagée avec les laboratoires concernés.

■ **RÉGION CENTRE : le budget pour 1998 de la région Centre, adopté sans vote fin avril** grâce à la nouvelle disposition du « 49-3 régional » puis annulé, le 9 juillet, par le tribunal administratif d'Orléans, est devenu *« exécutoire »*, vendredi 21 août.

■ **OR NAZI : des survivants de l'Holocauste ont porté plainte** vendredi 21 août contre le groupe chimique allemand Degussa, spécialiste des métaux précieux qui a recyclé l'or dentaire des camps de concentration.

■ **JAPON : la banque nippone en difficulté Long-Term Credit Bank of Japan (LTCB)** a présenté vendredi de nouvelles mesures de restructuration, et aussitôt tendu sa sébile au gouvernement pour lui demander de restaurer ses fonds propres.



